

2° le point 9° est remplacé par ce qui suit :

« 9° les voies d'accès et les allées strictement nécessaires vers le bâtiment ou les bâtiments, pour autant que les eaux pluviales qui y tombent s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain. Cette dispense de l'obligation de permis ne s'applique pas au voûtement ou à la canalisation de fossés ; » ;

3° le point 11° est complété par la phrase suivante :

« Les eaux pluviales qui tombent sur les dépendances s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain ; ».

**Art. 14.** Dans l'article 3.1 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 27 novembre 2014, 15 juillet 2016 et 7 mai 2021, le point 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° les voies d'accès et les allées strictement nécessaires vers le bâtiment ou les bâtiments, pour autant que les eaux pluviales qui y tombent s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain. Cette dispense de l'obligation de permis ne s'applique pas au voûtement ou à la canalisation de fossés ; ».

**Art. 15.** L'article 4.4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juillet 2016, est complété par un point 6°, rédigé comme suit :

« 6° les eaux pluviales qui tombent sur les constructions s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain. ».

**Art. 16.** Dans l'article 5.2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 janvier 2014 et modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 27 novembre 2015, 15 juillet 2016, 7 mai 2021 et 25 novembre 2022, le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° les voies d'accès et les allées strictement nécessaires vers les bâtiments d'exploitation de l'entreprise agricole, y compris l'habitation de l'entreprise, pour autant que les eaux pluviales qui y tombent s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain. Cette dispense de l'obligation de permis ne s'applique pas au voûtement ou à la canalisation de fossés ; ».

**Art. 17.** Dans l'article 8.2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 septembre 2018, le point 7° est rétabli dans la rédaction suivante :

« 7° les eaux pluviales qui tombent sur les bâtiments, constructions et revêtements s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain. ».

**Art. 18.** Dans l'article 11.7 du même arrêté, le membre de phrase « , pour autant que les eaux pluviales qui y tombent, s'infiltrent naturellement dans le sol du propre terrain » est inséré après les mots « intérêt général ».

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** Les conseils provinciaux et communaux mettent les règlements urbanistiques provinciaux et communaux existants en conformité avec les prescriptions du présent arrêté dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la date de son entrée en vigueur.

**Art. 20.** L'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juillet 2013 établissant un règlement urbanistique régional concernant les citernes d'eaux pluviales, les systèmes d'infiltration, les systèmes tampons et l'évacuation séparée des eaux usées et pluviales, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 15 juillet 2016 et 26 avril 2019, est abrogé.

**Art. 21.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux demandes de permis et aux notifications déposées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux actes exemptés de permis commencés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 22.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 octobre 2023.

Les obligations reprises dans le présent arrêté s'appliquent au domaine public aux demandes de permis d'environnement introduites à partir du 7 janvier 2025, à l'exception du domaine public faisant partie d'une demande de permis d'environnement pour le lotissement de terrains.

**Art. 23.** Le ministre flamand qui a l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement  
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/31153]

**24 NOVEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération en vue d'établir et de réformer la méthodologie de calcul applicable aux cas de prolongation, d'extension et de nouvelles unités de production**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 1<sup>er</sup>, et 38, § 1<sup>er</sup>, remplacés par le décret du 4 octobre 2007 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

Vu les rapports du 10 décembre 2020 et du 30 août 2021 établis conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 8 et 13 janvier 2021 et le 22 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 novembre 2022 ;

Vu l'avis 72.017/4 du Conseil d'État, donné le 28 septembre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la consultation des principaux acteurs du marché wallon de l'énergie renouvelable organisée par l'Administration le 17 octobre 2019 ;

Considérant la consultation des principaux acteurs du marché wallon de l'énergie renouvelable organisée par le cabinet du Ministre de l'Énergie le 15 décembre 2021 ;

Considérant les avis de la Fédération des énergies renouvelables EDORA, donnés le 23 février 2021 et le 31 janvier 2022 ;

Considérant les avis de la Fédération Interprofessionnelle Belge du Bois Energie FEBHEL, donnés le 25 février 2021 et le 31 janvier 2022 ;

Considérant les avis de la Fédération Belge des Entreprises Electriques et Gazières FEBEG, donnés le 26 février 2021 et le 31 janvier 2022 ;

Considérant l'avis de la Fédération des biométhaniseurs agricoles FEBA, donné le 18 février 2022 ;

Considérant les avis du Pôle « Energie », donnés le 26 février 2021 et le 31 janvier 2022 ;

Considérant les avis de la cellule d'informations financières donnés le 11 janvier et le 3 mai 2021 ;

Considérant l'avis LEGISA n°1980, donné le 08 novembre 2021 ;

Considérant la mise en demeure de la Commission 2019/2116 du 27 novembre 2019 concernant la transposition de la directive (UE) 2015/1513 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 modifiant la directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables ;

Considérant que la Région wallonne n'avait pas encore transposé la définition de « déchets » ;

Considérant que la notion de déchets a fait l'objet d'une précision dans la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et qu'il convient de la transposer également ;

Considérant le caractère limité des enveloppes, il convient que les bénéficiaires du droit à obtenir des certificats verts soient incités à en faire un usage effectif ;

Considérant qu'à des fins probatoires, notamment dans le cadre d'une déviation importante par rapport aux mesures détaillées dans le dossier explicatif, l'écriture comptable prévaut sur la facture ;

Considérant que les unités de production relevant de la filière cogénération fossile ne bénéficient d'un soutien au titre du présent arrêté qu'en fonction de la part d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables ;

Considérant que les unités de production relevant de la filière cogénération fossile doivent également pouvoir bénéficier, le cas échéant, de certificats verts additionnels en cas d'utilisation de LGO gaz SER ;

Considérant que l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération limite le champ d'application de notamment la réservation en fonction de la date d'obtention du permis d'environnement ou du permis unique ;

Considérant que cette limitation pose des problèmes d'interprétation en ce qui concerne les avenants de permis, impose le maintien du régime antérieur et ne se justifie plus comme mesure transitoire ;

Considérant que conformément au point 14 des lignes directrices de la Commission européenne du 27 janvier 2022 concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022, les aides à la production d'énergie ne peuvent pas être octroyées à des entreprises en difficulté ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté assure la transposition partielle de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (refonte).

**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022, est modifié comme suit :

1° au 9°, les mots « au sens de l'article 15ter, §1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 15ter » et les mots « au sens de l'article 15ter, §3 » sont remplacés par les mots « au sens de l'article 15ter/1 » ;

2° le 27° est remplacé par ce qui suit :

« 27° « groupe électrogène » : ensemble constitué, d'une part, du moteur ou de la turbine et, d'autre part, de la génératrice d'électricité, organes de régulation et de commande inclus. Sont exclus les éléments tels que les chaudières, les gazogènes, les digesteurs ainsi que les raccordements aux réseaux de gaz, d'électricité et de valorisation de la chaleur produite par cogénération » ;

3° l'article 2 est complété par les 30°, 31°, 32° et 33°, rédigés comme suit :

« 30° « déchets » : toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire, à l'exclusion des substances qui ont été délibérément modifiées ou contaminées pour répondre à cette définition ;

31° « installation » : une ou plusieurs unité(s) de production d'électricité à partir d'une même filière de production d'électricité et d'une même méthode de production d'électricité, partageant sur le site de production un ou plusieurs équipements communs ou une logistique commune nécessaires à la production ou à la valorisation de l'électricité produite ;

32° « extension » : régime d'octroi de certificats verts visé à l'article 15ter/1 ;

33° « prolongation » : régime d'octroi de certificats verts visé à l'article 15ter/2. ».

**Art. 3.** À l'article 13 du même arrêté, paragraphe 2, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation aux alinéas 1 et 2, pour les régimes de soutien prévus aux articles 15, §1<sup>er</sup>bis/2, 15ter/1 et 15ter/2, le producteur vert, dont le solde du compte d'octroi de certificats verts relatif à l'unité de production concernée est négatif au terme de la période d'octroi en raison de l'application du point 8 [3] de la méthodologie prévue à l'annexe 10, du point 4 [3] de la méthodologie prévue à l'annexe 11 ou du point 8 [3] de la méthodologie prévue à l'annexe 12, ne doit pas régulariser son compte. ».

**Art. 4.** À l'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 1 est modifié comme suit :

a) les mots « y compris les unités éligibles à l'extension, » sont insérés entre les mots « pour les unités de production neuves, » et les mots « n'ayant jamais été mises en service » ;

b) les mots « et autres que les unités éligibles à la prolongation, » sont insérés entre les mots « puissance nette inférieure à 10 kW, » et les mots « le droit d'obtenir des certificats verts » ;

c) les mots « réservation de » sont insérés entre les mots « dossier de demande de » et les mots « certificats verts. » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 2 est modifié comme suit :

a) la phrase « Le producteur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> souhaitant bénéficier de certificats verts pour son unité de production à partir d'une année donnée est tenu d'adresser anticipativement un dossier de demande à l'Administration comprenant les éléments suivants : » est remplacée par

la phrase: « Pour les unités de production visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le droit d'obtenir des certificats verts à partir d'une année donnée requiert le dépôt anticipé d'un dossier de demande de réservation de certificats verts à l'Administration comprenant les éléments suivants : » ;

b) au 1<sup>o</sup>, d), les mots « du demandeur ainsi qu'une déclaration sur l'honneur du producteur, titulaire ultime du droit à l'obtention de certificats verts postulé dans la demande, lorsque celui-ci n'est pas le demandeur, » sont insérés entre les mots « déclaration sur l'honneur » et les mots « attestant que » ;

c) est complété par les 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 7<sup>o</sup> pour les unités éligibles à l'extension, les éléments visés à l'article 15ter/1, §2, alinéa 2 ; 8<sup>o</sup> la démonstration que le producteur n'est pas une entreprise en difficulté conformément à l'article 19, alinéa 2. » ;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 4 est modifié comme suit :

a) la phrase « L'Administration évalue le caractère sérieux et plausible du dossier de demande au regard des différents éléments visés à l'alinéa 2. » est remplacée par la phrase « Sans préjudice de l'alinéa 7, l'Administration évalue le caractère sérieux et plausible du dossier de demande de réservation de certificats verts visé à l'alinéa 2. » ;

b) la phrase « La décision de l'Administration concernant l'ouverture du droit à obtenir des certificats verts est communiquée au producteur endéans les 45 jours à compter de la réception de la demande. » est remplacée par la phrase « La décision de l'Administration concernant le caractère sérieux et plausible de la demande est communiquée par l'Administration au demandeur et au producteur si ce dernier n'est pas le demandeur, endéans les trois mois à compter de la réception du dossier de demande de réservation de certificats verts visé à l'alinéa 2. » ;

c) l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante « Le droit, pour l'unité, d'obtenir des certificats verts est assorti de l'obligation à charge du demandeur et, le cas échéant, du producteur si ce dernier n'est pas le demandeur, de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que l'unité soit mise en service conformément aux conditions présentées dans le dossier de demande de réservation de certificats verts visé à l'alinéa 2. » ;

4<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « Sans préjudice de l'article 15ter/1, §2, alinéa 2, du présent arrêté, le demandeur informe, à tout moment, l'Administration des éventuelles modifications apportées au dossier de demande de réservation de certificats verts et notamment celles susceptibles de diminuer le nombre de certificats verts concernés par la décision relative à l'ouverture du droit à l'obtention de certificats verts visée à l'alinéa 4. En cas de modifications du dossier par le demandeur, avant la date ferme visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, ou, le cas échéant, la date d'ouverture du droit à l'obtention de certificats verts si celle-ci est postérieure à la date ferme visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, susceptibles d'augmenter le nombre de certificats verts au-delà du droit à l'obtention de certificats verts visé à l'alinéa 4, un nouveau dossier de demande au titre du présent paragraphe concernant uniquement ces certificats verts supplémentaires est introduit. » ;

5<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit : « Après en avoir informé l'Administration, le demandeur peut mettre en service l'unité de production concernée par la demande de réservation de certificats verts à une date antérieure à la date ferme visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>. Cette date n'est pas antérieure à la décision de l'Administration concernant le caractère sérieux et plausible du dossier de demande de réservation de certificats verts, visée à l'alinéa 4. La production intervenant entre la date de mise en service et la date ferme visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, ou, le cas échéant, la date d'ouverture du droit à l'obtention de certificats verts si celle-ci est postérieure à la date ferme visée à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, n'est pas éligible à l'octroi de certificats verts. A défaut pour un producteur de respecter la date ferme qu'il a proposée conformément à l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, la durée d'octroi des certificats verts visée à l'alinéa 1er est réduite de plein droit de la durée du retard. Une telle sanction n'est toutefois pas applicable lorsque ce retard est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée à l'Administration. » ;



6° au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 6 et l'alinéa 7 :  
« Lorsque l'Administration constate, sur la base des informations fournies par le demandeur au titre de l'alinéa 5 ou de tout autre élément objectif, qu'il n'est ou ne sera pas fait usage de l'intégralité du droit à obtenir des certificats verts conformément à l'alinéa 4, elle informe le demandeur de son intention d'annuler, en tout ou en partie, le droit à l'obtention de certificats verts. Cette constatation n'intervient pas avant la date ferme visée à l'alinéa 2, 3°, sauf accord écrit du demandeur et, le cas échéant, du producteur. Le demandeur et, le cas échéant, le producteur sont invités à faire valoir leurs observations. La décision de l'Administration concernant cette annulation est communiquée au demandeur et, le cas échéant, au producteur. Les certificats verts qui, par l'effet de cette annulation sont libérés, sont reportés sur décision du Ministre sur une ou plusieurs enveloppes, visées à l'annexe 8, de l'année en cours ou d'une année ultérieure. » ;

7° au paragraphe 1<sup>er</sup>bis, l'alinéa 10 est remplacé par ce qui suit :

« Les certificats verts additionnels des enveloppes fixées à l'annexe 8 qui n'ont pas fait l'objet d'une réservation sont reportés sur décision du Ministre sur une ou plusieurs enveloppes, visées à l'annexe 8, de l'année suivante ou d'une année ultérieure. » ;

8° le paragraphe 1<sup>er</sup>bis/2 est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>bis/2. Pour chaque nouvelle unité de production d'électricité verte, autre que les unités éligibles à l'extension ou à la prolongation, ayant fait l'objet d'une demande de réservation de certificats verts introduite, en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le nombre de certificats verts octroyés pendant la durée d'octroi visée à l'annexe 5 est défini comme suit :

Certificats verts octroyés = (%SER x E<sub>enp</sub>) x taux d'octroi x min (1 ; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

Où,

1° %SER = la part d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables déterminée conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9.

2° E<sub>enp</sub> = électricité nette produite exprimée en MWh, n'excédant pas le plafond fixé par l'article 38, § 8, du décret lorsque celui-ci est applicable, à l'exception, pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400 kW, mise en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, ainsi que pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200 kW, mise en service à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de l'électricité produite et injectée sur le réseau lorsqu'elle est vendue à prix négatif et pendant les périodes au cours desquelles les prix day-ahead sur le marché spot belge sont négatifs durant au moins six heures consécutives ;

3° taux d'octroi = la valeur qui résulte de l'application de la méthodologie prévue à l'annexe 10 ;

4° kCO<sub>2</sub> : coefficient de performance réelle CO<sub>2</sub> de l'unité de production d'électricité verte, calculé conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9 ;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF : coefficient de performance CO<sub>2</sub> de référence, arrêté par le Ministre, pour la catégorie d'installation dont relève l'unité de production.

En ce qui concerne les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400kW mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ainsi que les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200kW mises en service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, à défaut pour le producteur de transmettre le contrat de vente d'électricité en vigueur lors du relevé trimestriel des données de comptage, le contrat de vente est considéré par défaut comme un contrat autorisant la vente d'électricité à prix négatif.

Les taux d'octroi ainsi que les valeurs de référence pour les paramètres identifiés dans la méthodologie prévue à l'annexe 10, lorsque celles-ci sont applicables, sont arrêtées chaque année par le Ministre conformément à la méthodologie visée à l'annexe 10, aux termes de la procédure visée à l'alinéa 5.

Pour le 30 avril de chaque année, à la demande du Ministre, l'Administration lui soumet une proposition de nouveaux taux d'octroi de certificats verts pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'annexe 10 et en utilisant, pour les différents paramètres, des valeurs de référence déterminées conformément à cette même méthodologie. Dans le mois de la réception de la proposition de l'Administration, le Ministre soumet une proposition de taux d'octroi, le cas échéant modifiés à la baisse, à la consultation des représentants du secteur, des investisseurs et des porteurs de projets. La consultation est clôturée à l'issue d'une période d'un mois. Sur base de la consultation qu'il a sollicitée, le Ministre fait rapport au Gouvernement et motive, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il propose des taux d'octroi différents de ceux proposés par l'Administration. Le rapport présenté au Gouvernement contient les réponses à la consultation, la proposition de nouveaux taux d'octroi de certificats verts pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'annexe 10 ainsi que, pour les différents paramètres, les valeurs de référence déterminées conformément à cette même méthodologie. Le cas échéant, le rapport contient les seuils et les plafonds des paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence, conformément à l'annexe 10, point 6, et à l'annexe 12, point 6. Le Gouvernement approuve tout ou partie du rapport qui lui est soumis.

Le Ministre arrête chaque année, au terme de la procédure visée au précédent alinéa et sur la base du rapport approuvé par le Gouvernement, les taux d'octroi applicables aux unités de production relevant du présent paragraphe, jusqu'à l'arrêté ministériel suivant, ainsi que les valeurs de référence des paramètres retenues pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'annexe 10. L'arrêté visé au présent alinéa entre en vigueur au plus tôt un mois à compter de sa publication.

À titre informatif, le rapport au Gouvernement visé à l'alinéa 4 contient des informations relatives aux taux d'octroi déterminés sur dossier, conformément au point 6 et à la section VIII de la méthodologie reprise à l'annexe 10. Il inclut la liste des projets pour lesquels le soutien a été calculé sur dossier et les taux d'octroi accordés à chacun d'entre eux.

Après obtention du certificat de garantie d'origine, le producteur fournit à l'Administration, dans le cadre du contrôle périodique de l'installation visé à l'article 7, §1<sup>er</sup>, les éléments de preuve de la réalisation des investissements relatifs à l'unité concernée, conformément au dossier technico-financier visé à l'article 15, §1<sup>er</sup>bis, alinéa 2, selon les modalités déterminées par le Ministre. Si, sur la base de ces éléments de preuve, l'Administration constate une déviation importante, telle que visée à l'annexe 10, elle recalcule, conformément à cette méthodologie, le taux d'octroi de certificats verts, et, le cas échéant, procède à la récupération des certificats verts indûment octroyés, selon la procédure visée à l'article 13, § 2. A défaut pour le producteur de fournir les preuves suffisantes, l'unité de production ne se voit plus attribuer de certificats verts au titre du présent paragraphe pour le solde de la durée d'octroi. Les certificats verts déjà octroyés pour la période concernée par le défaut sont remboursés selon la procédure visée à l'article 13, § 2.

**Art. 5.** À l'article 15ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « §1<sup>er</sup>. » sont supprimés ;
- 2° les paragraphes 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 15ter/1 rédigé comme suit :

« Art.15ter/1. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une installation de production d'électricité verte, autre qu'une installation relevant de la filière photovoltaïque, fait l'objet d'une extension, consistant en l'ajout d'une nouvelle unité de production d'électricité verte qui utilise des équipements communs à d'autres unités de production existantes sur le site de production d'électricité verte ou l'ajout d'un groupe électrogène qui, avec des équipements communs à d'autres unités de production existantes sur le site de production d'électricité verte, forme une

nouvelle unité, la nouvelle unité de production d'électricité verte peut se voir attribuer des certificats verts pour une période dont la durée est fixée selon la filière de production d'électricité verte conformément à l'annexe 5.

Le Ministre détermine, pour chaque filière, la liste des équipements communs visés à l'alinéa précédent. Sont visés, notamment, les composants techniques élémentaires tels que chaudières, gazogènes, digesteurs ainsi que les raccordements aux réseaux électriques et aux réseaux de valorisation de la chaleur produite par cogénération.

§ 2. Pour les unités de production visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, le droit d'obtenir des certificats verts à partir d'une année donnée requiert le dépôt anticipé d'un dossier de demande à l'Administration, conformément à la procédure prévue à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis.

Outre les éléments visés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 2, le dossier de demande comporte un dossier comprenant la liste des équipements communs et démontrant que la production annuelle d'électricité des unités de production existantes de l'installation ne sera pas impactée, à la hausse ou à la baisse, par la nouvelle unité de production d'électricité verte pendant le solde de la période d'octroi de certificats verts de ces unités existantes, de plus de vingt pour cent par rapport à la production moyenne annuelle de ces unités observée sur la période d'octroi de certificats verts en cours. Le Ministre peut modifier le pourcentage visé au présent alinéa, le cas échéant en adoptant des valeurs différentes par filière, applicables aux dossiers introduits un mois après leur publication. L'Administration publie la méthode de calcul de la production moyenne des unités existantes visée au présent alinéa.

§ 3. Si l'Administration constate que la production annuelle d'électricité des unités existantes de l'installation est réduite au-delà du pourcentage visé au § 2 tel qu'applicable au moment de l'introduction du dossier de demande, elle suspend l'octroi de certificats verts à l'unité bénéficiant du régime d'extension, pour l'année de production concernée, conformément à l'article 19, sous réserve de la démonstration par le producteur que le dépassement du pourcentage est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée à l'Administration.

Si l'Administration constate que la production annuelle d'électricité des unités existantes de l'installation dépasse le pourcentage visé au § 2, tel qu'applicable au moment de l'introduction du dossier de demande, elle ne tient pas compte, pour l'octroi de certificats verts aux unités existantes, de la production qui dépasse ce pourcentage, sous réserve de la démonstration par le producteur que le dépassement du pourcentage est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée à l'Administration.

§ 4. Le calcul des certificats verts attribués aux unités de production visées s'effectue sur les bases suivantes :

Certificats verts octroyés = (%SER x E<sub>enp</sub>) x taux d'octroi<sub>extension</sub> x min (1 ; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

Où,

1° %SER = la part d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables déterminée conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9 ;

2° E<sub>enp</sub> = électricité nette produite exprimée en MWh, n'excédant pas le plafond fixé par l'article 38, § 8 du décret lorsque celui-ci est applicable, à l'exception, pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400 kW, mise en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, ainsi que pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200 kW, mise en service à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de l'électricité produite et injectée sur le réseau lorsqu'elle est vendue à prix négatif et pendant les périodes au cours desquelles les prix day-ahead sur le marché spot belge sont négatifs durant au moins six heures consécutives ;

3° taux d'octroi<sub>extension</sub> = la valeur qui résulte de l'application de la méthodologie visée à l'annexe 11 ;

4° kCO<sub>2</sub> : coefficient de performance réelle CO<sub>2</sub> de l'unité de production d'électricité verte, calculé conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9 ;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF : coefficient de performance CO<sub>2</sub> de référence, arrêté par le Ministre, pour la catégorie d'installation dont relève l'unité de production d'électricité verte.

En ce qui concerne les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400kW mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ainsi que les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200kW mises en service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, à défaut pour le producteur de transmettre le contrat de vente d'électricité en vigueur lors du relevé trimestriel des données de comptage, le contrat de vente sera considéré par défaut comme un contrat autorisant la vente d'électricité à prix négatif.

§ 5. Le taux d'octroi<sub>extension</sub> est calculé en utilisant d'une part, lorsque ceux-ci sont applicables, les paramètres techniques, économiques et de marché propres à l'unité de production d'électricité et d'autre part, les valeurs de référence applicables à la catégorie dont relève l'unité de production pour les paramètres financiers et d'indexation. Les valeurs de référence pour les paramètres identifiés dans la méthodologie prévue à l'annexe 11, lorsque celles-ci sont applicables, sont arrêtées chaque année par le Ministre conformément à la méthodologie visée à l'annexe 11, aux termes de la procédure visée à l'article 15, §1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 5.

Le taux d'octroi<sub>extension</sub> calculé par l'Administration ne dépasse pas le taux d'octroi en vigueur pour une nouvelle unité de production d'électricité verte similaire qui serait installée sur un nouveau site de production d'électricité verte.

§ 6. Après adaptation du certificat de garantie d'origine de l'installation dont relève l'unité concernée par le présent article, le producteur fournit à l'Administration, dans le cadre du contrôle périodique de l'installation visé à l'article 7, §1<sup>er</sup>, les éléments de preuve de la réalisation de l'extension conformément au dossier technico-financier soumis conformément au § 2 selon les modalités déterminées par le Ministre. Si, sur base de ces éléments de preuve, l'Administration constate une déviation importante telle que visée à l'annexe 11, elle recalcule, conformément à cette méthodologie, le taux d'octroi<sub>extension</sub>, et, le cas échéant, procède à la récupération des certificats verts indûment octroyés, selon la procédure visée à l'article 13, § 2. À défaut pour le producteur de fournir les preuves suffisantes, l'unité de production bénéficiant du régime d'extension ne se voit plus attribuer de certificats verts au titre du présent article pour le solde de la durée d'octroi visée à l'annexe 5. Les certificats verts déjà octroyés pour la période concernée par le défaut sont remboursés selon la procédure visée à l'article 13, § 2.

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 15ter/2 rédigé comme suit :

« Art. 15ter/2. § 1<sup>er</sup> A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les unités de production d'électricité verte qui ne relèvent pas de la filière photovoltaïque, arrivées au terme d'une période d'octroi des certificats verts peuvent, si elles continuent à relever de la même installation, bénéficier d'une prolongation et se voir attribuer des certificats verts pour une nouvelle période dont la durée est arrêtée par le Ministre pour chaque cas de prolongation visé à l'annexe 12, sans que cette durée puisse être inférieure à cinq ans ou supérieure à la durée prévue à l'annexe 5, dans sa partie applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour la filière de production dont relève l'unité de production concernée.

§ 2. Pour les unités visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, un dossier de demande est introduit selon la procédure prévue à l'alinéa 3, au plus tôt trente-six mois avant la fin de la période d'octroi de cette unité de production d'électricité verte et au plus tard à l'expiration de cette période d'octroi. Passé ce délai, la durée de la prolongation de l'octroi des certificats verts visée au présent article est réduite de plein droit de la durée du retard. Le dossier de demande reprend notamment un dossier explicatif détaillant les mesures prévues par le producteur pour maintenir une production d'électricité verte pendant la durée arrêtée par le Ministre conformément à l'annexe 12.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour la filière hydro-électrique, le producteur peut introduire le dossier de demande après la période d'octroi relative à l'unité de production



concernée, sans réduction de la durée de la prolongation. Il en va de même pour le producteur dont l'unité relève d'une autre filière éligible au régime de prolongation en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup>, pour autant que la période d'octroi initiale de cette unité ait expiré au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel qui fixe pour la première fois les valeurs de référence visées au § 5.

Le Ministre établit la procédure relative à l'introduction et au traitement des demandes de prolongation. La procédure inclut la démonstration que le producteur n'est pas une entreprise en difficulté conformément à l'article 19, alinéa 2.

À défaut d'une demande de prolongation reprenant les éléments identifiés dans la procédure visée à l'alinéa 3, l'Administration déclare la demande irrecevable.

L'Administration évalue le caractère sérieux et plausible de la demande de prolongation au regard des différents éléments identifiés dans la procédure visée à l'alinéa 3 et de tout autre élément utile. L'Administration se prononce dans un délai de trois mois à compter de la réception de son dossier de demande de prolongation. La décision de l'Administration fixe le taux d'octroi<sup>prolongation</sup>.

§ 3. La période durant laquelle une unité de production peut bénéficier de certificats verts au titre du régime de prolongation commence à courir à la date d'expiration de la période d'octroi initiale, sans que celle-ci puisse être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1, lorsque la période d'octroi de certificats verts précédente s'est terminée avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel qui fixe pour la première fois les valeurs de référence visées au § 5, la période durant laquelle une unité de production peut bénéficier de certificats verts au titre du régime de prolongation commence à courir à la date proposée par le producteur. Cette date ne peut pas être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2020 et ne peut pas être postérieure à deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel qui fixe pour la première fois les valeurs de référence visées au § 5.

§ 4. Le producteur ayant introduit le dossier de demande visé au § 2 fournit, dans le cadre du contrôle périodique de l'installation visé à l'article 7, §1<sup>er</sup>, la preuve de la réalisation des mesures détaillées dans le dossier explicatif visé au même paragraphe, selon les modalités déterminées par le Ministre. En cas de déviation importante telle que visée à l'annexe 12, l'Administration recalcule, conformément à cette méthodologie, le taux d'octroi<sup>prolongation</sup>, et, le cas échéant, procède à la récupération des certificats verts indûment octroyés, selon la procédure visée à l'article 13, § 2. À défaut pour le producteur de fournir les preuves suffisantes, l'unité de production bénéficiant du régime de prolongation ne se voit plus attribuer de certificats verts au titre du présent article pour le solde de la durée d'octroi arrêtée par le Ministre conformément à l'annexe 12. Les certificats verts déjà octroyés pour la période concernée par le défaut sont remboursés selon la procédure visée à l'article 13, § 2.

§ 5. Pour les filières visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, le taux d'octroi de certificats verts applicable aux unités de production d'électricité verte bénéficiant d'une prolongation est fixé par le Ministre sur base de la méthodologie prévue à l'annexe 12 et des valeurs de référence déterminées par le Ministre. Le calcul des certificats verts attribués aux unités de production visées s'effectue sur les bases suivantes :

Certificats verts octroyés = (%SER x E<sub>enp</sub>) x taux d'octroi<sup>prolongation</sup> x min (1 ; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

Où,

1° %SER = la part d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables déterminée conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9 ;

2° E<sub>enp</sub> = électricité nette produite exprimée en MWh, n'excédant pas le plafond fixé par l'article 38, § 8, du décret lorsque celui-ci est applicable, à l'exception, pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400 kW, mise en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026, ainsi que pour toute installation d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200 kW, mise en service à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, de l'électricité produite et injectée sur le réseau lorsqu'elle est vendue à prix négatif et pendant

les périodes au cours desquelles les prix day-ahead sur le marché spot belge sont négatifs durant au moins six heures consécutives ;

3° taux d'octroi<sub>prolongation</sub> = la valeur qui résulte de l'application de la méthodologie visée à l'annexe 12 ;

4° kCO<sub>2</sub> : coefficient de performance réelle CO<sub>2</sub> de l'unité de production d'électricité verte bénéficiant d'une prolongation, calculé conformément aux dispositions du Code de comptage visé à l'article 9 ;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF : coefficient de performance CO<sub>2</sub> de référence, arrêté par le Ministre, pour le cas de prolongation visé à l'annexe 12 dont relève l'unité de production d'électricité verte. En ce qui concerne les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 400kW mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ainsi que les installations d'une puissance électrique nominale brute supérieure ou égale à 200kW mises en service à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 à défaut pour le producteur de transmettre le contrat de vente d'électricité en vigueur lors du relevé trimestriel des données de comptage, le contrat de vente sera considéré par défaut comme un contrat autorisant la vente d'électricité à prix négatif.

§ 6. Les taux d'octroi<sub>prolongation</sub> ainsi que les valeurs de référence pour les paramètres identifiés dans la méthodologie prévue à l'annexe 12, lorsque celles-ci sont applicables, sont arrêtées chaque année par le Ministre conformément à la méthodologie visée à l'annexe 12, aux termes de la procédure visée à l'article 15, §1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 5.

§ 7. Pour le 30 avril de chaque année, à la demande du Ministre, l'Administration lui soumet une proposition de nouveaux taux d'octroi<sub>prolongation</sub> de certificats verts pour chaque cas de prolongation conformément à la méthodologie visée à l'annexe 12 et en utilisant, pour les différents paramètres, des valeurs de référence, lorsque celles-ci sont applicables, déterminées conformément à cette même méthodologie.

Dans le mois de la réception de la proposition de l'Administration, le Ministre soumet une proposition de taux d'octroi<sub>prolongation</sub>, le cas échéant modifiés à la baisse, à la consultation des représentants du secteur, des investisseurs et des porteurs de projets. La consultation est clôturée à l'issue d'une période d'un mois. Sur la base de la consultation qu'il a sollicitée, le Ministre fait rapport au Gouvernement et motive, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il propose des taux d'octroi différents de ceux proposés par l'Administration. Le rapport présenté au Gouvernement contient les réponses à la consultation, la proposition de nouveaux taux d'octroi de certificats verts pour chaque cas de prolongation conformément à la méthodologie visée à l'annexe 12 ainsi que, pour les différents paramètres, les valeurs de référence déterminées conformément à cette même méthodologie. Le rapport inclut les seuils et les plafonds des paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence, conformément à l'annexe 12, point 6. Le Gouvernement approuve tout ou partie du rapport qui lui est soumis.

Le Ministre arrête chaque année, au terme de la procédure visée au précédent alinéa et sur la base du rapport approuvé par le Gouvernement, les taux d'octroi applicables, jusqu'à l'arrêté ministériel suivant, aux unités de production qui font l'objet d'une demande de prolongation, telle que visée au § 2, ainsi que les valeurs de référence des paramètres retenues pour chaque catégorie conformément à la méthodologie visée à l'annexe 12. L'arrêté visé au présent alinéa entre en vigueur au plus tôt un mois à compter de sa publication.

Les taux d'octroi<sub>prolongation</sub> de certificats verts fixés par le Ministre ne peuvent pas être supérieurs au taux d'octroi applicable à une unité de production neuve comparable.

À titre informatif, le rapport au Gouvernement visé à premier alinéa contient également des informations relatives aux taux d'octroi déterminés sur dossier, conformément au point 6 et à la section III de la méthodologie reprise à l'annexe 12. Il inclut notamment la liste des projets adoptés sur dossier et les taux d'octroi<sub>prolongation</sub> accordés à chacun d'entre eux.

**Art. 8.** Dans l'article 15decies, §1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « de la filière cogénération fossile bénéficiant du mécanisme de soutien défini dans le présent arrêté » sont remplacés par les mots « à partir de cogénération de qualité ».

**Art. 9.** Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , que le producteur est une entreprise en difficulté, » sont insérés entre les mots « ne sont plus remplies » et les mots « ou que les informations transmises sont erronées » ;

2° l'alinéa 1 est complété par les mots « , sans que cette suspension n'interrompe l'écoulement de la période d'octroi de certificats verts. » ;

3° l'article 19 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une entreprise est en difficulté si une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies :

1° s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit ;

2° s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées ;

3° lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers ;

4° dans le cas d'une entreprise autre qu'une PME, lorsque depuis les deux exercices précédents :

a) le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7,5 ; et

b) le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'EBITDA, est inférieur à 1,0.

Aux fins du premier alinéa, 4°, l'acronyme PME a la même signification que celle qui lui est donnée dans la recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises. ».

**Art. 10.** Dans l'article 22, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est complété par les mots « et le prix réel unitaire de la transaction » ;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « ainsi que le prix réel unitaire de la transaction » ;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le prix réel unitaire de la transaction renseigné par le vendeur de certificats verts et de labels de garantie d'origine est uniquement utilisé par l'Administration à des fins statistiques et de contrôle du marché. Le cas échéant, les données publiées sont agrégées et anonymisées. ».

**Art. 11.** Dans le même arrêté, l'annexe 5, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019, est remplacée par ce qui suit :

« Annexe 5. Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production

| Filières   | Sous-filières | Segments de puissance | Durée d'octroi (nombre d'années) |
|--|---------------|-----------------------|----------------------------------|
| Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production jusqu'au 31 décembre 2020 inclus |               |                       |                                  |
| Photovoltaïque   | Petit PV      | P ≤ 10 kW             | 10                               |
|  | Grand PV      | 10kW < p ≤ 250kW      | 10                               |
|  |               | P > 250kW             | 10                               |

|  |                              |                   |        |
|--|------------------------------|-------------------|--------|
| Eolien   |                              | Toutes puissances | 15     |
| Hydro-électricité  |                              | Toutes puissances | 15     |
| Biomasse solide et liquide   | Cogénération biomasse solide | Toutes puissances | 15     |
|  | Biomasse électricité         |                   | 15     |
|  | Cogénération bioliquide      | Toutes puissances | 15     |
|  |                              | Graisses animales | 15     |
| Biogaz   | Cogénération biogaz          | Toutes puissances | 15     |
| Cogénération fossile   |                              | Toutes puissances | 15     |
| Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production à partir du 1er janvier 2021   |                              |                   |        |
| Photovoltaïque de grande puissance   |                              | P >10kW           | 10 ans |
| Eolien   |                              | Toutes puissances | 20 ans |
| Hydro-électricité  |                              | Toutes puissances | 25 ans |
| Biomasse solide  |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Biogaz + biométhane  |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Cogénération fossile   |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Géothermie   |                              | Toutes puissances | 25 ans |
| Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière de production à partir de la date d'entrée en vigueur de la méthodologie de calcul du taux d'octroi visée à l'article 15, paragraphe 1 <sup>er</sup> bis/2 |                              |                   |        |
| Photovoltaïque de grande puissance   |                              | P >10kW           | 20 ans |
| Eolien   |                              | Toutes puissances | 20 ans |
| Hydro-électricité  |                              | Toutes puissances | 25 ans |
| Biomasse solide  |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Biogaz + biométhane  |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Cogénération fossile   |                              | Toutes puissances | 15 ans |
| Géothermie   |                              | Toutes puissances | 25 ans |

».

**Art. 12.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 10 rédigée comme suit :

« Annexe 10. : Méthodologie de calcul du taux d'octroi tel que visé à l'article 15, §1<sup>er</sup>bis/2

### I. Définitions

La catégorie d'installation :

La catégorie arrêtée par le Ministre en se basant sur une combinaison des critères suivants :

1. La filière de production d'électricité verte, telle que mentionnée à l'annexe 5 ;
2. La technologie de production d'électricité verte ;



|                              |  |
|------------------------------|--|
|                              | <ol style="list-style-type: none"><li>3. La source d'énergie / combustible utilisé ;</li><li>4. La classe de puissance de l'installation ou de l'unité de production considérée ;</li><li>5. La catégorie de consommateur bénéficiant, en tout ou en partie, de l'électricité verte produite.</li></ol>  |
| La catégorie de consommateur | <p>La catégorie arrêtée par le Ministre en se basant sur une combinaison des critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Le volume de consommation annuelle total d'autoproduction et d'achat ;</li><li>2. La puissance ou le niveau de raccordement au réseau électrique ;</li><li>3. Le réseau public auquel l'installation est raccordée ;</li><li>4. Le secteur d'activité économique du consommateur bénéficiant, en tout ou en partie, de l'électricité verte produite.</li></ol> |
| La durée d'octroi            | <p>Le nombre d'années d'octroi de certificats verts tel que fixé à l'annexe 5 pour la filière de production d'électricité verte dont relève l'unité de production.</p>   |
| Le taux d'octroi             | <p>Le taux d'octroi de certificats verts dans le cadre du régime prévu à l'article 15 §1erbis/2, et applicable à une catégorie d'installation donnée.</p>  |
| L'installation de référence  | <p>L'installation définie par un ensemble de valeurs de référence attribuées aux paramètres techniques, économiques, financiers et de marché intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> et caractérisant une catégorie d'installation donnée.</p>  |
| Les paramètres techniques    | <p>L'ensemble de paramètres techniques, notamment les puissances et rendements, le facteur d'émission de CO<sub>2</sub> et la durée d'utilisation, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> d'une catégorie d'installation donnée.</p>   |
| Les paramètres économiques   | <p>L'ensemble de paramètres économiques, notamment le coût d'investissement éligible - CAPEX, et les frais d'exploitation et de maintenance éligibles - OPEX, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> d'une catégorie d'installation donnée.</p>  |

|   |   |
|---|---|
| Les paramètres financiers               | L'ensemble des paramètres financiers, notamment le coût moyen pondéré du capital et la durée de vie économique, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> d'une catégorie d'installation donnée.   |
| Les paramètres de marché                | L'ensemble des paramètres de marché, notamment le prix de vente de l'électricité verte produite, le prix des intrants biomasse, le prix d'achat du gaz naturel, la valeur de la chaleur produite par cogénération, la valeur du froid produit par trigénération et la valeur des certificats verts, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> d'une catégorie d'installation donnée. |
| Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) | Le coût du capital pour un projet d'investissement d'une catégorie d'installation donnée. Ce coût tient compte de la part relative entre les différentes sources de financement possibles (fonds propres et emprunts), du coût de l'emprunt sur les marchés et des primes de risque spécifiques à chaque catégorie d'installation donnée.   |

## II. Objet

1. La présente méthodologie définit les principes de calcul des *taux d'octroi* applicables pour chaque catégorie d'installation visée ainsi que les paramètres techniques, économiques, financiers et de marché intervenant dans ce calcul.

## III. Principes

2. Le Ministre arrête les catégories d'installation et les catégories de consommateurs dont relèvent les différentes unités de production qui satisfont aux conditions prévues à l'article 15 §1<sup>er</sup>bis/2. L'arrêté ministériel qui détermine pour la première fois les catégories d'installation et les catégories de consommateurs entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au Moniteur belge. L'arrêté ministériel qui modifie une catégorie d'installation ou une catégorie de consommateurs entre en vigueur trois mois après sa publication au Moniteur belge. L'Administration publie un calendrier indicatif pour la révision des catégories d'installation et des catégories de consommateurs.
3. Une valeur du *taux d'octroi* est arrêtée par le Ministre pour chaque catégorie d'installation qu'il définit.
4. Le *taux d'octroi* applicable la première année (« taux d'octroi (1) ») est celui en vigueur lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte.
5. La valeur du *taux d'octroi* est calculée de manière forfaitaire sur la base d'une installation de référence représentative et adaptée à la catégorie d'installation visée en prenant en compte, pour les paramètres techniques, économiques, financiers et de marché les valeurs de référence liées à cette installation.
6. Dans le cas où le producteur souhaite bénéficier d'un taux d'octroi calculé en utilisant les valeurs propres à son unité de production, le *taux d'octroi* est, par dérogation au point 3, fixé par l'Administration sur base de la présente méthodologie en utilisant, par dérogation au point précédent, pour certains paramètres techniques et économiques, les valeurs propres à l'unité de production en lieu et place des valeurs de référence visées au point précédent. En

vertu du point 53 de la présente méthodologie, le Ministre définit les paramètres techniques et économiques qui peuvent ainsi prendre pour valeur, la valeur propre à l'unité de production pour laquelle le *taux d'octroi* est calculé.

7. Le *taux d'octroi* (1) est déterminé de manière à compenser pendant la *durée d'octroi*, la différence entre le coût de production moyen actualisé,  $C_{pma}(1)$ , calculé conformément à la section IV et la valeur arrêtée par le Ministre, conformément à la section VI, pour la première année de l'électricité verte produite  $V(1)_{elec, verte}$ . Le *taux d'octroi* (1) est calculé de la manière suivante :

$$[1] \quad \text{taux d'octroi}_{compensation} (1) = \max (0 ; C_{pma} (1) - V(1)_{elec, verte}) / \text{Prix}_{CV} (1) \\ \text{[EUR/MWhe]}$$

$$[2] \quad \text{taux d'octroi} (1) = \min (\text{taux d'octroi}_{compensation} (1) ; P) \text{ [EUR/MWhe]}$$

Avec

$C_{pma} (1)$ , la valeur calculée conformément à la section IV lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte ;

$V(1)_{elec, verte}$ , la valeur de référence arrêtée par le Ministre, conformément à la section VI, pour la première année ;

$\text{Prix}_{CV} (1)$ , la valeur du certificat vert arrêtée par le Ministre ou son délégué, conformément à la section VI, pour la première année ;

P, le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis, du décret.

8. Le *taux d'octroi* applicable à une unité de production est ensuite ajusté à chaque date anniversaire à compter du début de la période d'octroi de certificats verts, en fonction de l'évolution des prix de marché de l'électricité verte, des certificats verts, et le cas échéant, du coût des combustibles comme suit :

$$[3] \quad \text{taux d'octroi}_{compensation}(t) = \text{taux d'octroi}_{compensation} (1) \times \text{Prix}_{CV} (1) / \text{Prix}_{CV} (t) \\ + [V(1)_{elec, verte} - V(t)_{elec, verte}] / \text{Prix}_{CV} (t) \\ + [C_{pma} (t) - C_{pma} (1)] / \text{Prix}_{CV} (t) \quad \text{[EUR/MWhe]}$$

avec

$t = 2$  à  $D$  ;

$D$ , la durée d'octroi ;

$\text{Prix}_{CV} (t)$ ,  $V(t)_{elec, verte}$ , les valeurs de référence arrêtée par le Ministre, conformément à la section VI, pour la catégorie d'installation dont relève l'unité de production, pour les années correspondantes ;

$C_{pma}(t)$ , la mise à jour de la valeur propre à l'unité de production,  $C_{pma} (1)$ , calculé conformément à la section IV, pour les années correspondantes.

$$[4] \quad \text{taux d'octroi} (t) = \min (\text{taux d'octroi}_{compensation} (t) ; P) \text{ [EUR/MWhe]}$$

avec

P, le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis, du décret.

#### IV. Calcul du coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ )

9. Sans préjudice de la section VIII, le coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ) est calculé pour une installation de référence adaptée et représentative de la catégorie d'installation visée.

10. Le coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ) est calculé sur la durée de vie économique arrêtée par le Ministre pour la catégorie d'installation visée. La durée de vie économique arrêtée par le Ministre ne peut être inférieure à la *durée d'octroi*.

11. Pour les catégories d'installation utilisant des combustibles, la durée de vie économique correspond à la *durée d'octroi*.

12. Les valeurs des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché permettant de caractériser cette installation de référence sont arrêtées par le Ministre.

13. Le cas échéant, les revenus liés à la valorisation de la chaleur produite par cogénération (ou du froid produit par trigénération) sont intégrés dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma) et viennent en déduction des coûts de production.

14. Le coût de production moyen actualisé (Cpma) est calculé de la manière suivante :

$$[5] \quad \text{Cpma} = \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{(\text{CAPEX}_t + \text{OPEX}_t + \text{FUEL}_t - \text{HEAT}_t - \text{COLD}_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{\text{Eenp}_t}{(1+i)^t}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

| Symbole                | Unité | Définition  |
|------------------------|-------|---|
| N                      | Année | Durée de vie économique   |
| t                      | Année | Année période d'analyse, t = -5 à N<br>t = -5 et -1 : période d'investissements éligibles<br>t = 0 : année de référence pour l'actualisation<br>t = 1 à N : période avec production d'électricité |
| i                      | %     | Taux d'actualisation  |
| <u>Pour t = -5 à N</u> |       |   |
| CAPEX <sub>t</sub>     | EUR   | Investissement l'année t  |
| <u>Pour t</u>          |       |   |
| <u>&gt;0</u>           |       |   |
| OPEX <sub>t</sub>      | EUR   | Frais d'exploitation (hors frais achat combustible) l'année t   |
| FUEL <sub>t</sub>      | EUR   | Frais d'achat de combustible l'année t  |
| HEAT <sub>t</sub>      | EUR   | Revenus l'année t de la valorisation de la chaleur produite par cogénération  |
| COLD <sub>t</sub>      | EUR   | Revenus l'année t de la valorisation du froid produit par trigénération   |
| Eenp <sub>t</sub>      | MWhe  | Electricité nette produite l'année t  |

15. La date de référence pour l'actualisation (t=0) correspond au premier jour de la période d'octroi. Les investissements éligibles effectués dans les 12 mois précédents cette date sont supposés avoir eu lieu 1 an avant la date de référence (t = -1), ceux effectués entre treize et vingt-quatre mois sont supposés avoir eu lieu deux ans avant la date de référence (t = -2), ceux effectués entre vingt-cinq et trente-six mois sont supposés avoir eu lieu trois ans avant la date de référence (t = -3), ceux effectués entre 37 et 48 mois sont supposés avoir eu lieu quatre ans avant la date de référence (t=-4) et ceux effectués entre 49 et 60 mois sont supposés avoir eu lieu cinq ans avant la date de référence (t=-5).

#### V. Ajustement annuel du coût de production moyen actualisé (Cpma)

16. L'ajustement annuel (année t) du coût de production moyen actualisé, Cpma(t), est obtenu par application de la formule suivante :

$$[6] \quad [\text{Cpma}(t) - \text{Cpma}(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{\text{Fuel Mix}}(t) - P_{\text{Fuel Mix}}(1)) - (V_{\text{QCOGEN}}(t) - V_{\text{QCOGEN}}(1)) \times \alpha_Q - (V_{\text{FTRIGEN}}(t) - V_{\text{FTRIGEN}}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Avec :

$\alpha_E$ , le rendement électrique net, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma (1) ;  
 $P_{\text{Fuel Mix}}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t du prix du mix de combustible de référence de la catégorie d'installation ;  
 $P_{\text{Fuel Mix}}(1)$ , la valeur de référence, lors de l'introduction de la demande de réservation, du prix du mix de combustible de référence de la catégorie d'installation ;  
 $\alpha_Q$ , le rendement en chaleur nette valorisée, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma (1) ;



$a_F$ , le rendement en froid net valorisé, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de  $C_{pma}$  (1) ;

$V_{Q_{COGEN}}(t)$ , la valeur de référence pour l'année  $t$  pour la chaleur produite par cogénération, calculée conformément aux points 39 à 41 ;

$V_{F_{TRIGEN}}(t)$ , la valeur de référence pour l'année  $t$  pour le froid produit par trigénération, calculée conformément aux dispositions du point 42.

## VI. Paramètres techniques, économiques, financiers et de marché

### a. Généralités

17. Les valeurs de référence des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché sont arrêtées par le Ministre conformément aux dispositions de la présente méthodologie.

18. Pour déterminer les valeurs de référence des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché permettant de caractériser une catégorie d'installation, le Ministre utilise les données à sa disposition, notamment celles transmises par les producteurs et développeurs de projet dans le cadre des demandes de réservation de certificats verts introduites auprès de l'Administration ainsi que celles publiées par des autorités dans les régions et pays limitrophes ou comparables à la Région Wallonne.

19. Les investissements nécessités par le remplacement du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique endéans la durée d'octroi sont intégralement pris en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé. Ce remplacement est sans impact sur le %SER visé à l'article 15, §1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 1<sup>er</sup>.

20. Les postes de coûts non directement liés à la production d'électricité verte ne sont pas pris en considération. L'Administration publie, pour chaque filière, la liste non exhaustive des postes de coûts qui ne sont pas éligibles.

21. Les postes de coûts ou de revenus liés à la gestion des déchets (solides, liquides et gazeux) issus de la production d'électricité verte sont pris en considération. En cas de revenus, ceux-ci viennent en déduction des postes de coûts dans le calcul du coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ).

22. Les charges fiscales ne sont pas prises en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ).

### b. Taux d'actualisation

23. Les taux d'actualisation appliqués pour chaque catégorie d'installation sont des taux nominaux pré-taxe.

24. Le taux d'actualisation  $i$  appliqué pour une catégorie d'installation correspond à la valeur du CMPC de l'installation de référence retenue pour cette catégorie d'installation.

$$[7] \quad i = CMPC$$

25. Le CMPC est calculé sur base de la formule suivante qui tient compte de la part relative entre les différentes sources de financement possibles (fonds propres et emprunts), du coût de l'emprunt sur les marchés et des primes de risque spécifiques à chaque catégorie d'installation :

$$[8] \quad CMPC = \alpha \times r_E + (1 - \alpha) \times r_D$$

Avec

- $\alpha$  la part de fonds propres considérée pour la catégorie d'installation visée ;
- $r_E$  le taux de rentabilité sur fonds propres considéré pour la catégorie d'installation visée tenant compte des primes de risques spécifiques à la catégorie d'installation ;
- $r_D$  Le taux d'intérêt considéré pour la part de capital emprunté.

### c. Coût des combustibles

26. Pour chaque catégorie d'installation utilisant des combustibles, un mix de combustibles de référence est défini.

27. Les mix de combustibles de référence sont définis de manière à limiter les risques de conflits d'usage et à respecter la hiérarchie d'usage des déchets.

28. Un prix de référence est fixé pour chaque mix de combustibles de référence sur base des prix observés sur le marché belge lors des douze mois précédents.

29. Afin de limiter les risques de conflits d'usage lorsque ces combustibles peuvent également être valorisés comme matière première, les valeurs de référence ne peuvent dépasser les prix observés sur le marché belge pour une valorisation comme matière première après application d'une décote. A cet effet, la valeur d'un combustible pouvant être également valorisé comme matière première entrant dans la composition d'un mix de combustibles de référence visé au point 26 est calculée comme suit :

$$[9] \quad V_{\text{combustible}} = \min[V_{\text{combustible énergie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{combustible matière}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

avec

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{combustible énergie}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages énergétiques  | [EUR/tonne] |
| $V_{\text{combustible matière}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages en tant que matière première                                  | [EUR/tonne] |
| Y                                  | La décote appliquée à $V_{\text{combustible matière}}$ et déterminée par le Ministre pour dissuader un usage énergie du matériau qui pourrait trouver un usage matière | %           |

30. Les mix de combustibles de référence, les prix de référence associés ainsi que les décotes sont arrêtés par le Ministre.

31. Les valeurs de référence pour le prix des combustibles fossiles sont déterminées sur base des prix « future » applicables au marché belge et sur base des données publiées par EUROSTAT pour les prix « all-in » aux consommateurs ou celles publiées par la CWaPE ou la CREG.

32. Le Ministre précise les modalités retenues pour déterminer les valeurs de référence utilisées pour les combustibles fossiles, notamment les indices de marché utilisés et les périodes considérées.

#### d. Valeur des certificats verts

33. La valeur du certificat vert considérée est le maximum entre le prix fixé par le Gouvernement pour l'obligation d'achat à charge du gestionnaire du réseau de transport local prévue à l'article 40 du décret et la moyenne des valeurs observées sur une période de douze mois et faisant l'objet de la plus récente publication par l'Administration.

#### e. Valeur de l'électricité verte produite

34. La valeur de référence pour l'électricité verte produite peut varier en fonction de la catégorie d'installation considérée.

35. La valeur de référence pour l'électricité verte produite est calculée selon la formule suivante :

$$[10] \quad V_{\text{ELEC\_VERTE}} = (1-\square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Avec

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , la valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ;
- $\square$ , la décote applicable en raison des caractéristiques de la catégorie d'installation notamment la capacité, le niveau de raccordement et le caractère intermittent de la production, en tenant compte de l'effet dit de « *cannibalisation* » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , le prix de vente du LGO attribué pour l'électricité verte injectée sur le réseau ;

- $T_{INJ}$ , le tarif d'injection appliqué par le gestionnaire de réseau.
36. La valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ( $P_{BE-MARKET}$ ) est celle observée sur les marchés « *future* » pour une fourniture d'électricité baseload sur le réseau Elia (« *Belgian Power Base Load Futures* »). Cette valeur correspond à la moyenne arithmétique des prix journaliers (cotation fin de journée) ICE Endex repris sous la rubrique « *Belgian Power Base Load Futures* » pour des livraisons à 1, 2 et 3 ans, observés sur une période de douze mois.
37. La décote applicable  $\lambda$  par catégorie d'installation correspond au rapport entre le prix moyen de vente observé pour cette catégorie et le prix de vente sur le marché de gros en Belgique. À cette fin, les producteurs d'électricité verte communiquent sur base trimestrielle leurs factures de vente d'électricité à l'Administration.
38. En fonction des évolutions observées sur le marché belge, le Ministre peut modifier les modalités de calcul retenues pour déterminer les valeurs de référence utilisées, notamment les indices de marché utilisés et les périodes considérées.

#### **f. Valeur de la chaleur produite par cogénération**

39. La valeur de la chaleur produite par cogénération ( $V_{Q\_COGEN}$ ) est déterminée sur base du coût évité de la chaleur produite par une chaudière de référence utilisant un mix de combustibles similaire au mix de combustible de référence considéré pour la catégorie d'installation visée :

$$[11] \quad V_{Q\_COGEN} = \min (P_{Fuel\ Mix} / \eta_{q\ Fuel\ Mix} ; P_{GN} / \eta_{q\ GN} ) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$P_{Fuel\ Mix}$ , le prix du mix de combustible de référence de la catégorie d'installation ;

$\eta_{q\ Fuel\ Mix}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le mix de combustible considéré ;

$P_{GN}$ , le prix de référence pour le gaz naturel ;

$\eta_{q\ GN}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le gaz naturel.

40. La valeur du prix du mix de combustibles ( $P_{Fuel\ Mix}$ ) est identique à celle considérée pour le mix de combustible de référence de la catégorie d'installation.

41. Les valeurs de rendement des chaudières de référence ( $\eta_{q\ Fuel\ Mix}$  et  $\eta_{q\ GN}$ ) peuvent varier en fonction de la catégorie d'installation. Le Ministre arrête les valeurs de rendement des chaudières de référence.

#### **g. Valeur du froid produit par trigénération**

42. La valeur du froid produit par trigénération ( $V_{F\_TRIGEN}$ ) est déterminée sur base du coût évité du froid produit par un groupe à absorption de référence utilisant un mix de combustibles similaire au mix de combustible de référence considéré pour la catégorie d'installation visée :

$$[12] \quad V_{F\_TRIGEN} = \min (V_{Q\_COGEN} / COP_{abs} ; V_{ELEC\_VERTE} / COP_{comp}) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$V_{Q\_COGEN}$ , la valeur de la chaleur produite par cogénération calculée conformément au point 39 à 41 ;

$V_{ELEC\_VERTE}$ , la valeur de l'électricité verte produite calculée conformément aux points 34 à 38 ;

$COP_{abs}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à absorption de référence ;

$COP_{comp}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à compression de référence.

#### **h. Aides à l'investissement**

43. Lorsque des aides complémentaires spécifiques à l'énergie sont prévues, celles-ci sont prises en compte et déduites des investissements.

44. Le cas échéant, un délai moyen est pris en compte pour le versement effectif de l'aide au producteur. Ce délai moyen peut varier selon la catégorie d'installation.

### **VII. Paramètres d'indexation**

45. Le coût de production moyen actualisé (Cpma) est calculé en tenant compte d'une indexation forfaitaire des coûts de maintenance et autres frais d'exploitation hors combustible.

46. Les paramètres faisant l'objet d'un ajustement annuel, soit le prix des combustibles, le prix des certificats verts et la valeur de l'électricité produite, conformément au point 8 de la présente méthodologie, ne font pas l'objet d'une indexation forfaitaire.

47. Les valeurs des paramètres d'indexation sont supposées constantes sur la durée de vie économique.

48. Les valeurs des paramètres d'indexation peuvent varier selon la catégorie d'installation.

### VIII. Calcul sur dossier

49. Pour les filières à combustible, dans le cas où la puissance électrique nette développable de l'unité de production est supérieure à 5MW, le *taux d'octroi* est calculé sur dossier.

50. Dans les autres cas où le producteur souhaite bénéficier d'un *taux d'octroi* calculé en utilisant les valeurs propres à son unité de production, le producteur démontre à l'Administration soit que l'unité de production ne relève d'aucune catégorie d'installation pour laquelle des valeurs de référence ont été retenues, soit que la valeur du Cpma calculée sur base de ses données propres est supérieure de plus de dix pour cent à la valeur calculée par l'Administration sur base des valeurs de référence retenues pour la catégorie d'installation dont relève l'unité de production.

51. À cette fin, l'Administration met à disposition des producteurs un outil de simulation permettant de calculer le Cpma sur base de leurs données propres.

52. Dans le cas d'un calcul sur dossier, les paramètres financiers, la valeur de l'électricité verte produite et le prix du certificat vert applicables sont ceux de référence.

53. Le Ministre détermine, pour chaque filière, la liste des paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence pour le calcul du *taux d'octroi*.

54. Sur base du rapport approuvé par le Gouvernement conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 5, le Ministre peut fixer des seuils et des plafonds pour les paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence pour le calcul du *taux d'octroi*.

55. Les plafonds retenus pour les prix des combustibles peuvent se baser sur des valeurs de référence applicables à d'autres combustibles ou à un usage non énergétique du combustible.

56. Le *taux d'octroi* applicable à une unité de production est ensuite ajusté à chaque date anniversaire à compter du début de la période d'octroi de certificats verts conformément au point 8 de la présente méthodologie.

57. En l'absence de seuils et de plafonds visés au point 54, l'Administration peut s'écarter des valeurs proposées par le demandeur et dûment étayées par celui-ci, si elle établit le caractère aberrant des valeurs proposées.

58. Le Ministre peut fixer un plafond pour le *taux d'octroi* calculé sur dossier, le cas échéant différencié par catégorie d'installation.

59. Les arrêtés visés aux points 53, 54 et 58 entrent en vigueur au plus tôt trois mois à compter de leur publication, à moins qu'ils ne soient adoptés conjointement à l'arrêté visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 5.

### IX. Déviation importante

60. En application de l'article 15§1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 7, une déviation par rapport aux mesures détaillées dans le dossier de réservation de certificats verts est considérée comme importante en cas de modification des caractéristiques techniques ou économiques conduisant à un déclassement vers une catégorie d'installation avec un *taux d'octroi* inférieur. Le



recalcul du taux d'octroi de certificats verts par l'Administration n'ouvre pas au producteur le bénéfice du calcul sur dossier visé à la section VIII.

61. Sans préjudice des points 8 et 56 de la présente méthodologie, dans le cas où le producteur bénéficie d'un *taux d'octroi* calculé en utilisant les valeurs propres à son dossier, une déviation par rapport aux mesures détaillées dans le dossier explicatif est considérée comme importante si cette déviation engendre une diminution du coût de production moyen actualisé (C<sub>pma</sub>) de plus de dix pour cent. ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 11 rédigée comme suit :

« Annexe 11. : Méthodologie de calcul du taux d'octroi<sub>extension</sub> tel que visé à l'article 15ter/1

#### I. Définitions

|                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| La catégorie d'installation :         | La catégorie d'installation telle que définie à l'annexe 10, dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.  |
| La durée d'octroi                     | Le nombre d'années d'octroi de certificats verts tel que fixé à l'annexe 5 pour la filière de production d'électricité verte, dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.   |
| Le taux d'octroi <sub>extension</sub> | Le taux d'octroi de certificats verts appliqué à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.  |
| L'installation de référence           | L'installation définie par un ensemble de valeurs de référence attribuées aux paramètres techniques, économiques, financiers et de marché conformément à l'annexe 10 et caractérisant la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.                 |
| Les paramètres techniques             | L'ensemble de paramètres techniques propres à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions, notamment les puissances et rendements, le facteur d'émission de CO <sub>2</sub> et la durée d'utilisation, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> <sub>extension</sub> .           |
| Les paramètres économiques            | L'ensemble de paramètres économiques propres à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions, notamment le coût d'investissement éligible – CAPEX, et les frais d'exploitation et de maintenance éligibles - OPEX, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi</i> <sub>extension</sub> . |

|   |  |
|---|--|
| Les paramètres financiers               | Les paramètres financiers de l'installation de référence caractérisant la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.   |
| Les paramètres de marché                | Les paramètres de marché propres à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions lorsque ceux-ci sont applicables ou de l'installation de référence caractérisant la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions, notamment le prix de vente de l'électricité verte produite, le prix des intrants biomasse, le prix d'achat du gaz naturel, la valeur de la chaleur produite par cogénération, la valeur du froid produit par trigénération et la valeur des certificats verts, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>extension</sub></i> . |
| Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) | Le coût du capital pour un projet d'investissement d'une catégorie d'installation donnée. Ce coût tient compte de la part relative entre les différentes sources de financement possibles (fonds propres et emprunts), du coût de l'emprunt sur les marchés et des primes de risque spécifiques à chaque catégorie d'installation donnée.  |

## II. Objet

1. La présente méthodologie définit les principes de calcul du *taux d'octroi<sub>extension</sub>* applicable à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions ainsi que les paramètres techniques, économiques, financiers et de marché intervenant dans ce calcul.

## III. Principes

2. Le *taux d'octroi<sub>extension</sub>* applicable la première année (« *taux d'octroi<sub>extension</sub>* (1) ») est celui déterminé par l'Administration lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte.

3. Le *taux d'octroi<sub>extension</sub>* (1) est déterminé de manière à compenser pendant la *durée d'octroi*, la différence entre le coût de production moyen actualisé,  $C_{pma}(1)$ , calculé conformément à la section IV et la valeur arrêtée par le Ministre, conformément à la section VI pour la première année de l'électricité verte produite  $V(1)_{elec, verte}$ . Le *taux d'octroi<sub>extension</sub>* (1) est calculé de la manière suivante :

$$[1] \quad \text{taux d'octroi}_{compensation} (1) = \max \left[ 0 ; C_{pma} (1) - V(1)_{elec, verte} \right] / \text{Prix}_{cv} (1)$$

[EUR/MWhe]

$$[2] \quad \text{taux d'octroi}_{extension} (1) = \min (\text{taux d'octroi}_{compensation} (1) ; \text{taux d'octroi}_{nouvelle} ; P)$$

[EUR/MWhe]

avec

$C_{pma} (1)$ , la valeur calculée conformément à la section IV lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte ;

$V(1)_{elec, verte}$ , la valeur établie sur la base des données propres à l'unité formant une extension tenant compte du prix de marché arrêté par le Ministre, conformément à la section VI de l'annexe 10, pour la première année ;

Prix  $CV(1)$ , la valeur du certificat vert arrêtée par le Ministre ou son délégué, conformément à la section VI de l'annexe 10, pour la première année ;

Taux d'octroi  $i_{nouvelle}$ , la valeur du taux d'octroi applicable lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte pour une nouvelle unité de production qui relève de la même catégorie d'installation ou de la catégorie d'installation la plus proche ;

P, le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis du décret.

4. Le *taux d'octroi* applicable à une unité de production est ensuite ajusté à chaque date anniversaire à compter du début de la période d'octroi de certificats verts, en fonction de l'évolution des prix de marché de l'électricité verte, des certificats verts, et le cas échéant, du coût des combustibles comme suit :

$$[3] \quad \text{taux d'octroi}_{compensation}(t) = \text{taux d'octroi}_{compensation}(1) \times \text{Prix } CV(1) \text{ Prix } CV(t) \\ + [V(1)_{elec, verte} - V(t)_{elec, verte}] / \text{Prix } CV(t) \\ + [Cpma(t) - Cpma(1)] / \text{Prix } CV(t) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

$t = 2$  à  $D$  ;

$D$ , la durée d'octroi ;

Prix  $CV(t)$ ,  $V(t)_{elec, verte}$ , les valeurs établies sur la base des données propres à l'unité formant une extension tenant compte des prix des marchés de référence arrêtés par le Ministre, conformément à la section VI de l'annexe 10, pour les années correspondantes.

$Cpma(t)$ , la mise à jour de la valeur propre à l'unité de production,  $Cpma(1)$ , calculée conformément à la section IV, pour les années correspondantes.

$$[4] \quad \text{taux d'octroi}_{extension}(t) = \min(\text{taux d'octroi}_{compensation}(t) ; \text{taux d'octroi}_{nouvelle} ; P) \\ [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

Taux d'octroi  $i_{nouvelle}$ , la valeur du taux d'octroi applicable lors de l'introduction de la demande de réservation de certificats verts par le producteur d'électricité verte pour une nouvelle unité de production qui relève de la même catégorie d'installation ou de la catégorie d'installation la plus proche ;

P, le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis du décret.

#### IV. Calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma)

5. Le coût de production moyen actualisé (Cpma) est calculé sur la durée de vie économique arrêtée par le Ministre conformément à l'annexe 10 pour la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.

6. Les valeurs des paramètres techniques, économiques, financiers, de marché et d'indexation intervenant dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma) sont fixés conformément aux sections VI, VII et VIII.

7. Le cas échéant, les revenus liés à la valorisation de la chaleur produite par cogénération (ou du froid produit par trigénération) sont intégrés dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma) et viennent en déduction des coûts de production.

8. Le coût de production moyen actualisé (Cpma) est calculé de la manière suivante :

$$[5] \quad Cpma_{extension} = \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{(CAPEX_t + OPEX_t + FUEL_t - HEAT_t - COLD_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{E_{enpt}}{(1+i)^t}}$$

[EUR/MWhe]

avec

| Symbole | Unité | Définition |
|---------|-------|------------|
|---------|-------|------------|

|                             |       |   |
|-----------------------------|-------|---|
| N                           | Année | Durée de vie économique   |
| t                           | Année | Année période d'analyse, t = -5 à N<br>t = -5 et -1 : période d'investissements éligibles<br>t = 0 : année de référence pour l'actualisation<br>t = 1 à N : période avec production d'électricité |
| i                           | %     | Taux d'actualisation  |
| <u>Pour t = -5 à N</u>      |       |   |
| CAPEX <sub>t</sub>          | EUR   | Investissement l'année t  |
| <u>Pour t</u><br><u>≥ 0</u> |       |   |
| OPEX <sub>t</sub>           | EUR   | Frais d'exploitation (hors frais achat combustible) l'année t   |
| FUEL <sub>t</sub>           | EUR   | Frais d'achat de combustible l'année t  |
| HEAT <sub>t</sub>           | EUR   | Revenus l'année t de la valorisation de la chaleur produite par cogénération  |
| COLD <sub>t</sub>           | EUR   | Revenus l'année t de la valorisation du froid produit par trigénération   |
| Eenp <sub>t</sub>           | MWhe  | Electricité nette produite l'année t  |

9. La date de référence pour l'actualisation (t=0) correspond au premier jour de la période d'octroi. Les investissements éligibles effectués dans les douze mois précédents cette date sont supposés avoir eu lieu un an avant la date de référence (t = -1), ceux effectués entre treize et vingt-quatre mois sont supposés avoir eu lieu deux ans avant la date de référence (t = -2), ceux effectués entre vingt-cinq et trente-six mois sont supposés avoir eu lieu trois ans avant la date de référence (t = -3), ceux effectués entre 37 et 48 mois sont supposés avoir eu lieu quatre ans avant la date de référence (t=-4) et ceux effectués entre 49 et 60 mois sont supposés avoir eu lieu cinq ans avant la date de référence (t=-5).

#### V. Ajustement annuel du coût de production moyen actualisé (Cpma)

10. L'ajustement annuel (année t) du coût de production moyen, Cpma(t), est obtenu par application de la formule suivante :

$$[6] \quad [Cpma(t) - Cpma(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QCOGEN}(t) - V_{QCOGEN}(1)) \times \alpha_Q - (V_{FRIGEN}(t) - V_{FRIGEN}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [EUR/MWhe]$$

Avec :

$\alpha_E$ , le rendement électrique net, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , le prix pour l'année t du mix de combustible propre à l'unité de production ;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , le prix du mix de combustible propre à l'unité de production, lors de l'introduction de la demande de réservation ;

$\alpha_Q$ , le rendement en chaleur nette valorisée, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;

$\alpha_F$ , le rendement en froid net valorisé, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;

$V_{QCOGEN}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t pour la chaleur produite par cogénération, calculée conformément aux points 31 à 34 ;

$V_{FRIGEN}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t pour le froid produit par trigénération, calculée conformément aux dispositions du point 35.

#### VI. Paramètres techniques, économiques et de marché

##### a. Généralités

11. Sur base du rapport approuvé par le Gouvernement conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis/2, alinéa 5, le Ministre peut fixer des seuils et des plafonds pour les paramètres

techniques économiques et de marché pour lesquels une valeur propre à l'unité de production est retenue.

12. En l'absence de seuils et de plafonds visés au point précédent, l'Administration peut s'écarter des valeurs proposées par le demandeur et dûment étayées par celui-ci, si elle établit le caractère aberrant des valeurs proposées.

13. Le Ministre peut fixer un plafond pour le taux d'octroi calculé sur dossier, le cas échéant différencié par catégorie d'installation.

14. Les arrêtés visés aux points 11 et 13 entrent en vigueur au plus tôt trois mois à compter de leur publication, à moins qu'ils ne soient adoptés conjointement à l'arrêté visé à l'article 15, § 1er bis/2, alinéa 5.

#### **b. Investissements**

15. Les investissements nécessités par le remplacement du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique endéans la durée d'octroi sont intégralement pris en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé. Ce remplacement est sans impact sur le %SER visé à l'article 15ter/1, § 4.

16. Les postes de coûts non directement liés à la production d'électricité verte, de même que les coûts de démantèlement, lorsque ceux-ci ont déjà été pris en compte dans le calcul d'un soutien à la production d'électricité verte, ne sont pas pris en considération. L'Administration publie, pour chaque filière, la liste non exhaustive des postes de coûts qui ne sont pas éligibles.

17. Lorsque des aides complémentaires spécifiques à l'énergie sont prévues, celles-ci sont prises en compte et déduites des investissements.

18. Le cas échéant, un délai moyen est pris en compte pour le versement effectif de l'aide au producteur. Ce délai moyen peut varier selon la catégorie d'installation.

19. Les coûts d'investissement relatifs à un équipement commun à d'autres unités de production non encore amortis et n'ayant pas été pris en compte dans le calcul du niveau de soutien applicable aux autres unités de production sont pris en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé moyennant application d'un ratio correspondant au rapport entre la production d'électricité nette de l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions, cumulée sur le solde de la durée d'amortissement de l'équipement commun et la production cumulée d'électricité nette de l'installation sur cette même période.

#### **c. Frais d'exploitation**

20. Les postes de coûts ou de revenus liés à la gestion des déchets, solides, liquides et gazeux, issus de la production d'électricité verte sont pris en considération. En cas de revenus, ceux-ci viennent en déduction des postes de coûts dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma).

21. Les charges fiscales ne sont pas prises en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma).

22. Les frais d'exploitation relatifs à un équipement commun à d'autres unités de production n'ayant pas été pris en compte dans le calcul du niveau de soutien applicable aux autres unités de production sont pris en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé moyennant application d'un ratio correspondant au rapport entre la production d'électricité nette de l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions, cumulée sur le solde de la durée d'amortissement de l'équipement commun et la production cumulée d'électricité nette de l'installation sur cette même période.

#### **d. Coût des combustibles**

23. Le prix du combustible est calculé sur base du mix de combustibles propre à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.

24. Afin de limiter les risques de conflits d'usage lorsque ces combustibles peuvent également être valorisés comme matière première, le prix du combustible ne dépasse pas les prix observés sur le marché belge pour une valorisation comme matière première après



application d'une décote. A cet effet, la valeur de tout combustible entrant dans la composition du mix de combustibles propre à l'unité visé au point 23 est calculée comme suit :

$$[7] \quad V_{\text{combustible}} = \min[V_{\text{combustible énergie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{combustible matière}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

avec

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{combustible énergie}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages énergétiques  | [EUR/tonne] |
| $V_{\text{combustible matière}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages en tant que matière première                                  | [EUR/tonne] |
| Y                                  | La décote appliquée à $V_{\text{combustible matière}}$ et déterminée par le Ministre pour dissuader un usage énergie du matériau qui pourrait trouver un usage matière | %           |

25. Les plafonds retenus par le Ministre pour les prix des combustibles correspondent aux valeurs de référence fixées pour les mix de combustibles de référence en application de l'annexe 10.

26. Les plafonds retenus par le Ministre pour les prix des combustibles peuvent se baser sur des valeurs de référence applicables à d'autres combustibles ou à un usage non énergétique du combustible.

#### e. Valeur de l'électricité verte produite

27. La valeur pour l'électricité verte produite peut varier pour chaque unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.

28. La valeur de l'électricité verte produite est calculée selon la formule suivante :

$$[8] \quad V_{\text{ELEC\_VERTE}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Avec

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , la valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ;
- $\square$ , la décote applicable en raison des caractéristiques propres de l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions notamment la capacité, le niveau de raccordement et le caractère intermittent de la production, en tenant compte de l'effet dit de « *cannibalisation* » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , le prix de vente du LGO attribué pour l'électricité verte injectée sur le réseau par l'unité de production constitutive d'une extension ;
- $T_{\text{INJ}}$ , le tarif d'injection appliqué par le gestionnaire de réseau pour la production de l'unité constitutive d'une extension.

29. La valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) est celle observée sur les marchés « future » pour une fourniture d'électricité baseload sur le réseau Elia (« Belgian Power Base Load Futures »). Cette valeur correspond à la moyenne arithmétique des prix journaliers (cotation fin de journée) ICE Endex repris sous la rubrique « Belgian Power Base Load Futures » pour des livraisons à 1, 2 et 3 ans, observés sur une période de douze mois.

30. En fonction des évolutions observées sur le marché belge, le Ministre peut modifier les modalités de calcul retenues pour déterminer les valeurs de référence utilisées, notamment les indices de marché utilisés et les périodes considérées.

#### f. Valeur de la chaleur produite par cogénération

31. La valeur de la chaleur produite par cogénération ( $V_{\text{Q\_COGEN}}$ ) est déterminée sur base du coût évité de la chaleur produite par une chaudière de référence utilisant un mix de

combustible semblable au mix de combustibles propre à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions :

$$[9] \quad V_{Q\_COGEN} = \min (P_{Fuel\ Mix} / \eta_{q\ Fuel\ Mix} ; P_{GN} / \eta_{q\ GN} ) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$P_{Fuel\ Mix}$ , le prix du mix de combustible propre à l'unité de production;

$\eta_{q\ Fuel\ Mix}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le mix de combustible propre à l'unité de production;

$P_{GN}$ , le prix de référence pour le gaz naturel ;

$\eta_{q\ GN}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le gaz naturel.

32. La valeur du prix du mix de combustibles ( $P_{Fuel\ Mix}$ ) est celui retenu conformément aux points 23 à 26.

33. Les valeurs de rendement des chaudières de référence ( $\eta_{q\ Fuel\ Mix}$  et  $\eta_{q\ GN}$ ) peuvent varier en fonction de la catégorie d'installation.

34. Les valeurs de rendement des chaudières de référence sont celles arrêtées par le Ministre en application de l'annexe 10.

#### **g. Valeur du froid produit par trigénération**

35. La valeur du froid produit par trigénération ( $V_{F\_TRIGEN}$ ) est déterminée sur base du coût évité du froid produit par un groupe à absorption de référence utilisant un mix de combustibles similaire au mix de combustible propre à l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions :

$$[10] \quad V_{F\_TRIGEN} = \min (V_{Q\_COGEN} / COP_{abs} ; V_{ELEC\_VERTE} / COP_{comp}) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$V_{Q\_COGEN}$ , la valeur de la chaleur produite par cogénération calculée conformément aux points 31 à 34 ;

$V_{ELEC\_VERTE}$ , la valeur de l'électricité verte produite calculée conformément aux points 27 à 30 ;

$COP_{abs}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à absorption de référence ;

$COP_{comp}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à compression de référence.

#### **VII. Paramètres financiers**

36. Les valeurs des paramètres financiers, notamment le coût moyen pondéré du capital (CMPC), sont celles fixées conformément à l'annexe 10 et applicables à la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.

#### **VIII. Paramètres d'indexation**

37. Le coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ) est calculé en tenant compte d'une indexation forfaitaire des coûts de maintenance et autres frais d'exploitation hors combustible.

38. Les paramètres faisant l'objet d'un ajustement annuel (prix des combustibles, prix des certificats verts et valeur de l'électricité produite) conformément au point 4 ne font pas l'objet d'une indexation forfaitaire.

39. Les valeurs des paramètres d'indexation sont supposées constantes sur la durée de vie économique.

40. Les valeurs des paramètres d'indexation peuvent varier selon la catégorie d'installation.

41. Les valeurs des paramètres d'indexation sont celles fixées conformément à l'annexe 10 et applicables à la catégorie d'installation dont relève l'unité de production bénéficiant du régime de soutien applicable aux extensions.

#### **IX. Déviation importante**

42. En application de l'article 15ter/1, §6, une déviation par rapport aux mesures détaillées dans le dossier de demande de réservation de certificats verts est considérée comme importante dans les cas suivants :

- a) une modification des caractéristiques techniques ou économiques conduisant à un déclassement vers une catégorie d'installation avec un taux d'octroi<sub>extension</sub> inférieur.
- b) une déviation engendrant une diminution du coût de production moyen actualisé (Cpma) de plus de dix pour cent, sans préjudice du point 4. ».

**Art. 14.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 12 rédigée comme suit :

« Annexe 12 : Méthodologie de calcul du taux d'octroi prolongation tel que visé à l'article 15ter/2

### I. Définitions

La catégorie d'installation :

La catégorie arrêtée par le Ministre en se basant sur une combinaison des critères suivants :

1. La filière de production d'électricité verte (telle que mentionnée à l'annexe 5) ;
2. La technologie de production d'électricité verte ;
3. La source d'énergie / combustible utilisé ;
4. La classe de puissance de l'installation ou de l'unité de production considérée ;
5. La catégorie de consommateur bénéficiant, en tout ou en partie, de l'électricité verte produite ;

La catégorie de consommateur

La catégorie arrêtée par le Ministre en se basant sur une combinaison des critères suivants :

1. Le volume de consommation annuelle total (autoproduction et achat) ;
2. La puissance et/ou niveau de raccordement au réseau électrique ;
3. Le réseau public auquel l'installation est raccordée ;
4. Le secteur d'activité économique du consommateur bénéficiant, en tout ou en partie, de l'électricité verte produite ;

Le cas de prolongation

Le cas visé à l'article 15ter/2, §1<sup>er</sup> et arrêté par le Ministre sur base des dispositions de la présente méthodologie pour chaque catégorie d'installation.

La durée de prolongation (n)

La durée de la nouvelle période d'octroi de certificats verts arrêtée par le Ministre pour un cas de prolongation donné dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Le taux d'octroi<sub>prolongation</sub>

Le taux d'octroi de certificats verts dans le cadre du régime de prolongation prévu à

|   |   |
|---|---|
|   | l'article 15 ter/2, et applicable à un cas de prolongation donné.   |
| L'installation de référence             | L'installation définie par un ensemble de valeurs de référence attribuées aux paramètres techniques, économiques, financiers et de marché intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>prolongation</sub></i> et caractérisant un cas de prolongation donné.  |
| Les paramètres techniques               | L'ensemble des paramètres techniques, notamment les puissances et rendements, le facteur d'émission de CO <sub>2</sub> et la durée d'utilisation, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>prolongation</sub></i> d'un cas de prolongation donné.   |
| Les paramètres économiques              | L'ensemble des paramètres économiques, notamment le coût d'investissement éligible - CAPEX, et les frais d'exploitation et de maintenance éligibles - OPEX, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>prolongation</sub></i> d'un cas de prolongation donné.   |
| Les paramètres financiers               | L'ensemble des paramètres financiers, notamment le coût moyen pondéré du capital et la durée de vie économique, utilisés dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>prolongation</sub></i> d'un cas de prolongation donné.  |
| Les paramètres de marché                | L'ensemble des paramètres de marché, notamment le prix de vente de l'électricité verte produite, le prix des intrants biomasse, le prix d'achat du gaz naturel, la valeur de la chaleur produite par cogénération, la valeur du froid produit par trigénération et la valeur des certificats verts, intervenant dans le calcul du <i>taux d'octroi<sub>prolongation</sub></i> d'un cas de prolongation donné. |
| Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) | Le coût du capital pour un projet d'investissement dans un cas de prolongation donné. Ce coût tient compte de la part relative entre les différentes sources de financement possibles (fonds propres et emprunts), du coût de l'emprunt sur les marchés et des primes de risque spécifiques à chaque cas de prolongation.   |

## II. Objet

1. La présente méthodologie définit les principes de calcul des *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* applicables pour chaque cas de prolongation visé ainsi que les paramètres techniques, économiques, financiers et de marché intervenant dans ce calcul.

### III. Principes

2. Le Ministre arrête les catégories d'installation, les catégories de consommateurs ainsi que les cas de prolongation dont relèvent les différentes unités de production qui satisfont aux conditions de prolongation prévues à l'article 15 ter/2. L'arrêté ministériel qui détermine pour la première fois les catégories d'installation, les catégories de consommateurs et les cas de prolongation entre en vigueur le dixième jour qui suit sa publication au Moniteur belge. L'arrêté ministériel qui modifie une catégorie d'installation, une catégorie de consommateurs ou un cas de prolongation entre en vigueur trois mois après sa publication au Moniteur belge. L'Administration publie un calendrier indicatif pour la révision des catégories d'installation, des catégories de consommateurs et des cas de prolongation.

3. Une valeur du *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* est arrêtée par le Ministre pour chaque cas de prolongation qu'il définit.

4. Le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* applicable la première année (« *taux d'octroi<sub>prolongation</sub> (1)* ») est celui en vigueur lors de l'introduction de la demande de prolongation par le producteur d'électricité verte.

5. La valeur du *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* est calculée de manière forfaitaire sur la base d'une installation de référence représentative et adaptée au cas de prolongation visé en prenant en compte, pour les paramètres techniques, économiques, financiers et de marché des valeurs de référence liées à cette installation.

6. Dans le cas où le producteur souhaite bénéficier d'un taux d'octroi calculé en utilisant les valeurs propres à son unité de production, le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* est, par dérogation au point 3, fixé par l'Administration sur base de la présente méthodologie en utilisant, par dérogation au point précédent, pour certains paramètres techniques et économiques, les valeurs propres à son installation en lieu et place des valeurs de référence visées au point précédent. En vertu du point 60 de la présente méthodologie, le Ministre définit les paramètres techniques et économiques qui peuvent ainsi prendre pour valeur, la valeur propre à l'unité de production pour laquelle le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* est calculé.

7. Le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub> (1)* est déterminé de manière à compenser pendant la période de prolongation, la différence entre le coût de production moyen actualisé,  $C_{pma}(1)$ , calculé conformément à la section V et la valeur arrêtée par le Ministre, conformément à la section VIII, pour la première année de l'électricité verte produite  $V(1)_{elec, verte}$ . Le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub> (1)* est calculé de la manière suivante :

$$[1] \quad \text{taux d'octroi}_{compensation} (1) = \max [0 ; C_{pma} (1) - V(1)_{elec, verte} \square / \text{Prix}_{CV} (1)]$$

[EUR/MWhe]

$$[2] \quad \text{taux d'octroi}_{prolongation} (1) = \min (\text{taux d'octroi}_{compensation} (1) ; \text{taux d'octroi}_{nouvelle} ; P)$$

[EUR/MWhe]

Avec

$C_{pma} (1)$ , la valeur calculée conformément à la section V lors de l'introduction de la demande de prolongation par le producteur d'électricité verte ;

$V(1)_{elec, verte}$ , la valeur de référence arrêtée par le Ministre, conformément à la section VIII, pour la première année ;

$\text{Prix}_{CV} (1)$ , la valeur du certificat vert arrêtée par le Ministre ou son délégué, conformément à la section VIII, pour la première année ;

$\text{Taux d'octroi}_{nouvelle}$ , la valeur du taux d'octroi applicable lors de l'introduction de la demande de prolongation par le producteur d'électricité verte pour une nouvelle unité de production qui relève de la même catégorie d'installation ou de la catégorie d'installation la plus proche ;

P, le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis du décret.

8. Le *taux d'octroi<sub>prolongation</sub>* applicable à une unité de production bénéficiant du régime de prolongation est ensuite ajusté à chaque date d'anniversaire à compter du début de la période de prolongation, en fonction de l'évolution des prix de marché de l'électricité verte, des certificats verts, et le cas échéant, du coût des combustibles comme suit :



$$[3] \quad \text{taux d'octroi}_{\text{compensation}}(t) = \text{taux d'octroi}_{\text{compensation}}(1) \times \text{Prix}_{\text{CV}}(1) / \text{Prix}_{\text{CV}}(t) \\ + [V(1)_{\text{elec, verte}} - V(t)_{\text{elec, verte}}] / \text{Prix}_{\text{CV}}(t) \\ + [\text{Cpma}(t) - \text{Cpma}(1)] / \text{Prix}_{\text{CV}}(t) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

$t = 2$  à  $D$  ;

$D$ , la durée d'octroi ;

$\text{Prix}_{\text{CV}}(t)$ ,  $V(t)_{\text{elec, verte}}$  et  $\text{Cpma}(t)$ , les valeurs de référence arrêtée par le Ministre, conformément à la section VIII, pour les années correspondantes ;

$\text{Cpma}(t)$ , la mise à jour de la valeur propre à l'unité de production,  $\text{Cpma}(1)$ , calculée conformément à la section V, pour les années correspondantes.

$$[4] \quad \text{taux d'octroi}_{\text{prolongation}}(t) = \min(\text{taux d'octroi}_{\text{compensation}}(t) ; \text{taux d'octroi}_{\text{nouvelle}} ; P) \\ [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

Taux d'octroi<sub>nouvelle</sub>, la valeur du taux d'octroi applicable lors de l'introduction de la demande de prolongation par le producteur d'électricité verte pour une nouvelle unité de production qui relève de la même catégorie d'installation ou de la catégorie d'installation la plus proche ;  $P$ , le plafond de 2,5 certificats verts par MWh électrique net produit fixé à l'article 38, §6bis du décret

#### IV. Durée de prolongation

9. La durée de la nouvelle période d'octroi de certificats verts est arrêtée par le Ministre pour chaque cas de prolongation défini par celui-ci.

10. Sans préjudice des limitations prévues à l'article 15ter/2, § 1<sup>er</sup>, la durée de prolongation arrêtée par le Ministre correspond à la durée de vie économique de référence pour le cas de prolongation considéré.

#### V. Calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma)

11. Sans préjudice de la section X, le coût de production moyen actualisé ( $\text{Cpma}$ ) est calculé pour une installation de référence adaptée et représentative du cas de prolongation visé.

12. Le coût de production moyen actualisé ( $\text{Cpma}$ ) est calculé sur la durée de prolongation arrêtée par le Ministre pour le cas de prolongation visé.

13. Les valeurs des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché permettant de caractériser cette installation de référence sont arrêtées par le Ministre.

14. Le cas échéant, les revenus liés à la valorisation de la chaleur produite par cogénération (ou du froid produit par trigénération) sont intégrés dans le calcul du coût de production moyen actualisé ( $\text{Cpma}$ ) et viennent en déduction des coûts de production.

15. Le coût de production moyen actualisé ( $\text{Cpma}$ ) est calculé de la manière suivante :

$$[5] \quad \text{Cpma} = \frac{\sum_{t=-3}^N \frac{(\text{CAPEX}_t + \text{OPEX}_t + \text{FUEL}_t - \text{HEAT}_t - \text{COLD}_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{\text{Eenp}_t}{(1+i)^t}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

avec

| Symbole          | Unité | Définition  |
|------------------|-------|---|
| $N$              | Année | Durée de prolongation   |
| $t$              | Année | Année période d'analyse, $t = -3$ à $N$<br>$t = -3$ et $-1$ : période d'investissements éligibles<br>$t = 0$ : année de référence pour l'actualisation<br>$t = 1$ à $N$ : période avec production d'électricité |
| $i$              | %     | Taux d'actualisation  |
| $\text{CAPEX}_t$ | EUR   | Investissement l'année $t$ à l'exclusion de ceux qui ont déjà été pris en compte pour le calcul du soutien lors de la période précédente d'octroi   |

Pour t

$\geq 0$

|                   |      |  |
|-------------------|------|--|
| OPEX <sub>t</sub> | EUR  | Frais d'exploitation (hors frais achat combustible) l'année t à l'exclusion de ceux qui ont déjà été pris en compte pour le calcul du soutien lors de la période précédente d'octroi |
| FUEL <sub>t</sub> | EUR  | Frais d'achat de combustible l'année t à l'exclusion de ceux qui ont déjà été pris en compte pour le calcul du soutien lors de la période précédente d'octroi                        |
| HEAT <sub>t</sub> | EUR  | Revenus l'année t de la valorisation de la chaleur produite par cogénération   |
| COLD <sub>t</sub> | EUR  | Revenus l'année t de la valorisation du froid produit par trigénération  |
| Eenp <sub>t</sub> | MWhe | Electricité nette produite l'année t   |

16. La date de référence pour l'actualisation (t=0) correspond au premier jour de la période de prolongation. Les investissements éligibles effectués dans les 12 mois précédents cette date sont supposés avoir eu lieu 1 an avant la date de référence (t = -1), ceux effectués entre 13 et 24 mois sont supposés avoir eu lieu deux ans avant la date de référence (t = -2) et ceux effectués entre 25 et 36 mois sont supposés avoir eu lieu trois ans avant la date de référence (t = -3).

#### VI. Ajustement annuel du coût de production moyen actualisé (Cpma)

17. L'ajustement annuel (année t) du coût de production moyen, Cpma(t), est obtenu par application de la formule suivante :

$$[6] \quad [Cpma(t) - Cpma(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QCOGEN}(t) - V_{QCOGEN}(1)) \times \alpha_Q - (V_{FTRIGEN}(t) - V_{FTRIGEN}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [EUR/MWhe]$$

Avec :

$\alpha_E$ , le rendement électrique net, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;  
 $P_{Fuel\ Mix}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t du prix du mix de combustible de référence du cas de prolongation ;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , la valeur de référence, lors de l'introduction de la demande de prolongation, du prix du mix de combustible de référence du cas de prolongation ;

$\alpha_Q$ , le rendement en chaleur nette valorisée, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;

$\alpha_F$ , le rendement en froid net valorisé, tel que défini dans le code de comptage visé à l'article 9 du présent arrêté, de l'installation de référence utilisé pour déterminer la valeur de Cpma(1) ;

$V_{QCOGEN}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t pour la chaleur produite par cogénération, calculée conformément aux points 47 à 49 ;

$V_{FTRIGEN}(t)$ , la valeur de référence pour l'année t pour le froid produit par trigénération, calculée conformément aux dispositions du point 50.

#### VII. Cas de prolongation

##### a. Critère de classification

18. Au sein d'une catégorie d'installation, les différents cas de prolongation sont définis exclusivement sur base d'un paramètre économique « Ratio<sub>CAPEX</sub> » correspondant au rapport entre le montant des investissements relatifs à la prolongation et le montant des investissements dans une installation neuve de référence relevant de la même catégorie.

19. Pour chaque catégorie d'installation, les différents cas de prolongation sont définis sous la forme de classes, chacune définie par une valeur minimale et par une valeur maximale, cette dernière ne pouvant dépasser une valeur de 100%, valeurs entre lesquelles se situent les valeurs admissibles du Ratio<sub>CAPEX</sub> du cas de prolongation considéré.

**b. Calcul du taux d'octroi<sup>prolongation</sup>**

20. Pour chaque classe, le *taux d'octroi<sup>prolongation</sup>* forfaitaire est arrêté par le Ministre en prenant la valeur médiane correspondante du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  dans le calcul du Cpma.

**c. Classification des demandes**

21. Pour pouvoir déterminer de quel cas de prolongation relève une demande de prolongation, la valeur du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  est calculée sur base du programme d'investissement présenté par le producteur dans sa demande de prolongation, moyennant application de la formule suivante :

$$[7] \quad \text{Ratio}_{\text{CAPEX}} = \frac{\sum_{t=-3}^n \left( \frac{\text{CAPEX}_t}{(1+i)^t} \right)}{I_{\text{ref,catégorie}}} \quad [\%]$$

avec

| Symbole                    | Unité | Définition  |
|----------------------------|-------|---|
| n                          | Année | Durée de prolongation   |
| t                          | Année | Année période d'analyse, t = -3 à n   |
| i                          | %     |   |
| $\text{CAPEX}_t$           | EUR   | Investissement l'année t à l'exclusion de ceux qui ont déjà été pris en compte pour le calcul du soutien lors de la période précédente d'octroi |
| $I_{\text{ref,catégorie}}$ | EUR   | Investissements dans une installation neuve de référence relevant de la même catégorie d'installation   |

22. En fonction de la valeur calculée du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$ , la demande de prolongation introduite par le producteur est versée dans une des classes arrêtées par le Ministre pour la catégorie d'installation dont relève la demande de prolongation.

23. Les dépenses d'investissement éligibles effectuées dans les trente-six mois avant le début de la période de prolongation peuvent être prises en compte dans le calcul du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  pour autant que le producteur démontre que ces dépenses sont requises pour maintenir une production d'électricité verte pendant la durée de prolongation et qu'elles n'aient pas été compensées durant la période d'octroi précédente, comme attesté par une déclaration sur l'honneur par le producteur. Ces dépenses d'investissement sont actualisées conformément aux dispositions prévues pour le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma) pour autant que les équipements relatifs à ces dépenses ne soient pas mis en service avant le début de la période de prolongation. Dans le cas où les équipements relatifs à ces dépenses sont mis en service avant le début de la période de prolongation, les dépenses ne sont pas actualisées et seule la partie non amortie de ces équipements au terme de la période d'octroi initiale des certificats verts peut être prise en compte comme investissement dans le calcul du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$ .

24. Dans le cas d'une prolongation d'une unité de production utilisant des équipements communs à d'autres unités de production d'électricité verte ou de gaz renouvelable, lorsque le producteur démontre que ces équipements communs sont indispensables au maintien de la production d'électricité de l'unité de production sur la période de prolongation, la partie non amortie de ces équipements communs au terme de la période d'octroi initiale des certificats verts peut être prise en compte comme investissement dans le calcul du  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  au prorata des flux énergétiques pertinents pour ces équipements communs.

**VIII. Paramètres techniques, économiques, financiers et de marché****a. Généralités**

25. Les valeurs de référence des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché permettant de caractériser un cas de prolongation sont arrêtées par le Ministre conformément aux dispositions de la présente méthodologie.

26. Pour déterminer les valeurs de référence des paramètres techniques, économiques, financiers et de marché permettant de caractériser un cas de prolongation, le Ministre utilise

les données à sa disposition, notamment celles transmises par les producteurs et développeurs de projet dans le cadre des demandes de réservation de certificats verts introduites auprès de l'Administration ainsi que celles publiées par des autorités dans les régions et pays limitrophes ou comparables à la Région Wallonne.

27. Les investissements nécessités par le remplacement du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique endéans la période de prolongation sont intégralement pris en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé. Ce remplacement est sans impact sur le %SER visé à l'article 15ter/2, § 5.

28. Les postes de coûts non directement liés à la production d'électricité verte, de même que les coûts de démantèlement en fin de période d'octroi précédente, lorsque ceux-ci ont déjà été pris en compte dans le calcul d'un soutien à la production d'électricité verte, ne sont pas pris en considération. L'Administration publie, pour chaque filière, la liste non exhaustive des postes de coûts qui ne sont pas éligibles.

29. Les postes de coûts ou de revenus liés à la gestion des déchets, solides, liquides et gazeux, issus de la production d'électricité verte sont pris en considération. En cas de revenus, ceux-ci viennent en déduction des postes de coûts dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma).

30. Les charges fiscales ne sont pas prises en compte dans le calcul du coût de production moyen actualisé (Cpma).

#### **b. Taux d'actualisation**

31. Les taux d'actualisation appliqués pour chaque cas de prolongation sont des taux nominaux pré-taxe.

32. Le taux d'actualisation  $i$  appliqué pour un cas de prolongation correspond à la valeur du CMPC de l'installation de référence retenue pour ce cas de prolongation.

$$[8] \quad i = \text{CMPC}$$

33. Le CMPC est calculé sur base de la formule suivante qui tient compte de la part relative entre les différentes sources de financement possibles (fonds propres et emprunts), du coût de l'emprunt sur les marchés et des primes de risque spécifiques à chaque cas de prolongation :

$$[9] \quad \text{CMPC} = \square \times r_E + (1 - \square) \times r_D$$

Avec

- $\square$  la part de fonds propres considérée pour le cas de prolongation visé ;
- $r_E$  le taux de rentabilité sur fonds propres considéré pour le cas de prolongation visé tenant compte des primes de risques spécifiques au cas de prolongation ;
- $r_D$  Le taux d'intérêt considéré pour la part de capital emprunté.

#### **c. Coût des combustibles**

34. Pour chaque cas de prolongation relevant d'une catégorie d'installation utilisant des combustibles, un mix de combustibles de référence est défini.

35. Les mix de combustibles de référence sont définis de manière à limiter les risques de conflits d'usage et à respecter la hiérarchie d'usage des déchets.

36. Un prix de référence est fixé pour chaque mix de combustibles de référence sur base des prix observés sur le marché belge lors des douze mois précédents.

37. Afin de limiter les risques de conflits d'usage lorsque ces combustibles peuvent également être valorisés comme matière première, les valeurs de référence ne peuvent dépasser les prix observés sur le marché belge pour une valorisation comme matière première après application d'une décote. A cet effet, la valeur d'un combustible entrant dans la composition d'un mix de combustibles de référence visé au point 34 est calculée comme suit :

$$[10] \quad V_{\text{combustible}} = \min[V_{\text{combustible énergie}}; (100 - Y)\% \times (V_{\text{combustible matière}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

avec

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{combustible énergie}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages énergétiques  | [EUR/tonne] |
| $V_{\text{combustible matière}}$ : | Prix du matériau qui compose le combustible, tel qu'observé sur le marché de ce matériau pour des usages en tant que matière première                                  | [EUR/tonne] |
| Y                                  | La décote appliquée à $V_{\text{combustible matière}}$ et déterminée par le Ministre pour dissuader un usage énergie du matériau qui pourrait trouver un usage matière | %           |

38. Les mix de combustibles de référence, les prix de référence associés ainsi que les décotes sont arrêtés par le Ministre.

39. Les valeurs de référence pour le prix des combustibles fossiles sont déterminées sur base des prix « future » applicables au marché belge et sur base des données publiées par EUROSTAT pour les prix « all-in » aux consommateurs ou celles publiées par la CWaPE ou la CREG.

40. Le Ministre précise les modalités retenues pour déterminer les valeurs de référence utilisées pour les combustibles fossiles, notamment les indices de marché utilisés et les périodes considérées.

**d. Valeur des certificats verts**

41. La valeur du certificat vert considérée est le maximum entre le prix fixé par le Gouvernement pour l'obligation d'achat à charge du gestionnaire du réseau de transport local prévue à l'article 40 du décret et la moyenne des valeurs observées sur une période de douze mois et faisant l'objet de la plus récente publication par l'Administration.

**e. Valeur de l'électricité verte produite**

42. La valeur de référence pour l'électricité verte produite peut varier en fonction du cas de prolongation considéré.

43. La valeur de référence pour l'électricité verte produite est calculée selon la formule suivante :

$$[11] \quad V_{\text{ELEC\_VERTE}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Avec

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , la valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ;
- $\square$ , la décote applicable en raison des caractéristiques de la catégorie d'installation notamment la capacité, le niveau de raccordement et le caractère intermittent de la production, en tenant compte de l'effet dit de « *cannibalisation* » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , le prix de vente du LGO attribué pour l'électricité verte injectée sur le réseau ;
- $T_{\text{INJ}}$ , le tarif d'injection appliqué par le gestionnaire de réseau.

44. La valeur de référence pour le prix de vente sur le marché de gros en Belgique ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) est celle observée sur les marchés « future » pour une fourniture d'électricité baseload sur le réseau Elia (« *Belgian Power Base Load Futures* »). Cette valeur correspond à la moyenne arithmétique des prix journaliers (cotation fin de journée) ICE Endex repris sous la rubrique « *Belgian Power Base Load Futures* » pour des livraisons à 1, 2 et 3 ans, observés sur une période de douze mois.

45. La décote applicable  $\lambda$  par catégorie d'installation, correspond au rapport entre le prix moyen de vente observé pour cette catégorie et le prix de vente sur le marché de gros en Belgique. A cette fin, les producteurs d'électricité verte communiquent sur base trimestrielle leurs factures de vente d'électricité à l'Administration.



46. En fonction des évolutions observées sur le marché belge, le Ministre peut modifier les modalités de calcul retenues pour déterminer les valeurs de référence utilisées, notamment les indices de marché utilisés et les périodes considérées.

**f. Valeur de la chaleur produite par cogénération**

47. La valeur de la chaleur produite par cogénération ( $V_{Q\_COGEN}$ ) est déterminée sur base du coût évité de la chaleur produite par une chaudière de référence utilisant un mix de combustibles similaire au mix de combustible de référence considéré pour le cas de prolongation :

$$[12] \quad V_{Q\_COGEN} = \min (P_{Fuel\ Mix} / \eta_{q\ Fuel\ Mix} ; P_{GN} / \eta_{q\ GN} ) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$P_{Fuel\ Mix}$ , le prix du mix de combustible de référence du cas de prolongation ;

$\eta_{q\ Fuel\ Mix}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le mix de combustible considéré ;

$P_{GN}$ , le prix de référence pour le gaz naturel ;

$\eta_{q\ GN}$ , le rendement de la chaudière de référence pour le gaz naturel.

48. La valeur du prix du mix de combustibles ( $P_{Fuel\ Mix}$ ) est identique à celle considérée pour le mix de combustible de référence du cas de prolongation.

49. Les valeurs de rendement des chaudières de référence ( $\eta_{q\ Fuel\ Mix}$  et  $\eta_{q\ GN}$ ) peuvent varier en fonction du cas de prolongation considéré. Le Ministre arrête les valeurs de rendement des chaudières de référence.

**g. Valeur du froid produit par trigénération**

50. La valeur du froid produit par trigénération ( $V_{F\_TRIGEN}$ ) est déterminée sur base du coût évité du froid produit par un groupe à absorption de référence utilisant un mix de combustibles similaire au mix de combustible de référence considéré pour la catégorie d'installation visée :

$$[13] \quad V_{F\_TRIGEN} = \min (V_{Q\_COGEN} / COP_{abs} ; V_{ELEC\_VERTE} / COP_{comp}) \text{ [EUR/MWhq]}$$

Avec

$V_{Q\_COGEN}$ , la valeur de la chaleur produite par cogénération calculée conformément au point 47 à 49 ;

$V_{ELEC\_VERTE}$ , la valeur de l'électricité verte produite calculée conformément aux points 42 à 46 ;

$COP_{abs}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à absorption de référence ;

$COP_{comp}$ , le coefficient de performance pour une machine frigorifique à compression de référence.

**h. Aides à l'investissement**

51. Lorsque des aides complémentaires spécifiques à l'énergie sont prévues, celles-ci doivent être prises en compte et déduites des investissements.

52. Le cas échéant, un délai moyen est pris en compte pour le versement effectif de l'aide au producteur. Ce délai moyen peut varier selon la catégorie d'installation.

**IX. Paramètres d'indexation**

53. Le coût de production moyen actualisé ( $C_{pma}$ ) est calculé en tenant compte d'une indexation forfaitaire des coûts de maintenance et autres frais d'exploitation hors combustible.

54. Les paramètres faisant l'objet d'un ajustement annuel (prix des combustibles, prix des certificats verts et valeur de l'électricité produite) conformément au point 8 de la présente méthodologie ne font pas l'objet d'une indexation forfaitaire.

55. Les valeurs des paramètres d'indexation sont supposées constantes sur la durée de prolongation.

56. Les valeurs des paramètres d'indexation peuvent varier selon la catégorie d'installation.

**X. Calcul sur dossier**

57. Dans le cas où le producteur souhaite bénéficier d'un taux d'octroi<sub>prolongation</sub> calculé en utilisant les valeurs propres à son cas de prolongation, le producteur doit démontrer à l'Administration soit que l'unité de production ne relève d'aucun cas de prolongation pour lequel des valeurs de référence ont été retenues, soit que la valeur du Cpma calculée sur base de ses données propres est supérieure de plus de dix pour cent à la valeur calculée par l'Administration sur base des valeurs de référence retenues pour le cas de prolongation dont relève l'unité de production.

58. A cette fin, l'Administration met à disposition des producteurs un outil de simulation permettant de calculer le Cpma sur base de leurs données propres.

59. Dans le cas d'un calcul sur dossier, les paramètres financiers, la valeur de l'électricité verte produite et le prix du certificat vert applicables sont ceux de référence.

60. Le Ministre détermine, pour chaque filière, la liste des paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence pour le calcul du taux d'octroi<sub>prolongation</sub>.

61. Le Ministre peut fixer des seuils et des plafonds pour les paramètres techniques et économiques pour lesquels une valeur propre à l'unité de production peut être retenue en lieu et place des valeurs de référence pour le calcul du taux d'octroi<sub>prolongation</sub>.

62. En l'absence de seuils et de plafonds visés au point précédent, l'Administration peut s'écarter des valeurs proposées par le demandeur et dûment étayées par celui-ci, si elle établit le caractère aberrant des valeurs proposées.

63. Le Ministre peut fixer un plafond pour le taux d'octroi calculé sur dossier, le cas échéant différencié par cas de prolongation.

64. Les arrêtés visés aux points 60, 61 et 63 entrent en vigueur au plus tôt trois mois à compter de leur publication, à moins qu'ils ne soient adoptés conjointement à l'arrêté visé à l'article 15ter/2, § 7, alinéa 2.

#### **XI. Déviation importante**

65. En application de l'article 15 ter/2, § 4, une déviation par rapport aux mesures détaillées dans le dossier explicatif est considérée comme importante si l'une des conditions suivantes est constatée par l'Administration :

a. une diminution de la valeur calculée du Ratio<sub>CAPEX</sub> conduisant à un déclassement vers un cas de prolongation avec un taux d'octroi<sub>prolongation</sub> inférieur. Le recalcul du taux d'octroi de certificats verts par l'Administration n'ouvre pas au producteur le bénéfice du calcul sur dossier visé à la section X ;

b. une modification des caractéristiques techniques ou économiques conduisant à un changement de catégorie d'installation ;

66. Sans préjudice du point 8 de la présente méthodologie, dans le cas où le producteur bénéficie d'un taux d'octroi<sub>prolongation</sub> calculé en utilisant les valeurs propres à son cas de prolongation, une déviation par rapport aux mesures détaillées dans le dossier explicatif est considérée importante si cette déviation engendre une diminution du coût de production moyen actualisé (Cpma) de plus de dix pour cent. ».

CHAPITRE 2. - Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

**Art. 15.** L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, est abrogé.

## CHAPITRE 3. - Dispositions finales

**Art. 16.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette date n'est pas antérieure à la décision d'approbation de la Commission européenne portant sur le régime d'aide visé aux articles 3 à 7.

Par dérogation à l'alinéa 1, les articles 2, 8 et 9 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1, l'article 15 entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

**Art. 17.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/31153]

**24. NOVEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms im Hinblick auf die Festlegung und Reform der Berechnungsmethode für den Fall der Verlängerung, der Erweiterung und neuer Produktionseinheiten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 37 § 1, und 38, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichte vom 10. Dezember 2020 und vom 30. August 2021;

Aufgrund der am 8. und 13. Januar 2021 und am 22. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahmen des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. November 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. September 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 72.017/4 des Staatsrats;

In Anbetracht der Konsultation der wichtigsten Akteure des wallonischen Marktes für erneuerbare Energien, die von der Verwaltung am 17. Oktober 2019 organisiert wurde;

In Anbetracht der Konsultation der wichtigsten Akteure des wallonischen Marktes für erneuerbare Energien, die von dem Kabinett des Ministers für Energie am 15. Dezember 2021 organisiert wurde;

In Erwägung der am 23. Februar 2021 und am 31. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Verbands erneuerbarer Energien EDORA;

In Erwägung der am 25. Februar 2021 und am 31. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Branchenverbands "Fédération Interprofessionnelle Belge du Bois Energie FEBHEL";

In Erwägung der am 26. Februar 2021 und am 31. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Verbands "Fédération Belge des Entreprises Electriques et Gazières FEBEG";

In Erwägung der am 18. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Verbands "Fédération des biométhaniseurs agricoles FEBA";

In Erwägung der am 26. Februar 2021 und am 31. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahmen des Pools "Energie";

In Anbetracht der Stellungnahmen der Finanzinformationsstelle, die am 11. Januar und am 3. Mai 2021 abgegeben wurden ;

In Erwägung der am 08. November 2021 abgegebenen LEGISA-Stellungnahme Nr. 1980;

In Erwägung der Inverzugsetzung der Kommission 2019/2116 vom 27. November 2019 über die Umsetzung der Richtlinie (EU) 2015/1513 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 zur Änderung der Richtlinie 98/70/EG über die Qualität von Otto- und Dieseldieselkraftstoffen und zur Änderung der Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen;

In der Erwägung, dass die wallonische Region die Definition von "Abfall" noch nicht umgesetzt hatte;

In der Erwägung, dass der Begriff der Abfälle in der Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen genauer bestimmt wurde, und dass es Anlass gibt, diese Bestimmung ebenfalls umzusetzen;

In Anbetracht des begrenzten Umfangs der Kostenrahmen sollten die Begünstigten des Rechts auf Erhalt grüner Zertifikate einen Anreiz haben, diese effektiv zu nutzen;

In der Erwägung, dass zu Beweis Zwecken, insbesondere im Zusammenhang mit einer erheblichen Abweichung von den im erläuternden Dossier detailliert beschriebenen Maßnahmen, die Buchung Vorrang vor der Rechnung hat ;

In der Erwägung, dass Produktionseinheiten, die der Sparte Kraft/Wärme-Kopplung aus fossilen Quellen zuzuordnen sind, im Rahmen dieses Erlasses dem Anteil der aus erneuerbaren Energiequellen erzeugten Energie entsprechend gefördert werden;

In Anbetracht der Tatsache, dass auch Produktionseinheiten, die der Sparte Kraft/Wärme-Kopplung aus fossilen Quellen zuzuordnen sind, gegebenenfalls von zusätzlichen grünen Zertifikaten profitieren können müssen, wenn sie LGO Gas aus EEQ verwenden;

In der Erwägung, dass Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms den Anwendungsbereich insbesondere der Reservierung je nach dem Datum der Erteilung der Umweltgenehmigung oder der Globalgenehmigung einschränkt;

In der Erwägung, dass diese Einschränkung Auslegungsprobleme in Bezug auf Nachträge zu Genehmigungen aufwirft, die Beibehaltung der vorherigen Regelung erzwingt und nicht mehr als Übergangsmaßnahme gerechtfertigt ist;

In Erwägung, dass gemäß Punkt 14 der Leitlinien der Europäischen Kommission vom 27. Januar 2022 für staatliche Beihilfen zur Förderung von Klima, Umweltschutz und Energie für 2022 die Beihilfen für die Energieerzeugung dürfen nicht an Unternehmen in Schwierigkeiten vergeben werden;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;  
Nach Beratung,  
Beschließt:

KAPITEL 1 - Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen teilweise umgesetzt (Neufassung).

**Art. 2** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 9° werden die Wörter "im Sinne von Artikel 15ter, § 1" durch die Wörter "im Sinne von Artikel 15ter" und die Wörter "im Sinne von Artikel 15ter, § 3" durch die Wörter "im Sinne von Artikel 15ter/1" ersetzt;

2° Ziffer 27 erhält folgende Fassung:

"27° "Stromerzeugungsaggregat" : Kombination, die einerseits aus dem Motor oder der Turbine und andererseits aus dem Stromgenerator einschließlich der Regelungs- und Steuerungsteile besteht. Ausgenommen sind Elemente wie Heizkessel, Vergasungsanlagen, Vergärer sowie Anschlüsse an Gas- und Stromnetze und Netze zur Verwertung der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme von Wärme aus Kraft-Wärme-Kopplung";

3° Artikel 2 wird durch die Ziffern 30°, 31°, 32° und 33° mit folgender Fassung ergänzt:

"30° "Abfälle": jeder Stoff oder Gegenstand, dessen sich sein Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss, mit Ausnahme von Stoffen, die absichtlich verändert oder kontaminiert wurden, um dieser Definition zu entsprechen;

31° "Anlage": eine oder mehrere Einheiten zur Erzeugung von Strom aus ein und demselben Stromerzeugungssektor und nach ein und derselben Stromerzeugungsmethode, die am Produktionsstandort eine oder mehrere gemeinsame Ausrüstungen oder eine gemeinsame Logistik teilen, die für die Erzeugung oder Verwertung des erzeugten Stroms erforderlich sind;

32° "Erweiterung": Regelung zur Gewährung der grünen Zertifikate nach Artikel 15ter/1;

33° "Verlängerung": Regelung zur Gewährung der grünen Zertifikate nach Artikel 15ter/2."

**Art. 3** - In Artikel 13 desselben Erlasses, Paragraph 2, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen den Absätzen 2 und 3 eingefügt:

"Abweichend von den Absätzen 1 und 2 gilt für die in Artikel 15 §1bis/2, 15ter/1 und 15ter/2 vorgesehenen Förderregelungen, dass der grüne Erzeuger, dessen Konto für die Gewährung grüner Zertifikate in Bezug auf die betreffende Erzeugungseinheit am Ende des Zuteilungszeitraums aufgrund der Anwendung von Punkt 8 [3] der in Anhang 10 vorgesehenen Methodik, von Punkt 4 [3] der in Anhang 11 festgelegten Methodik oder von Punkt 8 [3] der in Anhang 12 festgelegten Methodik einen Negativsaldo aufweist, so muss er sein Konto nicht ausgleichen."

**Art. 4.** In Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1bis wird Absatz 1 wie folgt abgeändert:

a) zwischen den Wörtern "Für die neuen Stromerzeugungseinheiten," und "die noch nie in Betrieb gesetzt worden sind," werden die Wörter "einschließlich der für die Erweiterung zulässigen Einheiten," eingefügt;

b) zwischen den Wörtern "mit einer Nettoleistung unter 10 kW" und ", wird in Abweichung von Paragraph 1 das Recht auf das Erhalten von grünen Zertifikaten" werden die Wörter "und von den für die Verlängerung zulässigen Einheiten" eingefügt;

c) Die Wörter "Akte zur Beantragung" durch die Wörter "Antragsakte zur Reservierung" ersetzt. » ;



2° In § 1bis wird Absatz 2 wie folgt abgeändert:

a) der Satz "Der in Absatz 1 genannte Stromerzeuger, der ab einem gegebenen Jahr für seine Stromerzeugungseinheit grüne Bescheinigungen in Anspruch nehmen möchte, hat im Voraus eine Antragsakte an die Verwaltung zu richten, welche folgende Unterlagen umfasst:" wird durch den folgenden Satz ersetzt: "Für die in Absatz 1 genannten Stromerzeugungseinheiten erfordert der Anspruch, ab einem gegebenen Jahr grüne Zertifikate zu erhalten, die vorzeitige Einreichung einer Antragsakte zur Reservierung von grünen Zertifikaten bei der Verwaltung, die folgende Unterlagen umfasst:" ;

b) unter Ziffer 1°, d) werden zwischen den Wörtern "ehrenwörtliche Erklärung" und ", durch die bescheinigt wird" die Wörter "des Antragstellers, sowie eine ehrenwörtliche Erklärung des Erzeugers als letzter Inhaber des im Antrag beantragten Rechts auf grüne Zertifikate, wenn dieser nicht der Antragsteller ist" eingefügt;

c)° wird durch die Ziffer 7° und 8° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° für Einheiten, die für eine Erweiterung zulässig sind, die in Artikel 15ter/1, §2, Absatz 2 genannten Elemente ;

8° der Nachweis, dass der Produzent kein Unternehmen in Schwierigkeiten gemäß Artikel 19, Absatz 2 ist.";

3° In § 1bis wird Absatz 4 wie folgt abgeändert:

a) der Satz "Die Verwaltung bewertet die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte hinsichtlich der verschiedenen in Absatz 2 genannten Elemente." wird durch den folgenden Satz ersetzt: "Unbeschadet von Absatz 7 bewertet die Verwaltung die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte zur Reservierung von grünen Zertifikaten nach Absatz 2." ;

b) der Satz "Der Beschluss der Verwaltung, durch den das Recht auf den Erhalt von grünen Zertifikaten gegeben wird, wird dem Erzeuger innerhalb von 45 Tagen ab dem Erhalt des Antrags übermittelt." wird durch den folgenden Satz ersetzt: "Der Beschluss der Verwaltung über die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte zur Reservierung von grünen Zertifikaten wird von der Verwaltung dem Antragsteller und dem Erzeuger, wenn dieser nicht der Antragsteller ist, innerhalb von drei Monaten ab dem Empfang der Antragsakte zur Reservierung von grünen Zertifikaten nach Absatz 2 übermittelt." ;

c) Absatz 4 wird durch den folgenden Satz ergänzt: "Das Recht der Einheit, grüne Zertifikate zu erhalten, ist mit der Verpflichtung des Antragstellers und gegebenenfalls des Erzeugers, wenn dieser nicht der Antragsteller ist, verbunden, die erforderlichen Mittel bereitzustellen, damit die Einheit gemäß den Bedingungen in Betrieb genommen wird, die im Antrag auf Reservierung grüner Zertifikate gemäß Absatz 2 dargelegt sind." ;

4° in Paragraf 1bis erhält Absatz 5 folgende Fassung: "Unbeschadet von Artikel 15ter/1, §2, Absatz 2 des vorliegenden Erlasses informiert der Antragsteller die Verwaltung jederzeit über eventuelle Änderungen der Antragsakte für die Reservierung von grünen Zertifikaten und insbesondere über Änderungen, die die Anzahl der grünen Zertifikate verringern können, die von der in Absatz 4 genannten Entscheidung über die Eröffnung des Rechts auf den Erhalt grüner Zertifikate betroffen sind. Bei Änderungen der Akte durch den Antragsteller vor dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag oder gegebenenfalls vor dem Datum der Begründung des Anspruchs auf grüne Zertifikate, wenn dieses Datum nach dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag liegt, die die Anzahl der grünen Zertifikate über den in Absatz 4 genannten Anspruch auf grüne Zertifikate hinaus erhöhen können, wird eine neue Antragsakte gemäß diesem Absatz eingeführt, das nur diese zusätzlichen grünen Zertifikate betrifft." ;

5° in § 1bis erhält Absatz 6 folgende Fassung: "Nach entsprechender Mitteilung an die Verwaltung kann der Antragsteller die Erzeugungseinheit, auf die sich der Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten bezieht, zu einem früheren Zeitpunkt als dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag in Betrieb nehmen. Dieses Datum liegt nicht vor der in Absatz 4 genannten Entscheidung der Verwaltung über die Ernsthaftigkeit und Plausibilität des Antrags auf Reservierung von grünen Zertifikaten. Die Produktion zwischen dem Datum der Inbetriebnahme und dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag oder gegebenenfalls dem Datum

der Eröffnung des Anspruchs auf grüne Zertifikate, wenn dieses Datum nach dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag liegt, kommt nicht für die Gewährung grüner Zertifikate in Betracht. Hält ein Erzeuger den von ihm vorgeschlagenen verbindlichen Termin gemäß Absatz 2, 3° nicht ein, so wird die Dauer der Erteilung der grünen Zertifikate gemäß Absatz 1 von Rechts wegen um die Dauer der Verzögerung verkürzt. Eine solche Sanktion ist jedoch nicht anwendbar, wenn diese Verzögerung auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Die Beurteilung dieser wird der Verwaltung überlassen." ;

6° In Paragraf *1bis* wird zwischen Absatz 6 und Absatz 7 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Stellt die Verwaltung aufgrund der vom Antragsteller gemäß Absatz 5 vorgelegten Informationen oder eines anderen objektiven Faktors fest, dass das Recht auf den Erhalt grüner Zertifikate gemäß Absatz 4 nicht vollständig genutzt wird oder genutzt werden soll, teilt sie dem Antragsteller ihre Absicht mit, das Recht auf den Erhalt grüner Zertifikate ganz oder teilweise zu annullieren. Diese Feststellung erfolgt nicht vor dem in Absatz 2, 3° genannten Stichtag, es sei denn, der Antragsteller und gegebenenfalls der Erzeuger haben ihre schriftliche Zustimmung gegeben. Der Antragsteller und gegebenenfalls der Erzeuger werden aufgefordert, ihre Bemerkungen geltend zu machen. Die Entscheidung der Verwaltung über diese Annullierung wird dem Antragsteller und gegebenenfalls dem Erzeuger mitgeteilt. Die grünen Zertifikate, die durch diese Annullierung frei werden, werden auf Beschluss des Ministers auf einen oder mehrere in Anhang 8 genannte Kostenrahmen des laufenden Jahres oder eines späteren Jahres übertragen. » ;

7° in Paragraf *1bis* erhält Absatz 10 folgende Fassung:

"Die zusätzlichen grünen Zertifikate der in Anhang 8 festgelegten Umfänge, die nicht Gegenstand einer Reservierung waren, werden auf Beschluss des Ministers auf einen oder mehrere Anhang 8 genannte Kostenrahmen des nächsten oder eines späteren Jahres übertragen. » ;

8° Paragraf *1bis/2* erhält folgende Fassung:

"§ *1bis/2*. Für jede neue Einheit , bei der es sich nicht um eine Einheit handelt, die für eine Erweiterung oder Verlängerung in Frage kommt, und für die ab dem 1. Januar 2023 ein Antrag auf Reservierung von grünen Zertifikaten gemäß Artikel 15 § *1bis* gestellt wurde, wird die Anzahl der grünen Zertifikate, die während des in Anhang 5 genannten Gewährungszeitraums gewährt werden, wie folgt festgelegt:

Gewährte grüne Zertifikate = (%SER x E<sub>enp</sub>) x Gewährungssatz x min (1; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

wobei

1° %SER = der Anteil der aus erneuerbaren Energiequellen erzeugten Energie, der gemäß den Bestimmungen des in Artikel 9 genannten Zählcodes bestimmt wird.

2° E<sub>enp</sub> = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh, der die in Artikel 38, § 8 des Dekrets festgelegte Obergrenze nicht überschreitet, wenn diese anwendbar ist, mit Ausnahme für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, sowie für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, des erzeugten und in das Netz eingespeisten Stroms, wenn er zu negativen Preisen verkauft wird, und während der Zeiträume, in denen die Day-Ahead-Preise auf dem belgischen Spotmarkt während mindestens sechs aufeinanderfolgenden Stunden negativ sind;

3° Gewährungssatz = der Wert, der sich aus der Anwendung der in Anhang 10 vorgesehenen Methodik ergibt;

4° kCO<sub>2</sub>: realer CO<sub>2</sub>-Leistungskoeffizient der Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, der gemäß den Bestimmungen des Zählcodes nach Artikel 9 berechnet wird;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF: CO<sub>2</sub>-Referenzleistungskoeffizient, der vom Minister für die Anlagenkategorie, zu der die Erzeugungseinheit gehört, festgelegt wird.

Für Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, sowie für Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, gilt der Verkaufsvertrag standardmäßig als Vertrag, der den Verkauf von Strom zu einem negativen Preis erlaubt, wenn der Erzeuger bei der vierteljährlichen Ablesung der Zählraten nicht den geltenden Stromverkaufsvertrag übermittelt hat.

Die Gewährungssätze sowie die Referenzwerte für die in der in Anhang 10 vorgesehenen Methodologie identifizierten Parameter, sofern diese anwendbar sind, werden jedes Jahr vom Minister gemäß der in Anhang 10 vorgesehenen Methodologie nach dem in Absatz 5 genannten Verfahren festgesetzt.

Zum 30. April eines jeden Jahres unterbreitet die Verwaltung dem Minister, auf dessen Antrag, einen Vorschlag für die neuen Gewährungssätze für grüne Zertifikate für jede Kategorie in Übereinstimmung mit der in Absatz 10 genannten Methodik und unter Benutzung, für die verschiedenen Parameter, der gemäß dieser Methodik bestimmten Referenzwerte.

Innerhalb des Monats nach dem Eingang des Vorschlags der Verwaltung legt der Minister den Vertretern des Sektors, den Investoren und den Projektträgern einen Vorschlag in Bezug auf die Gewährungssätze, die er gegebenenfalls verringert hat, zur Stellungnahme vor.

Letztere verfügen über einen Monat, um ihre Stellungnahme abzugeben. Auf der Grundlage dieser von ihm herbeigeführten Konsultierung erstattet der Minister der Regierung Bericht, und rechtfertigt gegebenenfalls die Gründe, aus denen er andere als die von der Verwaltung vorgeschlagenen Gewährungssätze vorschlägt. Der der Regierung unterbreitete Bericht enthält die Antworten auf die Konsultierung, den Vorschlag für die neuen Gewährungssätze für grüne Zertifikate für jede Kategorie in Übereinstimmung mit der in Absatz 10 genannten Methodik sowie für die verschiedenen Parameter die gemäß dieser Methodik bestimmten Referenzwerte. Gegebenenfalls enthält der Bericht die Schwellenwerte und Obergrenzen der technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die gemäß Anhang 10 Punkt 6 und Anhang 12 Punkt 6 anstelle der Referenzwerte ein eigener Wert der Erzeugungseinheit angesetzt werden kann. Die Regierung billigt den ihr vorgelegten Bericht ganz oder teilweise.

Der Minister erlässt jedes Jahr nach Abschluss des im vorstehenden Absatz genannten Verfahrens und auf der Grundlage des von der Regierung gebilligten Berichts bis zum nächsten Ministerialerlass die auf die unter diesen Absatz fallenden Produktionseinheiten anwendbaren Gewährungssätze sowie die Referenzwerte der Parameter, die für jede Kategorie gemäß der in Anlage 10 genannten Methodik gewählt wurden. Der in diesem Absatz genannte Erlass tritt frühestens einen Monat nach seiner Veröffentlichung in Kraft. Zu Informationszwecken enthält der in Absatz 4 genannte Bericht an die Regierung Informationen über die auf Grundlage der Akte ermittelten Gewährungssätze gemäß Punkt 6 und Abschnitt VIII der in Anhang 10 aufgeführten Methodik. Er enthält eine Liste der Projekte, für die die Unterstützung auf Grundlage der Akte berechnet wurde, sowie die für jedes Projekt gewährten Gewährungssätze.

Nach Erhalt des Herkunftsnachweiszertifikats legt der Erzeuger der Verwaltung im Rahmen der regelmäßigen Kontrolle der Anlage gemäß Artikel 7, §1 die Nachweise für die Durchführung der Investitionen in Bezug auf die betreffende Einheit gemäß dem technisch-finanziellen Akte gemäß Artikel 15, §1*bis*, Absatz 2, nach den vom Minister festgelegten Modalitäten vor. Stellt die Verwaltung auf der Grundlage dieser Nachweise eine erhebliche Abweichung gemäß Anhang 10 fest, so berechnet sie gemäß dieser Methodik die Quote für die Erteilung von grünen Zertifikaten neu und zieht gegebenenfalls die zu Unrecht erteilten grünen Zertifikate nach dem Verfahren des Artikels 13 § 2 ein. Erbringt der Erzeuger keine ausreichenden Nachweise, so werden der Erzeugungseinheit für den Rest der Gewährungsdauer keine grünen Zertifikate gemäß diesem Absatz mehr zugeteilt.

Grüne Zertifikate, die bereits für den von der Nichterfüllung betroffenen Zeitraum gewährt wurden, werden nach dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren zurückgezahlt.

**Art. 5 -** In Artikel 15ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "§1" werden gestrichen;

2° die Paragraphen 2 und 3 werden aufgehoben.

**Art. 6 -** Wird eine Einheit zur Erzeugung von Grünstrom, bei der es sich nicht um eine Photovoltaikanlage handelt, erweitert, indem eine neue Einheit zur Erzeugung von Grünstrom hinzugefügt wird, die Ausrüstungen verwendet, die anderen am Grünstromerzeugungsstandort vorhandenen Erzeugungseinheiten gemeinsam sind, oder ein Stromerzeugungsaggregat hinzugefügt wird, das mit Ausrüstungen, die anderen bestehenden Erzeugungseinheiten am Grünstromerzeugungsstandort gemeinsam sind, eine neue Einheit bildet, können der neuen Einheit zur Erzeugung von Grünstrom grüne Zertifikate für einen Zeitraum zugeteilt werden, dessen Dauer je nach dem Grünstromerzeugungssektor gemäß Anhang 5 festgelegt wird.

Der Minister bestimmt für jeden Sektor die Liste der im vorherigen Absatz genannten gemeinsamen Einrichtungen. Dies betrifft insbesondere elementare technische Komponenten wie Kessel, Vergasungsanlagen, Fermenter sowie Anschlüsse an Stromnetze und an Netze zur Nutzung der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme.

§ 2. Für die in Absatz 1 genannten Produktionseinheiten erfordert das Recht, ab einem bestimmten Jahr grüne Zertifikate zu erhalten, die vorzeitige Einreichung einer Antragsakte bei der Verwaltung gemäß dem in Artikel 15, § 1bis vorgesehenen Verfahren.

Zusätzlich zu den in Artikel 15 §1bis Absatz 2 genannten Elementen enthält die Antragsakte eine Akte mit einer Liste der gemeinsamen Einrichtungen mit dem Nachweis, dass die jährliche Stromerzeugung der bestehenden Erzeugungseinheiten der Anlage durch die neue Ökostromerzeugungseinheit während des verbleibenden Zeitraums der Gewährung grüner Zertifikate dieser bestehenden Einheiten nicht um mehr als zwanzig Prozent gegenüber der durchschnittlichen Jahreserzeugung dieser Einheiten, die während des laufenden Zeitraums der Gewährung grüner Zertifikate beobachtet wurde, nach oben oder unten beeinflusst wird. Der Minister kann den in diesem Absatz genannten Prozentsatz ändern, indem er gegebenenfalls für jeden Sektor unterschiedliche Werte annimmt, die für die einen Monat nach ihrer Veröffentlichung eingereichten Akten gelten. Die Verwaltung veröffentlicht die Methode zur Berechnung der in diesem Absatz genannten durchschnittlichen Produktion bestehender Einheiten.

§ 3. Stellt die Verwaltung fest, dass die jährliche Stromerzeugung der bestehenden Einheiten der Anlage über den in § 2 genannten Prozentsatz, wie er zum Zeitpunkt der Antragsakte gilt, hinaus reduziert wird, so setzt sie die Gewährung von grünen Zertifikaten für die Einheit, für die die Erweiterungsregelung gilt, für das betreffende Produktionsjahr gemäß Artikel 19 aus, sofern der Erzeuger nachweisen kann, dass die Überschreitung des Prozentsatzes auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Die Beurteilung dieser Ursachen wird der Verwaltung überlassen.

Stellt die Verwaltung fest, dass die jährliche Stromerzeugung der bestehenden Einheiten der Anlage den in § 2 genannten Prozentsatz, wie er zum Zeitpunkt der Antragsakte gilt, überschreitet, so berücksichtigt sie bei der Erteilung von grünen Zertifikaten für die bestehenden Einheiten nicht die Erzeugung, die diesen Prozentsatz überschreitet, vorbehaltlich des Nachweises durch den Erzeuger, dass die Überschreitung des Prozentsatzes auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Die Beurteilung dieser Ursachen wird der Verwaltung überlassen.

§ 4. Die Berechnung der grünen Zertifikate, die den angestrebten Produktionseinheiten zugewiesen werden, erfolgt auf folgender Grundlage:

Gewährte grüne Zertifikate = (%SER x E<sub>enp</sub>) x Gewährungssatz<sub>ZErweiterung</sub> x min (1; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)



Wobei

1° %SER = der Anteil der Energie aus erneuerbaren Energiequellen, der gemäß den Bestimmungen der in Artikel 9 genannten Messordnung bestimmt wird;

2° E<sub>enp</sub> = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh, der die in Artikel 38, § 8 des Dekrets festgelegte Obergrenze nicht überschreitet, wenn diese anwendbar ist, mit Ausnahme für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, sowie für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, der erzeugte und in das Netz eingespeiste Strom, wenn er zu negativen Preisen verkauft wird, und während der Zeiträume, in denen die Day-Ahead-Preise auf dem belgischen Spotmarkt während mindestens sechs aufeinanderfolgenden Stunden negativ sind;

3° Gewährungssatz<sub>Erneuerung</sub> = der Wert, der sich aus der Anwendung der in Anhang 11 beschriebenen Methodik ergibt;

4° kCO<sub>2</sub>: realer CO<sub>2</sub>-Leistungskoeffizient der Ökostromerzeugungseinheit, berechnet nach den Bestimmungen der Messordnung gemäß Artikel 9;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF: CO<sub>2</sub>-Referenzleistungskoeffizient, der vom Minister für die Anlagenkategorie, zu der die Ökostromanlage gehört, festgelegt wird.

In Bezug auf Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, und Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, wird der Verkaufsvertrag standardmäßig als ein Vertrag angesehen, der den Verkauf von Strom zu negativen Preisen erlaubt, wenn der Erzeuger bei der vierteljährlichen Ablesung der Zählzeiten nicht den geltenden Stromverkaufsvertrag übermittelt.

§ 5. Der Gewährungssatz<sub>Erneuerung</sub> wird berechnet, indem einerseits, sofern anwendbar, die technischen, wirtschaftlichen und marktspezifischen Parameter der Stromerzeugungseinheit und andererseits die für die Kategorie, zu der die Stromerzeugungseinheit gehört, geltenden Referenzwerte für die Finanz- und Indexierungsparameter herangezogen werden. Die Referenzwerte für die in der in Anhang 11 vorgesehenen Methodik identifizierten Parameter, sofern diese anwendbar sind, werden jedes Jahr vom Minister gemäß der in Anhang 11 vorgesehenen Methodik nach dem in Artikel 15, §1bis/2, Absatz 5 vorgesehenen Verfahren festgelegt.

Der von der Verwaltung berechnete Gewährungssatz<sub>Erneuerung</sub> übersteigt nicht den Gewährungssatz, der für eine ähnliche neue Ökostromanlage gilt, die an einem neuen Ökostromerzeugungsstandort errichtet wird.

§ 6. Nach Anpassung des Herkunftsnachweiszertifikats der Anlage, zu der die von diesem Artikel betroffene Einheit gehört, legt der Erzeuger der Verwaltung im Rahmen der in Artikel 7, §1 genannten regelmäßigen Kontrolle der Anlage die Nachweise für die Durchführung der Erweiterung gemäß den nach § 2 vorgelegten technisch-finanziellen Unterlagen in der vom Minister bestimmten Art und Weise vor. Stellt die Verwaltung auf der Grundlage dieser Nachweise eine erhebliche Abweichung gemäß Anhang 11 fest, so berechnet sie gemäß dieser Methodik den Gewährungssatz<sub>Erweiterung</sub> neu und fordert gegebenenfalls die zu Unrecht gewährten grünen Zertifikate nach dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren zurück. Erbringt der Erzeuger keine ausreichenden Nachweise, so werden der Produktionseinheit, für die die Erweiterungsregelung gilt, für den Rest des in Anhang 5 genannten Gewährungszeitraums keine grünen Zertifikate gemäß diesem Artikel mehr zugeteilt. Grüne Zertifikate, die bereits für den von der Nichterfüllung betroffenen Zeitraum gewährt wurden, werden nach dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren zurückgezahlt.

Art. 7. In demselben Erlass wird ein Artikel 15ter/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 15ter/2. § 1 Ab dem 1. Januar 2020 können Einheiten zur Erzeugung von grünem Strom, die nicht zur Photovoltaik gehören und die das Ende eines Zeitraums für die Gewährung grüner Zertifikate erreicht haben, eine Verlängerung erhalten, wenn sie weiterhin zu derselben Anlage gehören, von einer Verlängerung profitieren und grüne Zertifikate für



einen neuen Zeitraum erhalten, dessen Dauer vom Minister für jeden in Anhang 12 genannten Verlängerungsfall festgelegt wird, wobei diese Dauer nicht weniger als fünf Jahre oder mehr als die Dauer betragen darf, die in Anhang 5 in dem ab dem 1. Januar 2021 geltenden Teil für den Erzeugungssektor, zu dem die betreffende Erzeugungseinheit gehört, vorgesehen ist.

§ 2. Für die in Absatz 1 genannten Einheiten wird eine Antragsakte nach dem in Absatz 3 festgelegten Verfahren frühestens sechsunddreißig Monate vor Ablauf des Gewährungszeitraums für diese Ökostromanlage und spätestens bei Ablauf dieses Gewährungszeitraums eingereicht. Nach Ablauf dieser Frist wird die Dauer der in diesem Artikel genannten Verlängerung der Gewährung grüner Zertifikate automatisch um die Dauer der Verzögerung verkürzt. Die Antragsakte enthält insbesondere eine Erläuterung der Maßnahmen, die der Erzeuger vorsieht, um die Erzeugung von grünem Strom während der vom Minister gemäß Anhang 12 festgelegten Dauer aufrechtzuerhalten.

In Abweichung vom vorstehenden Absatz kann der Erzeuger im Bereich der Wasserkraft die Antragsakte nach Ablauf des Gewährungszeitraums für die betreffende Produktionseinheit einreichen, ohne dass die Dauer der Verlängerung verkürzt wird. Dasselbe gilt für den Erzeuger, dessen Einheit zu einem anderen nach Absatz 1 für die Verlängerungsregelung in Frage kommenden Sektor gehört, sofern der ursprüngliche Gewährungszeitraum für diese Einheit spätestens drei Monate nach Inkrafttreten des ministeriellen Erlasses, der zum ersten Mal die in § 5 genannten Referenzwerte festlegt, abgelaufen ist.

Der Minister legt das Verfahren für die Einreichung und Bearbeitung von Verlängerungsanträgen fest. Das Verfahren umfasst den Nachweis, dass der Erzeuger kein Unternehmen in Schwierigkeiten gemäß Artikel 19, Absatz 2 ist.

Wird kein Verlängerungsantrag gestellt, der die in dem Verfahren nach Absatz 3 ermittelten Elemente enthält, erklärt die Verwaltung den Antrag für unzulässig.

Die Verwaltung bewertet die Ernsthaftigkeit und Plausibilität des Verlängerungsantrags im Hinblick auf die verschiedenen Elemente, die in dem Verfahren nach Absatz 3 identifiziert wurden, sowie auf alle anderen relevanten Elemente. Die Verwaltung entscheidet innerhalb von drei Monaten nach Eingang seiner Antragsakte über die Verlängerung. Die Entscheidung der Verwaltung legt den Gewährungssatz<sup>Verlängerung</sup> fest.

§ 3 Der Zeitraum, in dem eine Produktionseinheit grüne Zertifikate im Rahmen der Verlängerungsregelung erhalten kann, beginnt am Tag des Ablaufs des ursprünglichen Gewährungszeitraums, der jedoch nicht vor dem 1. Januar 2020 liegen darf.

Abweichend von Absatz 1 gilt: Wenn der vorangegangene Referenzzeitraum für grüne Zertifikate vor dem Datum des Inkrafttretens des ministeriellen Erlasses, der die Referenzwerte gemäß § 5 erstmals festlegt, endete, beginnt der Zeitraum, in dem eine Produktionseinheit grüne Zertifikate im Rahmen der Verlängerungsregelung erhalten kann, zu dem vom Erzeuger vorgeschlagenen Datum zu laufen. Dieses Datum darf nicht vor dem 1. Januar 2020 liegen und nicht später als zwei Jahre nach Inkrafttreten des ministeriellen Erlasses, mit dem die Referenzwerte nach § 5 erstmals festgelegt werden.

§ 4. Der Erzeuger, der die Antragsakte gemäß § 2 eingereicht hat, erbringt im Rahmen der regelmäßigen Kontrolle der Anlage gemäß Artikel 7, §1 den Nachweis über die Durchführung der Maßnahmen, die in der erläuternden Akte gemäß demselben Absatz detailliert aufgeführt sind, gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten. Im Falle einer erheblichen Abweichung gemäß Anhang 12 berechnet die Verwaltung gemäß dieser Methodik den Gewährungssatz<sup>Verlängerung</sup> neu und zieht gegebenenfalls die zu Unrecht gewährten grünen Zertifikate nach dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren ein. Erbringt der Erzeuger keine ausreichenden Nachweise, so werden der Produktionseinheit, für die die Verlängerungsregelung gilt, für den Rest des vom Minister gemäß Anhang 12 festgelegten Gewährungszeitraums keine grünen Zertifikate gemäß dem vorliegenden Artikel mehr zugeteilt. Grüne Zertifikate, die bereits für den von der Nichterfüllung betroffenen Zeitraum gewährt wurden, werden nach dem in Artikel 13 § 2 genannten Verfahren zurückgezahlt.

§ 5. Für die in Absatz 1 genannten Sektoren wird der Gewährungssatz für grüne Zertifikate, der für die verlängerten Einheiten zur Erzeugung von grünem Strom gilt, vom Minister auf der Grundlage der in Anhang 12 vorgesehenen Methodik und der vom Minister festgelegten Referenzwerte festgelegt. Die Berechnung der grünen Zertifikate, die den angestrebten Produktionseinheiten zugewiesen werden, erfolgt auf folgender Grundlage:

Gewährte grüne Zertifikate = (%SER x E<sub>enp</sub>) x Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub> x min (1; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

Wobei

1° %SER = der Anteil der Energie aus erneuerbaren Energiequellen, der gemäß den Bestimmungen der in Artikel 9 genannten Messordnung bestimmt wird;

2° E<sub>enp</sub> = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh, der die in Artikel 38, § 8 des Dekrets festgelegte Obergrenze nicht überschreitet, wenn diese anwendbar ist, mit Ausnahme für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, sowie für jede Anlage mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wird, der erzeugte und in das Netz eingespeiste Strom, wenn er zu negativen Preisen verkauft wird, und während der Zeiträume, in denen die Day-Ahead-Preise auf dem belgischen Spotmarkt während mindestens sechs aufeinanderfolgenden Stunden negativ sind;

3° Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub> = der Wert, der sich aus der Anwendung der in Anhang 12 beschriebenen Methodik ergibt;

4° kCO<sub>2</sub>: realer CO<sub>2</sub>-Leistungskoeffizient der verlängerten Ökostromerzeugungseinheit, berechnet nach den Bestimmungen der Messordnung gemäß Artikel 9;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF: CO<sub>2</sub>-Referenzleistungskoeffizient, der vom Minister für den in Anhang 12 genannten Verlängerungsfall, unter den die Einheit zur Erzeugung von grünem Strom fällt, festgelegt wird.

In Bezug auf Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 400 kW oder mehr, die vor dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, und Anlagen mit einer elektrischen Bruttonennleistung von 200 kW oder mehr, die ab dem 1. Januar 2026 in Betrieb genommen wurden, wird der Verkaufsvertrag standardmäßig als ein Vertrag angesehen, der den Verkauf von Strom zu negativen Preisen erlaubt, wenn der Erzeuger bei der vierteljährlichen Ablesung der Zählzeiten nicht den geltenden Stromverkaufsvertrag übermittelt.

§ 6. Die Gewährungssätze<sub>Verlängerung</sub> und die Referenzwerte für die in der in Anhang 12 vorgesehenen Methodik identifizierten Parameter, sofern diese anwendbar sind, werden jedes Jahr vom Minister gemäß der in Anhang 12 vorgesehenen Methodik nach dem in Artikel 15, § 1bis/2, Absatz 5 vorgesehenen Verfahren festgelegt.

§ 7. Bis zum 30. April eines jeden Jahres unterbreitet die Verwaltung auf Antrag des Ministers diesem für jeden Verlängerungsfall einen Vorschlag für neue Gewährungssätze<sub>Verlängerung</sub> für grüne Zertifikate gemäß der in Anhang 12 genannten Methodik und unter Verwendung von Referenzwerten für die verschiedenen Parameter, wenn diese anwendbar sind, die gemäß derselben Methodik bestimmt wurden.

Innerhalb eines Monats nach Erhalt des Vorschlags der Verwaltung legt der Minister einen Vorschlag für gegebenenfalls gesenkte Gewährungssätze<sub>Verlängerung</sub> zur Konsultation mit den Vertretern des Sektors, den Investoren und den Projektträgern vor. Die Konsultation wird nach Ablauf eines Monats abgeschlossen. Auf der Grundlage der von ihm erbetenen Konsultation erstattet der Minister der Regierung Bericht und begründet gegebenenfalls, warum er andere Gewährungssätze als die von der Verwaltung vorgeschlagenen vorschlägt. Der der Regierung vorgelegte Bericht enthält die Antworten auf die Konsultation, den Vorschlag für neue Gewährungssätze für grüne Zertifikate für jeden Verlängerungsfall gemäß der in Anhang 12 genannten Methodik sowie für die verschiedenen Parameter die gemäß der gleichen Methodik ermittelten Referenzwerte. Der Bericht umfasst die Schwellenwerte und Obergrenzen für die technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die gemäß Anhang 12

Nummer 6 anstelle der Referenzwerte ein eigener Wert der Produktionseinheit angenommen werden kann. Die Regierung billigt den ihr vorgelegten Bericht ganz oder teilweise. Der Minister legt jedes Jahr nach Abschluss des im vorhergehenden Absatz erwähnten Verfahrens und auf der Grundlage des von der Regierung gebilligten Berichts die Gewährungssätze fest, die bis zum nächsten ministeriellen Erlass auf die Erzeugungseinheiten anwendbar sind, die Gegenstand eines Verlängerungsantrags gemäß § 2 sind, sowie die Referenzwerte der Parameter, die für jede Kategorie gemäß der in Anlage 12 erwähnten Methodik gewählt wurden. Der in diesem Absatz genannte Erlass tritt frühestens einen Monat nach seiner Veröffentlichung in Kraft.

Die vom Minister festgelegten Gewährungssätze <sup>Verlängerung</sup> für grüne Zertifikate dürfen nicht höher sein als der Gewährungssatz, der für eine vergleichbare neue Produktionseinheit gilt. Zu Informationszwecken enthält der in Absatz 1 genannte Bericht an die Regierung auch Informationen über die Gewährungssätze, die gemäß Ziffer 6 und Abschnitt III der in Anhang 12 aufgeführten Methodik nach Aktenlage ermittelt werden. Er enthält unter anderem eine Liste der Projekte, die nach Aktenlage angenommen wurden, und die Gewährungssätze<sup>Verlängerung</sup>, die für die einzelnen Projekte gewährt wurden.

Art. 8 Im Artikel 15decies, §1, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Worte „der Sparte Kraft/Wärme-Kopplung aus fossilen Quellen, der im Rahmen des in dem vorliegenden Erlass definierten Mechanismus gefördert wird“ von den Worten « aus hochwertiger Kraft-Wärme-Kopplung“ ersetzt.

Art. 9 In Artikel 19 desselben Erlasses, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 geändert wurde, werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° die Worte „dass der Erzeuger ein Unternehmen in Schwierigkeiten ist,“ werden zwischen „werden nicht mehr erfüllt“ und „oder dass die übermittelten Informationen falsch sind“;

2° Absatz 1 wird um die Worte „ohne dass diese Aussetzung den Ablauf des Zeitraums für die Gewährung grüner Zertifikate unterbricht“ ergänzt;

3° Artikel 19 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Ein Unternehmen befindet sich in Schwierigkeiten, wenn eine oder mehrere der folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° wenn es sich um eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung handelt, wenn mehr als die Hälfte des gezeichneten Stammkapitals aufgrund der aufgelaufenen Verluste verschwunden ist. Dies ist der Fall, wenn der Abzug der aufgelaufenen Verluste von den Rücklagen und allen anderen Posten, die allgemein als zum Eigenkapital der Gesellschaft gehörend angesehen werden, zu einem negativen kumulierten Betrag führt, der die Hälfte des gezeichneten Gesellschaftskapitals übersteigt;

2° wenn es sich um eine Gesellschaft handelt, bei der mindestens einige Gesellschafter unbeschränkt für die Schulden der Gesellschaft haften, wenn mehr als die Hälfte des Eigenkapitals, wie es in den Büchern der Gesellschaft ausgewiesen ist, aufgrund der aufgelaufenen Verluste verschwunden ist;

3° wenn das Unternehmen Gegenstand eines Gesamtinsolvenzverfahrens ist oder die Bedingungen erfüllt, um sich auf Antrag seiner Gläubiger einem Gesamtinsolvenzverfahren zu unterwerfen;

4° im Falle eines Unternehmens, das keine KMU ist, wenn seit den zwei vorangegangenen Geschäftsjahren:

a) das Verhältnis von Fremdkapital zu Eigenkapital des Unternehmens übersteigt 7,5; und

b) die auf der Grundlage des EBITDA berechnete Zinsdeckungsquote des Unternehmens liegt unter 1,0.

Für die Zwecke von Absatz 1, 4° hat die Abkürzung KMU dieselbe Bedeutung, die ihr in der Empfehlung 2003/361/EG der Europäischen Kommission vom 6. Mai 2003 betreffend die Definition der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen gegeben wird.“

Art. 10. In Artikel 22 desselben Erlasses, der durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 4. April 2019 geändert wurde, werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch die Worte „und den tatsächlichen Einheitspreis der Transaktion“ ergänzt;

2° Absatz 2 wird durch die Worte „sowie den tatsächlichen Einheitspreis der Transaktion“ ergänzt;

3° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der tatsächliche Einheitspreis der Transaktion, den der Verkäufer von grünen Zertifikaten und Herkunftsnachweisen angibt, wird von der Verwaltung nur für statistische Zwecke und zur Marktüberwachung verwendet. Gegebenenfalls werden die veröffentlichten Daten zusammengefasst und anonymisiert.“

**Art. 11** - In demselben Erlass wird Anhang 5, zuvor ersetzt durch den Erlass der wallonischen Regierung vom 11. April 2019, durch Folgendes ersetzt:

„Anhang 5. Gewährungszeitraum in Jahren für grüne Zertifikate nach Erzeugungssektor

| Sektoren  | Untersektoren                          | Leistungssegmente  | Gewährungszeitraum (Anzahl der Jahre) |
|---|--|--------------------|---------------------------------------|
| Gewährungszeitraum in Jahren für grüne Zertifikate nach Erzeugungssektor bis einschließlich 31. Dezember 2020 |  |                    |                                       |
| Photovoltaik  | Kleine PV                              | P ≤ 10 kW          | 10                                    |
|   | Große PV                               | 10 kW < p ≤ 250 kW | 10                                    |
|   |  | P > 250 kW         | 10                                    |
| Windenergie   |  | Alle Leistungen    | 15                                    |
| Wasserkraft   |  | Alle Leistungen    | 15                                    |
| Feste und flüssige Biomasse   | Kraft-Wärme-Kopplung feste Biomasse    | Alle Leistungen    | 15                                    |
|   |  |                    | 15                                    |
|   | Biomasse Stromerzeugung                |                    | 15                                    |
|   | Kraft-Wärme-Kopplung flüssige Biomasse | Alle Leistungen    | 15                                    |
|   |  |                    | 15                                    |
|   | Tierische Fette                        |                    | 15                                    |
| Biogas  | Kraft-Wärme-Kopplung Biogas            | Alle Leistungen    | 15                                    |
| Kraft-Wärme-Kopplung fossile Energieträger  |  | Alle Leistungen    | 15                                    |
| Gewährungszeitraum in Jahren für grüne Zertifikate nach Erzeugungssektor ab 1. Januar 2021                    |  |                    |                                       |
| Photovoltaikanlagen mit hoher Leistung  |  | P > 10 kW          | 10 Jahre                              |
| Windenergie   |  | Alle Leistungen    | 20 Jahre                              |
| Wasserkraft   |  | Alle Leistungen    | 25 Jahre                              |

|  |  |                 |          |
|--|--|-----------------|----------|
| Feste Biomasse   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Biogas + Biomethan   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Kraft-Wärme-Kopplung fossile Energieträger   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Geothermie   |  | Alle Leistungen | 25 Jahre |
| Gewährungszeitraum in Jahren für grüne Zertifikate nach Erzeugungssektor ab dem Datum des Inkrafttretens der Methode zur Berechnung des Gewährungssatzes wie in Artikel 15, Absatz 1 bis 2 beschrieben |  |                 |          |
| Photovoltaikanlagen mit hoher Leistung   |  | P > 10 kW       | 20 Jahre |
| Windenergie  |  | Alle Leistungen | 20 Jahre |
| Wasserkraft  |  | Alle Leistungen | 25 Jahre |
| Feste Biomasse   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Biogas + Biomethan   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Kraft-Wärme-Kopplung fossile Energieträger   |  | Alle Leistungen | 15 Jahre |
| Geothermie   |  | Alle Leistungen | 25 Jahre |

“.

**Art. 12** - Anhang 10 in demselben Erlass lautet wie folgt:

„Anhang 10: Methode zur Berechnung des Gewährungssatzes, wie in Artikel 15, § 1 bis/2

### **I. Begriffsbestimmungen**

Anlagenkategorie:

Die vom Minister erlassene Kategorie auf Grundlage einer Kombination der folgenden Kriterien:

1. Grünstromerzeugungssektor, wie in Anhang 5 erwähnt,
2. Technologie der Grünstromerzeugung,
3. Energiequelle/Brennstoff,
4. Leistungsklasse der Anlage oder der Erzeugereinheit,
5. Kategorie des Verbrauchers oder der Verbraucherin, der oder die den erzeugten Grünstrom vollständig oder teilweise verbraucht.

Verbraucherkategorie

Die vom Minister erlassene Kategorie auf Grundlage einer Kombination der folgenden Kriterien:

1. Jahresverbrauch für eigene Erzeugung und Zukauf,
2. Netzanschlussleistung oder -niveau,
3. öffentliches Netz, an das die Anlage angeschlossen ist,
4. Branche des Verbrauchers oder der Verbraucherin, der oder die den erzeugten



|   |   |
|---|---|
|   | Grünstrom vollständig oder teilweise verbraucht.  |
| Gewährungszeitraum                                | Anzahl der Jahre, für die grüne Zertifikate, wie in Anhang 5 beschrieben, für den Stromerzeugungssektor, zu dem die Erzeugungseinheit gehört, gewährt werden.   |
| Gewährungssatz                                    | Der Gewährungssatz für grüne Zertifikate im Rahmen der in Artikel 15 § 1 bis/2 vorgesehenen Regelung und anwendbar auf eine gegebene Anlagenkategorie.  |
| Referenzanlage                                    | Anlage, die durch eine Anzahl von den technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parametern zugeordneten Referenzwerten definiert wird, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> herangezogen werden und eine gegebene Anlagenkategorie charakterisieren.  |
| Technische Parameter                              | Alle technischen Parameter, insbesondere die Leistungen und Wirkungsgrade, der CO <sub>2</sub> -Ausstoßfaktor und die Nutzungsdauer, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> für eine gegebene Anlagenkategorie herangezogen werden.   |
| Wirtschaftliche Parameter                         | Alle wirtschaftlichen Parameter, insbesondere förderfähige Investitionskosten – CAPEX sowie förderfähige Betriebs- und Wartungskosten – OPEX, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> für eine gegebene Anlagenkategorie herangezogen werden.  |
| Finanzielle Parameter<br>Marktrelevante Parameter | Alle finanziellen Parameter, insbesondere die gewichteten durchschnittlichen Kapitalkosten und die wirtschaftliche Nutzungsdauer, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> einer gegebenen Anlagenkategorie herangezogen werden. Alle marktrelevanten Parameter, insbesondere der Verkaufspreis des erzeugten Grünstroms, der Preis für die Biomasse, der Kaufpreis für Erdgas, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte und der Wert der grünen Zertifikate, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> für eine |

gegebene Anlagenkategorie herangezogen werden.

Gewichtete durchschnittliche Kapitalkosten (WACC) Kapitalkosten für das Investitionsprojekt einer gegebenen Anlagenkategorie. Diese Kosten berücksichtigen den relativen Anteil der verschiedenen möglichen Finanzierungsquellen (Eigenkapital und Fremdkapital), die Fremdkapitalkosten auf den Kapitalmärkten und die für jede gegebene Anlagenkategorie spezifischen Risikoprämien.

## II. Gegenstand

1. Die vorliegende Methode definiert die Grundsätze zur Berechnung des *Gewährungssatzes*, die für jede Anlagenkategorie zur Anwendung kommen, sowie die für diese Berechnung herangezogenen technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter.

## III. Grundsätze

2. Der Minister erlässt die Anlagenkategorien und die Verbraucherkategorien unter die die verschiedenen Erzeugereinheiten fallen, die die in Artikel 15 § 1 *bis*/2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Der erste Ministerialerlass, der die Anlagenkategorien und die Verbraucherkategorien festlegt, tritt am zehnten Tag nach Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Der Ministerialerlass, der eine Anlagenkategorie oder eine Verbraucherkategorie ändert, tritt drei Monate nach Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Die Verwaltung veröffentlicht einen unverbindlichen Zeitplan für die Revision der Anlagenkategorien und der Verbraucherkategorien.

3. Der Minister erlässt für jede von ihm definierte Anlagenkategorie einen Wert für den *Gewährungssatz*.

4. Der im ersten Jahr anwendbare *Gewährungssatz* („Gewährungssatz (1)“) ist derjenige, der bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger in Kraft ist.

5. Der Wert des *Gewährungssatzes* wird pauschal auf Grundlage einer repräsentativen und an die betreffende Anlagenkategorie angepassten Referenzanlage unter Berücksichtigung der für diese Anlage gültigen Referenzwerte für die technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter berechnet.

6. Für den Fall, dass der Erzeuger wünscht, dass zur Berechnung seines *Gewährungssatzes* die spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte verwendet werden, wird der *Gewährungssatz* abweichend von Punkt 3 von der Verwaltung auf Grundlage der vorliegenden Methode, abweichend vom vorhergehenden Punkt, für einige technische und wirtschaftliche Parameter unter Berücksichtigung der spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte anstelle der im vorhergehenden Punkt genannten Referenzwerte berechnet. Gemäß Punkt 53 der vorliegenden Methode, definiert der Minister die technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die somit die spezifisch auf diejenige Erzeugereinheit zutreffenden Werte eingesetzt werden können, für die der *Gewährungssatz* berechnet wird.

7. Der *Gewährungssatz* (1) wird so bestimmt, dass während des *Gewährungszeitraums* die Differenz zwischen den Stromgestehungskosten, SGK(1), berechnet gemäß Abschnitt IV, und dem vom Minister erlassenen Wert, gemäß Abschnitt VI, für das erste Jahr der Grünstromerzeugung  $V(1)_{\text{Grünstrom}}$  kompensiert wird. Der *Gewährungssatz* (1) wird folgendermaßen berechnet:

$$[1] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) = \max(0; \text{SGK}(1) - V(1)_{\text{Grünstrom}}) / \text{Preis}_{\text{CV}}(1) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

[2]  $\text{Gewährungssatz}(1) = \min(\text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1); P)$  [EUR/MWhe]

Mit

SGK(1), der gemäß Abschnitt IV bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger berechnete Wert;

$V(1)_{\text{Grünstrom}}$ , vom Minister gemäß Abschnitt VI für das erste Jahr erlassener Referenzwert;

Preis  $CV$ , vom Minister oder seinem Vertreter gemäß Abschnitt VI für das erste Jahr erlassener Wert des grünen Zertifikats (CV);

P, Obergrenze von 2,5 grünen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 bis, des Dekrets.

8. Der auf eine Erzeugereinheit anwendbare *Gewährungssatz* wird anschließend zu jedem Jahrestag ab Beginn des Gewährungszeitraums der grünen Zertifikate entsprechend der Entwicklung der Marktpreise für Grünstrom, grüne Zertifikate und gegebenenfalls Brennstoffe angepasst, und zwar folgendermaßen:

[3]  $\text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(t) = \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) \times \text{Preis}_{CV}(1) / \text{Preis}_{CV}(t)$

+  $[V(1)_{\text{Grünstrom}} - V(t)_{\text{Grünstrom}}] / \text{Preis}_{CV}(t)$

+  $[\text{SGK}(t) - \text{SGK}(1)] / \text{Preis}_{CV}(t)$  [EUR/MWhe]

mit

$t = 2$  bis  $D$ ;

$D$ , Gewährungszeitraum;

Preis  $CV(t)$ ,  $V(t)_{\text{Grünstrom}}$ , vom Minister gemäß Abschnitt VI erlassene Referenzwerte für die Anlagenkategorie, unter die die Erzeugereinheit fällt, für die entsprechenden Jahre;

SGK(t), Aktualisierung des spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffenden Werts, SGK(1), gemäß Abschnitt IV für die entsprechenden Jahre berechnet.

[4]  $\text{Gewährungssatz}(t) = \min(\text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(t); P)$  [EUR/MWhe]

mit

P, Obergrenze von 2,5 grünen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 bis des Dekrets.

#### IV. Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK)

9. Unbeschadet Abschnitt VIII, werden die Stromgestehungskosten (SGK) für eine an die entsprechende Anlagenkategorie angepasste und repräsentative Referenzanlage berechnet.

10. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden über die für die entsprechende Anlagenkategorie vom Minister erlassene wirtschaftliche Nutzungsdauer berechnet. Die vom Minister erlassene wirtschaftliche Nutzungsdauer kann nicht kürzer als der *Gewährungszeitraum* sein.

11. Bei mit Brennstoff betriebenen Anlagenkategorien entspricht die wirtschaftliche Nutzungsdauer dem *Gewährungszeitraum*.

12. Die Werte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter zur Charakterisierung dieser Referenzanlage werden vom Minister erlassen.

13. Gegebenenfalls werden Einnahmen aus der Verwertung der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme (oder der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte) in die Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) einbezogen und von den Erzeugungskosten abgezogen.

14. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden folgendermaßen berechnet:

[5] 
$$\text{SGK} = \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{(\text{CAPEX}_t + \text{OPEX}_t + \text{FUEL}_t - \text{HEAT}_t - \text{COLD}_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{\text{Eenpt}}{(1+i)^t}}$$
 [EUR/MWhe]

mit

Symbol Einheit Bedeutung

N Jahr Wirtschaftliche Nutzungsdauer

t Jahr Jahr Analysezeitraum,  $t = -5$  bis  $N$

|                         |      |   |
|-------------------------|------|---|
|                         |      | t = -5 und -1: Zeitraum förderfähige Investitionen  |
|                         |      | t = 0: Referenzjahr für Aktualisierung  |
|                         |      | t = 1 bis N: Zeitraum mit Stromerzeugung  |
| i                       | %    | Aktualisierungsquote  |
| <u>Für t = -5 bis N</u> |      |   |
| CAPEX <sub>t</sub>      | EUR  | Investitionen im Jahr t   |
| <u>Für t &gt; 0</u>     |      |   |
| OPEX <sub>t</sub>       | EUR  | Betriebskosten (außer Brennstoffwerbskosten) Jahr t   |
| FUEL <sub>t</sub>       | EUR  | Brennstoffwerbskosten Jahr t  |
| HEAT <sub>t</sub>       | EUR  | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugter Wärme       |
| COLD <sub>t</sub>       | EUR  | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugter Kälte |
| Eenp <sub>t</sub>       | MWhe | Nettoenergieerzeugung Jahr t  |

15. Das Referenzdatum für die Aktualisierung (t=0) entspricht dem ersten Tag des Gewährungszeitraums. In den 12 Monaten vor diesem Datum getätigte förderfähige Investitionen gelten als 1 Jahr vor dem Referenzdatum getätigt (t = -1), diejenigen die zwischen dreizehn und vierundzwanzig Monate davor getätigt wurden gelten als zwei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -2), diejenigen die zwischen fünfundzwanzig und sechsunddreißig Monate davor getätigt wurden gelten als drei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -3), diejenigen die zwischen 37 und 48 Monate davor getätigt wurden gelten als vier Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t=-4) und diejenigen die zwischen 49 und 60 Monate davor getätigt wurden gelten als fünf Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t=-5).

#### V. Jährliche Anpassung der Stromgestehungskosten (SGK)

16. Die jährliche Anpassung (Jahr t) der Stromgestehungskosten, SGK (t), erfolgt durch Anwendung der folgenden Formel:

$$[6] \quad [SGK(t) - SGK(1)] = \left( \frac{1}{\alpha_E} \right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{Q_{KWK}}(t) - V_{Q_{KWK}}(1)) \times \alpha_Q - (V_{F_{KWKK}}(t) - V_{F_{KWKK}}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [EUR/MWhe]$$

Mit:

$\alpha_E$ , elektrischer Nettowirkungsgrad, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für den Referenzpreis des Brennstoffmixes der Anlagenkategorie;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , der Referenzwert bei Beantragung der Reservierung für den Referenzpreis des Brennstoffmixes der Anlagenkategorie;

$\alpha_Q$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzwärme, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$\alpha_F$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzkälte, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$V_{Q_{KWK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 39 bis 41;

$V_{F_{KWKK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für die durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugte Kälte, berechnet gemäß den Bestimmungen unter Punkt 42.

#### VI. Technische, wirtschaftliche, finanzielle und marktrelevante Parameter

##### a. Allgemeines

17. Die Referenzwerte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter werden vom Minister entsprechend den Bestimmungen der vorliegenden Methode erlassen.

18. Zur Bestimmung der Referenzwerte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter, die eine Anlagenkategorie charakterisieren, verwendet der Minister die ihm zur Verfügung stehenden Daten, insbesondere die von den Erzeugern und Projektentwicklern im Rahmen der Anträge auf Reservierung von grünen Zertifikaten bei der Verwaltung übermittelten Daten sowie die von den Behörden in angrenzenden oder mit der Wallonischen Region vergleichbaren Regionen und Ländern veröffentlichten Daten.

19. Die zum Austausch eines Generators, der innerhalb des Gewährungszeitraums das Ende seiner Nutzungsdauer erreicht, erforderlichen Investitionen werden vollständig bei der Berechnung der Stromgestehungskosten berücksichtigt. Dieser Austausch hat keine Auswirkungen auf die in Artikel 15, § 1 bis/2, Absatz 1 genannten %EE.

20. Kostenposten, die nicht direkt in Zusammenhang mit der Stromerzeugung stehen, werden nicht berücksichtigt. Die Verwaltung veröffentlicht für jeden Sektor eine unvollständige Liste der nicht förderfähigen Kostenposten.

21. Mit der Bewirtschaftung von Abfällen (fest, flüssig, gasförmig) aus der Grünstromerzeugung verbundene Kosten- und Ertragsposten werden berücksichtigt. Erträge werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) von den Kostenposten abgezogen.

22. Steueraufwendungen werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) nicht berücksichtigt.

#### **b. Aktualisierungsquote**

23. Die für jede Anlagenkategorie angewendeten Aktualisierungsquoten sind nominale Quoten vor Steuern.

24. Die für eine Anlagenkategorie angewendete Aktualisierungsquote  $i$  entspricht dem Wert der WACC der für diese Anlagenkategorie festgelegten Referenzanlage.

$$[7] \quad i = WACC$$

25. Die WACC werden auf Grundlage der folgenden Formel berechnet, die den relativen Anteil der verschiedenen möglichen Finanzierungsquellen (Eigenkapital und Fremdkapital), die Fremdkapitalkosten auf den Kapitalmärkten und die für jede Anlagenkategorie spezifischen Risikoprämien berücksichtigt.

$$[8] \quad WACC = \square \times r_E + (1 - \square) \times r_D$$

Mit

$\square$  dem Anteil des für die entsprechende Anlagenkategorie berücksichtigten Eigenkapitals;

$r_E$  für die entsprechende Anlagenkategorie betrachtete Eigenkapitalrendite unter Berücksichtigung der für die Anlagenkategorie spezifischen Risikoprämien;

$r_D$  Zinssatz für den Anteil an Fremdkapital.

#### **c. Kosten für Brennstoffe**

26. Für jede Anlagenkategorie, die Brennstoff verwendet, wird ein Brennstoffmix definiert.

27. Jeder Referenzbrennstoffmix wird so definiert, dass das Risiko von Nutzungskonflikten gering bleibt und die Hierarchie der Nutzung der Abfälle respektiert wird.

28. Für jeden Referenzbrennstoffmix wird ein Referenzpreis auf der Grundlage der Preise festgelegt, die in den vorangegangenen zwölf Monaten auf dem belgischen Markt beobachtet wurden.

29. Zur Verringerung des Risikos von Nutzungskonflikten, wenn diese Brennstoffe auch als Rohstoff verwertet werden können, dürfen die Referenzwerte die auf dem belgischen Markt beobachteten Preise für eine Verwertung als Rohstoff nach Anwendung eines Abschlags nicht überschreiten. Deshalb wird der Wert eines Brennstoffs, der auch als Rohstoff verwertet werden kann und der zu einem in Punkt 26 beschriebenen Referenzbrennstoffmix gezählt werden soll, folgendermaßen berechnet:

$$[9] \quad V_{\text{Brennstoff}} = \min[V_{\text{Brennstoff Energie}}; (100 - Y)\% \times (V_{\text{Brennstoff Rohstoff}})] \quad [\text{EUR/T}]$$



mit

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{Brennstoff Energie}}$ :  | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Energieerzeugung  | [EUR/Tonne] |
| $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ : | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Nutzung als Rohstoff  | [EUR/Tonne] |
| Y                                  | Der für $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ angewendete Abschlag wird vom Minister festgelegt, um bei einer möglichen Nutzung als Rohstoff die Nutzung zur Energieerzeugung zu vermeiden. | %           |

30. Jeder Referenzbrennstoffmix, die entsprechenden Referenzpreise sowie die Abschläge werden vom Minister erlassen.

31. Die Referenzwerte für den Preis von fossilen Brennstoffen werden auf Grundlage der auf den belgischen Markt anwendbaren „Future-Preise“ und auf Grundlage der von EUROSTAT veröffentlichten Daten zu „All-in-Preisen“ für Verbraucher oder der von der wallonischen Kommission für Energie CWaPE oder der Regulierungskommission für Strom und Gas CREG veröffentlichten Daten festgelegt.

32. Der Minister gibt die festgelegten Modalitäten zur Bestimmung der für fossile Brennstoffe verwendeten Referenzwerte an, insbesondere Marktindizes und betrachtete Zeiträume.

#### d. Wert der grünen Zertifikate

33. Der Wert eines grünen Zertifikats ist das Maximum zwischen dem von der Regierung für die in Artikel 40 des Dekrets vorgesehene Abnahmepflicht des örtlichen Energielieferanten festgelegten Preis und dem Mittel der über einen Zeitraum von zwölf Monaten beobachteten in der aktuellsten Veröffentlichung der Verwaltung erschienenen Werte.

#### e. Wert des erzeugten Grünstroms

34. Der Referenzwert für den erzeugten Grünstrom kann je nach Anlagenkategorie variieren.

35. Der Referenzwert für den erzeugten Grünstrom wird mit der folgenden Formel berechnet:

$$[10] \quad V_{\text{GRÜNSTROM}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Mit

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , der Referenzwert für den Großhandelspreis in Belgien;
- $\square$ , der aufgrund der Merkmale der Anlagenkategorie, insbesondere Kapazität, Anschlussniveau und unregelmäßige Erzeugung, unter Berücksichtigung des sogenannten „Kannibalisierungseffekts“, anzuwendende Abschlag;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , Verkaufspreis des für die Einspeisung (INJ) von grünem Strom ins Netz verliehenen Herkunftsgarantielabels (LGO);
- $T_{\text{INJ}}$ , vom Netzbetreiber angewendeter Einspeisetarif.

36. Der Referenzwert für den Großhandelsverkaufspreis in Belgien ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) ist der auf den „Future-Märkten“ für eine Baseload-Stromversorgung im Elia-Netz („Belgian Power Base Load Futures“) beobachtete. Dieser Wert entspricht dem arithmetischen Mittel der Tagespreise (Schlusskurs) ICE Endex unter der Rubrik „Belgian Power Base Load Futures“ für Lieferungen von 1, 2 und 3 Jahren, beobachtet über einen Zeitraum von zwölf Monaten.

37. Der je Anlagenkategorie anzuwendende Abschlag  $\lambda$  entspricht dem Verhältnis zwischen dem für diese Kategorie beobachteten mittleren Preis und dem

Großhandelsverkaufspreis in Belgien. Zu diesem Zweck senden die Grünstromerzeuger vierteljährlich die Rechnungen über ihre Stromabsätze an die Verwaltung.

38. Je nach den auf dem belgischen Markt beobachteten Entwicklungen kann der Minister die festgelegten Modalitäten zur Bestimmung der verwendeten Referenzwerte, insbesondere Marktindizes und betrachtete Zeiträume, ändern.

**f. Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme**

39. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme ( $V_{Q\_KWK}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch einen Referenzheizkessel erzeugte Wärme unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem für die Anlagenkategorie verwendeten Referenzbrennstoffmix ähnlich ist, berechnet:

$$[11] \quad V_{Q\_KWK} = \min (P_{\text{Fuel Mix}} / \eta_{q \text{ Fuel Mix}}; P_{\text{Erdgas}} / \eta_{q \text{ Erdgas}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

$P_{\text{Fuel Mix}}$ , Referenzpreis des Brennstoffmix der Anlagenkategorie;

$\eta_{q \text{ Fuel Mix}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für den entsprechenden Brennstoffmix;

$P_{\text{Erdgas}}$ , Referenzpreis für Erdgas;

$\eta_{q \text{ Erdgas}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für Erdgas.

40. Der Wert für den Preis für den Brennstoffmix ( $P_{\text{Fuel Mix}}$ ) ist identisch mit dem für den Referenzbrennstoffmix der Anlagenkategorie.

41. Die Werte für den Wirkungsgrad der Referenzheizkessel ( $\eta_{q \text{ Fuel Mix}}$  und  $\eta_{q \text{ Erdgas}}$ ) können je nach Anlagenkategorie variieren. Der Minister erlässt die Werte für den Wirkungsgrad der Referenzheizkessel.

**g. Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte**

42. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte ( $V_{F\_KWKK}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch eine Referenzabsorptionskältemaschine erzeugte Kälte unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem für die Anlagenkategorie verwendeten Referenzbrennstoffmix ähnlich ist, berechnet:

$$[12] \quad V_{F\_KWKK} = \min (V_{Q\_KWK} / \text{COP}_{\text{abs}}; V_{\text{GRÜNSTROM}} / \text{COP}_{\text{comp}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

$V_{Q\_KWK}$ , der Wert für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 39 bis 41;

$V_{\text{GRÜNSTROM}}$ , der Wert des erzeugten Grünstroms, berechnet gemäß den Punkten 34 bis 38;

$\text{COP}_{\text{abs}}$ , Leistungszahl für eine Referenzabsorptionskältemaschine;

$\text{COP}_{\text{comp}}$ , Leistungszahl für eine Referenzkompressionskältemaschine.

**h. Investitionsbeihilfen**

43. Sind zusätzliche für den Energiebereich spezifische Beihilfen vorgesehen, werden diese berücksichtigt und von den Investitionen abgezogen.

44. Gegebenenfalls wird eine mittlere Wartefrist bis zur tatsächlichen Auszahlung der Beihilfe an den Erzeuger berücksichtigt. Diese mittlere Wartefrist kann je nach Anlagenkategorie variieren.

**VII. Indexierungsparameter**

45. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden unter Berücksichtigung einer pauschalen Indexierung der Wartungskosten und anderer Betriebskosten außer Brennstoffen berechnet.

46. Diejenigen Parameter, die gemäß Punkt 8 der vorliegenden Methode einer jährlichen Anpassung unterliegen, namentlich Brennstoffpreis, Preis der grünen Zertifikate und Wert des erzeugten Stroms, unterliegen nicht der pauschalen Indexierung.

47. Die Werte der Indexierungsparameter werden als über die wirtschaftliche Nutzungsdauer konstant angenommen.

48. Die Werte der Indexierungsparameter können je nach Anlagenkategorie variieren.

**VIII. Berechnung nach Aktenlage**

49. Wenn in den Brennstoffsektoren die mögliche Stromerzeugung der Anlage über 5 MW liegt, wird der *Gewährungssatz* nach Aktenlage berechnet.

50. In den anderen Fällen und wenn der Erzeuger wünscht, dass zur Berechnung seines *Gewährungssatzes* die spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte verwendet werden, weist der Erzeuger bei der Verwaltung entweder nach, dass seine Erzeugereinheit keiner Anlagenkategorie zuzuordnen ist, für die Referenzwerte festgelegt wurden, oder dass der auf Grundlage der spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte berechnete Wert für die SGK um mehr als zehn Prozent höher ist als der von der Verwaltung auf Grundlage der für die Anlagenkategorie, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, festgelegten Referenzwerte berechnete Wert.

51. Zu diesem Zweck stellt die Verwaltung den Erzeugern ein Simulationsprogramm zur Verfügung, mit dem sie die SGK auf Grundlage ihrer spezifischen Daten berechnen können.

52. Im Falle einer Berechnung nach Aktenlage gelten für die finanziellen Parameter, den Wert des erzeugten Grünstroms und den Preis des grünen Zertifikats die Referenzwerte.

53. Der Minister bestimmt für jeden Sektor die Liste der technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die ein spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffender Wert anstelle des Referenzwerts für die Berechnung des *Gewährungssatzes* verwendet werden kann.

54. Auf Grundlage des gemäß Artikel 15, § 1 bis/2, Absatz 5 von der Regierung genehmigten Berichts kann der Minister die Schwellenwerte und Obergrenzen für die technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die ein spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffender Wert anstelle des Referenzwerts für die Berechnung des *Gewährungssatzes* verwendet werden kann, festlegen.

55. Die Obergrenzen für die Brennstoffpreise können auf den auf andere Brennstoffe anwendbaren Referenzwerten oder auf einer nicht energetischen Nutzung des Brennstoffs beruhen.

56. Der auf eine Erzeugereinheit anwendbare *Gewährungssatz* wird in der Folge gemäß Punkt 8 der vorliegenden Methode zu jedem Jahrestag ab Beginn des Gewährungszeitraums der grünen Zertifikate angepasst.

57. In Abwesenheit der in Punkt 54 beschriebenen Schwellenwerte und Obergrenzen kann die Verwaltung von den vom Antragsteller vorgeschlagenen und ordnungsgemäß begründeten Werten abweichen, wenn sie deren Abwegigkeit nachweist.

58. Der Minister kann eine Obergrenze für den nach Aktenlage berechneten *Gewährungssatz* festlegen, gegebenenfalls für einzelne Anlagenkategorien.

59. Die unter den Punkten 53, 54 und 58 genannten Erlässe treten frühestens drei Monate nach Veröffentlichung in Kraft, außer sie werden gemeinsam mit dem in Artikel 15, § 1 bis/2, Absatz 5 genannten Erlass beschlossen.

#### IX. Starke Abweichung

60. In Anwendung des Artikels 15, § 1 bis/2, Absatz 7 ist eine Abweichung von den im Dossier für die Reservierung von grünen Zertifikaten angegebenen Maßnahmen als starke Abweichung anzusehen, wenn eine Änderung der technischen oder wirtschaftlichen Merkmale zu einer Herabstufung in eine Anlagenkategorie mit einem niedrigeren *Gewährungssatz* führt. Die Neuberechnung des *Gewährungssatzes* für grüne Zertifikate durch die Verwaltung bietet dem Erzeuger nicht die in Abschnitt VIII beschriebene Möglichkeit der Berechnung nach Aktenlage.

61. Unbeschadet der Punkte 8 und 56 der vorliegenden Methode wird, im Falle, dass der Erzeuger einen unter Verwendung der spezifischen Werte in seinem Dossier berechneten *Gewährungssatz* erhält, eine Abweichung von den im ausführlichen Dossier angegebenen Maßnahmen als starke Abweichung angesehen, wenn diese Abweichung eine Verringerung der Stromgestehungskosten (SGK) um mehr als zehn Prozent beinhaltet.“

**Art. 13** - Anhang 11 in demselben Erlass lautet wie folgt:

„Anhang 11: Methode zur Berechnung des *Gewährungssatzes*<sup>SErweiterung</sup>, wie in Artikel 15, § 1 ter/1 beschrieben

#### I. Begriffsbestimmungen

|  |  |
|--|--|
| Anlagenkategorie:  | Anlagenkategorie wie in Anhang 10 definiert, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.  |
| Gewährungszeitraum   | Anzahl der Jahre, für die grüne Zertifikate, wie in Anhang 5 beschrieben, für den Stromerzeugungssektor zu dem die Erzeugungseinheit gehört, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, gewährt werden.  |
| Gewährungssatz <sub>Erweiterung</sub>  | Gewährungssatz für grüne Zertifikate für eine Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.  |
| Referenzanlage   | Anlage, die durch eine Anzahl von Referenzwerten definiert ist, die gemäß Anhang 10 den technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parametern zugeordnet sind und die die Anlagenkategorie charakterisieren, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt. |
| Technische Parameter   | Alle technischen Parameter der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, insbesondere die Leistungen und Wirkungsgrade, der CO <sub>2</sub> -Ausstoßfaktor und die Nutzungsdauer, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> <sub>Erweiterung</sub> herangezogen werden.                       |
| Wirtschaftliche Parameter  | Alle wirtschaftlichen Parameter der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, insbesondere förderfähige Investitionskosten – CAPEX sowie förderfähige Betriebs- und Wartungskosten – OPEX, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes</i> <sub>Erweiterung</sub> herangezogen werden.              |
| Finanzielle Parameter<br>Marktrelevante Parameter<br>Gewichtete durchschnittliche Kapitalkosten (WACC) | Finanzielle Parameter, die die Anlagenkategorie charakterisieren, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, die unter  |

die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.  
 Marktrelevante Parameter der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, wenn diese anwendbar sind, oder der Referenzanlage, die die Anlagenkategorie charakterisieren, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, insbesondere der Verkaufspreis des erzeugten Grünstroms, der Preis der Biomasse, der Kaufpreis für Erdgas, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte und der Wert der grünen Zertifikate, die zur Berechnung des *Gewährungssatzes*<sub>Erweiterung</sub> herangezogen werden.  
 Kapitalkosten für das Investitionsprojekt einer gegebenen Anlagenkategorie. Diese Kosten berücksichtigen den relativen Anteil der verschiedenen möglichen Finanzierungsquellen (Eigenkapital und Fremdkapital), die Fremdkapitalkosten auf den Kapitalmärkten und die für jede gegebene Anlagenkategorie spezifischen Risikoprämien.

## II. Gegenstand

1. Die vorliegende Methode definiert die Grundsätze zur Berechnung des *Gewährungssatzes*<sub>Erweiterung</sub>, die für die Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, sowie die für diese Berechnung herangezogenen technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter.

## III. Grundsätze

2. Der im ersten Jahr anwendbare *Gewährungssatz*<sub>Erweiterung</sub> („*Gewährungssatz*<sub>Erweiterung</sub> (1)“) ist derjenige, der bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger von der Verwaltung bestimmt wird.

3. Der *Gewährungssatz*<sub>Erweiterung</sub> (1) wird so bestimmt, dass während des *Gewährungszeitraums* die Differenz zwischen den Stromgestehungskosten, SGK(1), berechnet gemäß Abschnitt IV, und dem vom Minister erlassenen Wert, gemäß Abschnitt VI, für das erste Jahr der Grünstromerzeugung  $V(1)$  Grünstrom kompensiert wird. Der *Gewährungssatz*<sub>Erweiterung</sub> (1) wird folgendermaßen berechnet:

$$[1] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) = \max \left[ 0; \text{SGK}(1) - V(1)_{\text{Grünstrom}} / \text{Preis}_{\text{CV}}(1) \right] \text{ [EUR/MWhe]}$$

$$[2] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Erweiterung}}(1) = \min \left( \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1); \text{Gewährungssatz}_{\text{neue}}; P \right) \text{ [EUR/MWhe]}$$

mit

SGK (1), der gemäß Abschnitt IV bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger berechnete Wert;



V(1)  $V_{\text{Grünstrom}}$ , Wert, der für das erste Jahr bestimmt wird, auf Grundlage der spezifischen Daten der Erweiterung, unter Berücksichtigung des gemäß Abschnitt VI in Anhang 10 vom Minister erlassenen Marktpreises;

Preis  $CV(1)$ , vom Minister oder seinem Vertreter gemäß Abschnitt VI in Anhang 10 für das erste Jahr erlassener Wert des grünen Zertifikats (CV);

Gewährungssatz $_{\text{neue}}$ , Wert des Gewährungssatzes bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger für eine neue Erzeugereinheit, die der gleichen oder unmittelbar benachbarten Anlagenkategorie zuzuordnen ist;

P, Obergrenze von 2,5 grünen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 bis des Dekrets.

4. Der auf eine Erzeugereinheit anwendbare *Gewährungssatz* wird anschließend zu jedem Jahrestag ab Beginn des Gewährungszeitraums der grünen Zertifikate entsprechend der Entwicklung der Marktpreise für Grünstrom, grüne Zertifikate und gegebenenfalls Brennstoffe angepasst, und zwar folgendermaßen:

$$[3] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(t) = \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) \times \text{Preis}_{\text{CV}}(1) \text{ Preis}_{\text{CV}}(t)$$

$$+ [V(1)_{\text{Grünstrom}} - V(t)_{\text{Grünstrom}}] / \text{Preis}_{\text{CV}}(t)$$

$$+ [SGK(t) - SGK(1)] / \text{Preis}_{\text{CV}}(t) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

mit

t = 2 bis D;

D, Gewährungszeitraum;

Preis  $CV(t)$ ,  $V(t)_{\text{Grünstrom}}$ , Werte, die für die entsprechenden Jahre bestimmt werden, auf Grundlage der spezifischen Daten der Erweiterung, unter Berücksichtigung der gemäß Abschnitt VI in Anhang 10 vom Minister erlassenen Preise auf den Referenzmärkten.

SGK(t), Aktualisierung des spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffenden Werts, SGK(1), gemäß Abschnitt IV für die entsprechenden Jahre berechnet.

$$[4] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Erweiterung}}(t) = \min(\text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(t); \text{Gewährungssatz}_{\text{neue}}; P) [\text{EUR/MWhe}]$$

mit

Gewährungssatz $_{\text{neue}}$ , Wert des Gewährungssatzes bei Beantragung der Reservierung von grünen Zertifikaten durch den Grünstromerzeuger für eine neue Erzeugereinheit, die der gleichen oder unmittelbar benachbarten Anlagenkategorie zuzuordnen ist;

P, Obergrenze von 2,5 grünen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 bis des Dekrets.

#### IV. Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK)

5. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden berechnet über die gemäß Anhang 10 vom Minister erlassene wirtschaftliche Nutzungsdauer für die Anlagenkategorie, der die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.

6. Die Werte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen, markt- und indexierungsrelevanten Parameter, die zur Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) herangezogen werden, werden gemäß den Abschnitten VI, VII und VIII festgelegt.

7. Gegebenenfalls werden Einnahmen aus der Verwertung der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme (oder der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte) in die Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) einbezogen und von den Erzeugungskosten abgezogen.

8. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden folgendermaßen berechnet:

$$[5] \quad SGK_{\text{Erweiterung}} = \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{(\text{CAPEX}_t + \text{OPEX}_t + \text{FUEL}_t - \text{HEAT}_t - \text{COLD}_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{\text{Eenp}_t}{(1+i)^t}}$$

[EUR/MWhe]

mit

Symbol Einheit Bedeutung

|                         |      |  |
|-------------------------|------|--|
| N                       | Jahr | Wirtschaftliche Nutzungsdauer  |
| t                       | Jahr | Jahr Analysezeitraum, t = -5 bis N<br>t = -5 und -1: Zeitraum förderfähige Investitionen<br>t = 0: Referenzjahr für Aktualisierung<br>t = 1 bis N: Zeitraum mit Stromerzeugung |
| i                       | %    | Aktualisierungsquote   |
| <u>Für t = -5 bis N</u> |      |  |
| CAPEX <sub>t</sub>      | EUR  | Investitionen im Jahr t  |
| <u>Für t &gt; 0</u>     |      |  |
| OPEX <sub>t</sub>       | EUR  | Betriebskosten (außer Brennstoffwerbskosten) Jahr t  |
| FUEL <sub>t</sub>       | EUR  | Brennstoffwerbskosten Jahr t   |
| HEAT <sub>t</sub>       | EUR  | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugter Wärme  |
| COLD <sub>t</sub>       | EUR  | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugter Kälte  |
| Eenp <sub>t</sub>       | MWhe | Nettoenergieerzeugung Jahr t   |

9. Das Referenzdatum für die Aktualisierung (t=0) entspricht dem ersten Tag des Gewährungszeitraums. In den zwölf Monaten vor diesem Datum getätigte förderfähige Investitionen gelten als 1 Jahr vor dem Referenzdatum getätigt (t = -1), diejenigen die zwischen dreizehn und vierundzwanzig Monate davor getätigt wurden gelten als zwei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -2), diejenigen die zwischen fünfundzwanzig und sechsunddreißig Monate davor getätigt wurden gelten als drei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -3), diejenigen die zwischen 37 und 48 Monate davor getätigt wurden gelten als vier Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t=-4) und diejenigen die zwischen 49 und 60 Monate davor getätigt wurden gelten als fünf Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t=-5).

#### V. Jährliche Anpassung der Stromgestehungskosten (SGK)

10. Die jährliche Anpassung (Jahr t) der Stromgestehungskosten, SGK(t), ergibt sich aus der Anwendung der folgenden Formel:

$$[6] \quad [SGK(t) - SGK(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{Q_{KWK}}(t) - V_{Q_{KWK}}(1)) \times \alpha_Q - (V_{F_{KWK}}(t) - V_{F_{KWK}}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [EUR/MWhe]$$

Mit:

$\alpha_E$ , elektrischer Nettowirkungsgrad, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , Preis für das Jahr t des spezifischen Brennstoffmix der Erzeugereinheit;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , Preis des spezifischen Brennstoffmix der Erzeugereinheit bei Beantragung der Reservierung;

$\alpha_Q$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzwärme, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$\alpha_F$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzkälte, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$V_{Q_{KWK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 31 bis 34;

$V_{F_{KWK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für die durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugte Kälte, berechnet gemäß den Bestimmungen unter Punkt 35.

#### VI. Technische, wirtschaftliche und marktrelevante Parameter

##### a. Allgemeines

11. Auf Grundlage des gemäß Artikel 15, § 1 bis/2, Absatz 5 von der Regierung genehmigten Berichts kann der Minister die Schwellenwerte und Obergrenzen für die technischen, wirtschaftlichen und marktrelevanten Parameter, für die ein spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffender Wert verwendet wird, festlegen.
12. In Abwesenheit der im vorhergehenden Punkt beschriebenen Schwellenwerte und Obergrenzen kann die Verwaltung von den vom Antragsteller vorgeschlagenen und ordnungsgemäß begründeten Werten abweichen, wenn sie deren Abwegigkeit nachweist.
13. Der Minister kann eine Obergrenze für den nach Aktenlage berechneten Gewährungssatz festlegen, gegebenenfalls für einzelne Anlagenkategorien.
14. Die unter den Punkten 11 und 13 genannten Erlässe treten frühestens drei Monate nach Veröffentlichung in Kraft, außer sie werden gemeinsam mit dem in Artikel 15, § 1 bis/2, Absatz 5 genannten Erlass beschlossen.

**b. Investitionen**

15. Die zum Austausch eines Generators, der innerhalb des Gewährungszeitraums das Ende seiner Nutzungsdauer erreicht, erforderlichen Investitionen werden vollständig bei der Berechnung der Stromgestehungskosten berücksichtigt. Dieser Austausch hat keine Auswirkungen auf die in Artikel 15 ter/1, § 4 genannten %EE.
16. Nicht direkt mit der Grünstromerzeugung in Zusammenhang stehende Kostenposten sowie Rückbaukosten, wenn diese bereits in der Berechnung einer Förderung der Grünstromerzeugung berücksichtigt wurden, werden nicht berücksichtigt. Die Verwaltung veröffentlicht für jeden Sektor eine unvollständige Liste der nicht förderfähigen Kostenposten.
17. Sind zusätzliche für den Energiebereich spezifische Beihilfen vorgesehen, werden diese berücksichtigt und von den Investitionen abgezogen.
18. Gegebenenfalls wird eine mittlere Wartefrist bis zur tatsächlichen Auszahlung der Beihilfe an den Erzeuger berücksichtigt. Diese mittlere Wartefrist kann je nach Anlagenkategorie variieren.
19. Die Investitionskosten für gemeinsam mit anderen Erzeugereinheiten genutzte Ausrüstung, die noch nicht amortisiert sind und die nicht bei der Berechnung des auf die anderen Erzeugereinheiten anwendbaren Förderniveaus berücksichtigt wurden, werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten berücksichtigt, wobei eine Quote angewendet wird, die dem Verhältnis zwischen der Nettostromerzeugung der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, kumuliert auf die verbleibende Amortisierungsdauer der gemeinsamen Ausrüstung, und der auf denselben Zeitraum kumulierten Nettostromerzeugung der Anlage entspricht.

**c. Betriebskosten**

20. Mit der Bewirtschaftung von Abfällen, fest, flüssig, gasförmig, aus der Grünstromerzeugung verbundene Kosten- und Ertragsposten werden berücksichtigt. Erträge werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) von den Kostenposten abgezogen.
21. Steueraufwendungen werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) nicht berücksichtigt.
22. Die Betriebskosten für gemeinsam mit anderen Erzeugereinheiten genutzte Ausrüstung, die nicht bei der Berechnung des auf die anderen Erzeugereinheiten anwendbaren Förderniveaus berücksichtigt wurden, werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten berücksichtigt, wobei eine Quote angewendet wird, die dem Verhältnis zwischen der Nettostromerzeugung der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, kumuliert auf die verbleibende Amortisierungsdauer der gemeinsamen Ausrüstung, und der auf denselben Zeitraum kumulierten Nettostromerzeugung der Anlage entspricht.

**d. Kosten für Brennstoffe**

23. Der Brennstoffpreis wird auf Grundlage des Brennstoffmix berechnet, der spezifisch auf die Erzeugereinheit zutrifft, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.

24. Zur Verringerung des Risikos von Nutzungskonflikten, wenn diese Brennstoffe auch als Rohstoff verwertet werden können, darf der Brennstoffpreis die auf dem belgischen Markt beobachteten Preise für eine Verwertung als Rohstoff nach Anwendung eines Abschlags nicht überschreiten. Deshalb wird der Wert jedes Brennstoffs, der zu einem in Punkt 23 beschriebenen spezifischen Brennstoffmix gezählt werden soll, folgendermaßen berechnet:

$$[7] \quad V_{\text{Brennstoff}} = \min[V_{\text{Brennstoff Energie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{Brennstoff Rohstoff}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

mit

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{Brennstoff Energie}}$ :  | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Energieerzeugung  | [EUR/Tonne] |
| $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ : | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Nutzung als Rohstoff  | [EUR/Tonne] |
| Y                                  | Der für $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ angewendete Abschlag wird vom Minister festgelegt, um bei einer möglichen Nutzung als Rohstoff die Nutzung zur Energieerzeugung zu vermeiden. | %           |

25. Die vom Minister festgelegten Obergrenzen für Brennstoffpreise entsprechen gemäß Anhang 10 den für jeden Referenzbrennstoffmix festgelegten Referenzwerten.

26. Die vom Minister festgelegten Obergrenzen für die Brennstoffpreise können auf den auf andere Brennstoffe anwendbaren Referenzwerten oder auf einer nicht energetischen Nutzung des Brennstoffs beruhen.

#### e. Wert des erzeugten Grünstroms

27. Der Wert für den erzeugten Grünstrom kann für jede Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, variieren.

28. Der Wert für den erzeugten Grünstrom wird mit der folgenden Formel berechnet:

$$[8] \quad V_{\text{GRÜNSTROM}} = (1-\square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Mit

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , der Referenzwert für den Großhandelspreis in Belgien;
- $\square$ , der aufgrund der spezifischen Merkmale der Erzeugereinheit, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, insbesondere Kapazität, Anschlussniveau und unregelmäßige Erzeugung, unter Berücksichtigung des sogenannten „Kannibalisierungseffekts“, anzuwendende Abschlag;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , Verkaufspreis des für die Einspeisung (INJ) von grünem Strom durch die wesentliche Erzeugereinheit einer Erweiterung ins Netz verliehenen Herkunftsgarantielabels (LGO);
- $T_{\text{INJ}}$ , vom Netzbetreiber angewendeter Einspeisetarif für den erzeugten Strom der wesentlichen Erzeugereinheit einer Erweiterung.

29. Der Referenzwert für den Großhandelsverkaufspreis in Belgien ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) ist der auf den „Future-Märkten“ für eine Baseload-Stromversorgung im Elia-Netz („Belgian Power Base Load Futures“) beobachtete. Dieser Wert entspricht dem arithmetischen Mittel der Tagespreise (Schlusskurs) ICE Endex unter der Rubrik „Belgian Power Base Load Futures“ für Lieferungen von 1, 2 und 3 Jahren, beobachtet über einen Zeitraum von zwölf Monaten.

30. Je nach den auf dem belgischen Markt beobachteten Entwicklungen kann der Minister die festgelegten Modalitäten zur Bestimmung der verwendeten Referenzwerte, insbesondere Marktindizes und betrachtete Zeiträume, ändern.

**f. Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme**

31. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme ( $V_{Q\_KWK}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch einen Referenzheizkessel erzeugte Wärme unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem spezifischen Brennstoffmix der Erzeugeranlage, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, ähnlich ist, berechnet:

$$[9] \quad V_{Q\_KWK} = \min (P_{\text{Fuel Mix}} / \eta_{q \text{ Fuel Mix}} ; P_{\text{Erdgas}} / \eta_{q \text{ Erdgas}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

$P_{\text{Fuel Mix}}$ , Preis des spezifischen Brennstoffmix der Erzeugereinheit;

$\eta_{q \text{ Fuel Mix}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für den spezifischen Brennstoffmix der Erzeugereinheit;

$P_{\text{Erdgas}}$ , Referenzpreis für Erdgas;

$\eta_{q \text{ Erdgas}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für Erdgas.

32. Der Wert des Preises für den Brennstoffmix ( $P_{\text{Fuel Mix}}$ ) ist derjenige, der gemäß den Punkten 23 bis 26 gewählt wird.

33. Die Werte für den Wirkungsgrad der Referenzheizkessel ( $\eta_{q \text{ Fuel Mix}}$  und  $\eta_{q \text{ Erdgas}}$ ) können je nach Anlagenkategorie variieren.

34. Die Werte für die Wirkungsgrade der Referenzheizkessel sind diejenigen, die der Minister in Anwendung des Anhangs 10 erlässt.

**g. Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte**

35. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte ( $V_{F\_KWKK}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch eine Referenzabsorptionskältemaschine erzeugte Kälte unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem spezifischen Brennstoffmix der Erzeugeranlage, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt, ähnlich ist, berechnet:

$$[10] \quad V_{F\_KWKK} = \min (V_{Q\_KWK} / \text{COP}_{\text{abs}}; V_{\text{GRÜNSTROM}} / \text{COP}_{\text{comp}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

$V_{Q\_KWK}$ , der Wert für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 31 bis 34;

$V_{\text{GRÜNSTROM}}$ , der Wert des erzeugten Grünstroms, berechnet gemäß den Punkten 27 bis 30;

$\text{COP}_{\text{abs}}$ , Leistungszahl für eine Referenzabsorptionskältemaschine;

$\text{COP}_{\text{comp}}$ , Leistungszahl für eine Referenzkompressionskältemaschine.

**VII. Finanzielle Parameter**

36. Die Werte der finanziellen Parameter, insbesondere die gewichteten durchschnittlichen Kapitalkosten (WACC), sind diejenigen, die gemäß Anhang 10 festgelegt wurden und auf die Anlagenkategorie anwendbar sind, unter die die Erzeugereinheit fällt, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.

**VIII. Indexierungsparameter**

37. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden unter Berücksichtigung einer pauschalen Indexierung der Wartungskosten und anderer Betriebskosten außer Brennstoffen berechnet.

38. Diejenigen Parameter, die gemäß Punkt 4 einer jährlichen Anpassung unterliegen (Brennstoffpreis, Preis der grünen Zertifikate und Wert des erzeugten Stroms), unterliegen nicht der pauschalen Indexierung.

39. Die Werte der Indexierungsparameter werden als über die wirtschaftliche Nutzungsdauer konstant angenommen.

40. Die Werte der Indexierungsparameter können je nach Anlagenkategorie variieren.

41. Die Werte der Indexierungsparameter sind diejenigen, die gemäß Anhang 10 festgelegt wurden und auf die Anlagenkategorie anwendbar sind, unter die die Erzeugereinheit fällt, die unter die auf Erweiterungen anwendbare Förderregelung fällt.



**IX. Starke Abweichung**

42. In Anwendung des Artikels 15 ter/1, § 6 ist eine Abweichung von den im Antragsdossier zur Reservierung von grünen Zertifikaten angegebenen Maßnahmen in den folgenden Fällen als starke Abweichung anzusehen:

- a) wenn eine Änderung der technischen oder wirtschaftlichen Merkmale zu einer Herabstufung in eine Anlagenkategorie mit einem niedrigeren Gewährungssatz<sup>ZErweiterung</sup> führt.
- b) wenn eine Abweichung unbeschadet Punkt 4 eine Verringerung der Stromgestehungskosten (SGK) um mehr als zehn Prozent herbeiführt“.

**Art. 14** - Anhang 12 in demselben Erlass lautet wie folgt:

Anhang 12 Methode zur Berechnung des Gewährungssatzes Verlängerung, wie in Artikel 15 ter/2 beschrieben

**I. Begriffsbestimmungen**

Anlagenkategorie:

Die vom Minister erlassene Kategorie auf Grundlage einer Kombination der folgenden Kriterien:

1. Grünstromerzeugungssektor (wie in Anhang 5 erwähnt),
2. Technologie der Grünstromerzeugung,
3. Energiequelle/Brennstoff,
4. Leistungsklasse der Anlage oder der Erzeugereinheit,
5. Kategorie des Verbrauchers oder der Verbraucherin, der oder die den erzeugten Grünstrom vollständig oder teilweise verbraucht,

Verbraucherkategorie

Die vom Minister erlassene Kategorie auf Grundlage einer Kombination der folgenden Kriterien:

1. Jahresverbrauch (eigene Erzeugung und Zukauf),
2. Netzanschlussleistung und/oder -niveau,
3. öffentliches Netz, an das die Anlage angeschlossen ist,
4. Branche des Verbrauchers oder der Verbraucherin, der oder die den erzeugten Grünstrom vollständig oder teilweise verbraucht,

Der Fall der Verlängerung

Der in Artikel 15 ter/2, § 1 beschriebene Fall wird auf Grundlage der Bestimmungen der vorliegenden Methode für jede Anlagenkategorie vom Minister erlassen.

Dauer der Verlängerung (n)

Dauer des neuen Gewährungszeitraums für grüne Zertifikate, vom Minister erlassen für einen Verlängerungsfall unter Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses.

|   |   |
|---|---|
| Gewährungssatz <sup>Verlängerung</sup>            | Der Gewährungssatz für grüne Zertifikate im Rahmen der in Artikel 15 ter/2 vorgesehenen Verlängerungsregelung und anwendbar auf einen gegebenen Verlängerungsfall.  |
| Referenzanlage                                    | Anlage, die durch eine Anzahl von den technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parametern zugeordneten Referenzwerten definiert wird, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes<sup>Verlängerung</sup></i> herangezogen werden und einen gegebenen Verlängerungsfall charakterisieren.  |
| Technische Parameter                              | Alle technischen Parameter, insbesondere die Leistungen und Wirkungsgrade, der CO <sub>2</sub> -Ausstoßfaktor und die Nutzungsdauer, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes<sup>Verlängerung</sup></i> für einen gegebenen Verlängerungsfall herangezogen werden.   |
| Wirtschaftliche Parameter                         | Alle wirtschaftlichen Parameter, insbesondere förderfähige Investitionskosten – CAPEX sowie förderfähige Betriebs- und Wartungskosten – OPEX, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes<sup>Verlängerung</sup></i> für einen gegebenen Verlängerungsfall herangezogen werden.  |
| Finanzielle Parameter<br>Marktrelevante Parameter | Alle finanziellen Parameter, insbesondere die gewichteten durchschnittlichen Kapitalkosten und die wirtschaftliche Nutzungsdauer, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes<sup>Verlängerung</sup></i> eines gegebenen Verlängerungsfalles herangezogen werden.<br>Alle marktrelevanten Parameter, insbesondere der Verkaufspreis des erzeugten Grünstroms, der Preis für die Biomasse, der Kaufpreis für Erdgas, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme, der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte und der Wert der grünen Zertifikate, die zur Berechnung des <i>Gewährungssatzes<sup>Verlängerung</sup></i> für einen gegebenen Verlängerungsfall herangezogen werden. |

Gewichtete durchschnittliche Kapitalkosten (WACC) Kapitalkosten für ein Investitionsprojekt in einem gegebenen Verlängerungsfall. Diese Kosten berücksichtigen den relativen Anteil der verschiedenen möglichen Finanzierungsquellen (Eigenkapital und Fremdkapital), die Fremdkapitalkosten auf den Kapitalmärkten und die für jeden gegebenen Verlängerungsfall spezifischen Risikoprämien.

## II. Gegenstand

1. Die vorliegende Methode definiert die Grundsätze zur Berechnung des *Gewährungssatzes<sub>Verlängerung</sub>*, die für jeden Verlängerungsfall zur Anwendung kommen, sowie die für diese Berechnung herangezogenen technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter.

## III. Grundsätze

2. Der Minister erlässt die Anlagenkategorien, die Verbraucherkategorien sowie die Verlängerungsfälle unter die die verschiedenen Erzeugereinheiten fallen, die die in Artikel 15 ter/2 vorgesehenen Verlängerungsbedingungen erfüllen. Der erste Ministerialerlass, der die Anlagenkategorien, die Verbraucherkategorien und die Verlängerungsfälle festlegt, tritt am zehnten Tag nach Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Der Ministerialerlass, der eine Anlagenkategorie, eine Verbraucherkategorie oder einen Verlängerungsfall ändert, tritt drei Monate nach Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Die Verwaltung veröffentlicht einen unverbindlichen Zeitplan für die Revision der Anlagenkategorien, der Verbraucherkategorien und der Verlängerungsfälle.

3. Der Minister erlässt für jeden von ihm definierten Verlängerungsfall einen Wert für den *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>*.

4. Der im ersten Jahr anwendbare *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* („*Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* (1)“) ist derjenige, der bei Beantragung der Verlängerung durch den Grünstromerzeuger in Kraft ist.

5. Der Wert des *Gewährungssatzes<sub>Verlängerung</sub>* wird pauschal auf Grundlage einer repräsentativen und an den betreffenden Verlängerungsfall angepassten Referenzanlage unter Berücksichtigung der für diese Anlage gültigen Referenzwerte für die technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter berechnet.

6. Für den Fall, dass der Erzeuger wünscht, dass zur Berechnung seines *Gewährungssatzes* die spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte verwendet werden, wird der *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* abweichend von Punkt 3 von der Verwaltung auf Grundlage der vorliegenden Methode, abweichend vom vorhergehenden Punkt, für einige technische und wirtschaftliche Parameter unter Berücksichtigung der spezifisch auf seine Anlage zutreffenden Werte anstelle der im vorhergehenden Punkt genannten Referenzwerte berechnet. Gemäß Punkt 60 der vorliegenden Methode, definiert der Minister die technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die somit die spezifisch auf diejenige Erzeugereinheit zutreffenden Werte eingesetzt werden können, für die der *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* berechnet wird.

7. Der *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* (1) wird so bestimmt, dass während des Verlängerungszeitraums die Differenz zwischen den Stromgestehungskosten, SGK(1), berechnet gemäß Abschnitt IV, und dem vom Minister erlassenen Wert, gemäß Abschnitt VI, für das erste Jahr der Grünstromerzeugung  $V(1)_{\text{Grünstrom}}$  kompensiert wird. Der *Gewährungssatz<sub>Verlängerung</sub>* (1) wird folgendermaßen berechnet:

$$[1] \quad \text{Gewährungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) = \max [0; \text{SGK}(1) - V(1)_{\text{Grünstrom}} \square / \text{Preis}_{\text{CV}}(1) \text{ [EUR/MWhe]}]$$

[2]  $\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Verl\u00e4ngerung}}(1) = \min(\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Kompensation}}(1); \text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{neue}}; P)$  [EUR/MWhe]

Mit

SGK (1), der gem\u00e4\u00df Abschnitt V bei Beantragung der Verl\u00e4ngerung durch den Gr\u00fcnstromerzeuger berechnete Wert;

V(1)  $_{\text{Gr\u00fcnstrom}}$ , vom Minister gem\u00e4\u00df Abschnitt VIII f\u00fcr das erste Jahr erlassener Referenzwert; Preis  $_{\text{CV}}$ , vom Minister oder seinem Vertreter gem\u00e4\u00df Abschnitt VIII f\u00fcr das erste Jahr erlassener Wert des gr\u00fcnen Zertifikats (CV);

$\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{neue}}$ , Wert des Gew\u00e4hrungssatzes bei Beantragung der Verl\u00e4ngerung durch den Gr\u00fcnstromerzeuger f\u00fcr eine neue Erzeugereinheit, die der gleichen oder unmittelbar benachbarten Anlagenkategorie zuzuordnen ist;

P, Obergrenze von 2,5 gr\u00fcnen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 *bis* des Dekrets.

8. Der auf eine Erzeugereinheit, die unter die Verl\u00e4ngerungsregelung f\u00e4llt, anwendbare *Gew\u00e4hrungssatz<sub>Verl\u00e4ngerung</sub>* wird anschlie\u00dfend zu jedem Jahrestag ab Beginn des Verl\u00e4ngerungszeitraums entsprechend der Entwicklung der Marktpreise f\u00fcr Gr\u00fcnstrom, gr\u00fcne Zertifikate und gegebenenfalls Brennstoffe angepasst, und zwar folgenderma\u00dfen:

[3]  $\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Kompensation}}(t) = \text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Kompensation}}(1) \times \text{Preis}_{\text{CV}}(1) / \text{Preis}_{\text{CV}}(t)$

+  $[\text{V}(1)_{\text{Gr\u00fcnstrom}} - \text{V}(t)_{\text{Gr\u00fcnstrom}}] / \text{Preis}_{\text{CV}}(t)$

+  $[\text{SGK}(t) - \text{SGK}(1)] / \text{Preis}_{\text{CV}}(t)$  [EUR/MWhe]

mit

t = 2 bis D;

D, Gew\u00e4hrungszeitraum;

Preis  $_{\text{CV}}(t)$ , V(t)  $_{\text{Gr\u00fcnstrom}}$  und SGK(t), vom Minister gem\u00e4\u00df Abschnitt VIII erlassene Referenzwerte f\u00fcr die entsprechenden Jahre;

SGK(t), Aktualisierung des spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffenden Werts, SGK (1), gem\u00e4\u00df Abschnitt V f\u00fcr die entsprechenden Jahre berechnet.

[4]  $\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Verl\u00e4ngerung}}(t) = \min(\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{Kompensation}}(t); \text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{neue}}; P)$  [EUR/MWhe]

mit

$\text{Gew\u00e4hrungssatz}_{\text{neue}}$ , Wert des Gew\u00e4hrungssatzes bei Beantragung der Verl\u00e4ngerung durch den Gr\u00fcnstromerzeuger f\u00fcr eine neue Erzeugereinheit, die der gleichen oder unmittelbar benachbarten Anlagenkategorie zuzuordnen ist;

P, Obergrenze von 2,5 gr\u00fcnen Zertifikaten je erzeugter elektrischer Netto-MWh, festgelegt in Artikel 38, § 6 *bis* des Dekrets

#### IV. Dauer der Verl\u00e4ngerung

9. Die Dauer des neuen Gew\u00e4hrungszeitraums f\u00fcr gr\u00fcne Zertifikate wird vom Minister f\u00fcr jeden von ihm definierten Verl\u00e4ngerungsfall erlassen.

10. Unbeschadet der in Artikel 15 *ter*/2, § 1 vorgesehenen Beschr\u00e4nkungen entspricht die vom Minister erlassene Verl\u00e4ngerungsdauer der wirtschaftlichen Referenznutzungsdauer f\u00fcr jeden betrachteten Verl\u00e4ngerungsfall.

#### V. Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK)

11. Unbeschadet Abschnitt X, werden die Stromgestehungskosten (SGK) f\u00fcr eine an den entsprechenden Verl\u00e4ngerungsfall angepasste und repr\u00e4sentative Referenzanlage berechnet.

12. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden \u00fcber die f\u00fcr den entsprechenden Verl\u00e4ngerungsfall vom Minister erlassene Verl\u00e4ngerungsdauer berechnet.

13. Die Werte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter zur Charakterisierung dieser Referenzanlage werden vom Minister erlassen.

14. Gegebenenfalls werden Einnahmen aus der Verwertung der durch Kraft-W\u00e4rme-Kopplung erzeugten W\u00e4rme (oder der durch Kraft-W\u00e4rme-K\u00e4lte-Kopplung erzeugten K\u00e4lte)

in die Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) einbezogen und von den Erzeugungskosten abgezogen.

15. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden folgendermaßen berechnet:

$$[5] \quad SGK = \frac{\sum_{t=-3}^N \frac{(CAPEX_t + OPEX_t + FUEL_t - HEAT_t - COLD_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{Eenp_t}{(1+i)^t}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

mit

| Symbol                  | Einheit | Bedeutung  |
|-------------------------|---------|--|
| N                       | Jahr    | Dauer der Verlängerung   |
| t                       | Jahr    | Jahr Analysezeitraum, t = -3 bis N<br>t = -3 und -1: Zeitraum förderfähige Investitionen<br>t = 0: Referenzjahr für Aktualisierung<br>t = 1 bis N: Zeitraum mit Stromerzeugung |
| i                       | %       | Aktualisierungsquote   |
| <u>Für t = -3 bis N</u> |         |  |
| CAPEX <sub>t</sub>      | EUR     | Investitionen Jahr t außer diejenigen, die bereits im vorherigen Gewährungszeitraum zur Berechnung der Förderung berücksichtigt wurden   |
| <u>Für t &gt; 0</u>     |         |  |
| OPEX <sub>t</sub>       | EUR     | Betriebskosten (außer Brennstoffwerbskosten) Jahr t außer diejenigen, die bereits im vorherigen Gewährungszeitraum zur Berechnung der Förderung berücksichtigt wurden          |
| FUEL <sub>t</sub>       | EUR     | Brennstoffwerbskosten Jahr t außer diejenigen, die bereits im vorherigen Gewährungszeitraum zur Berechnung der Förderung berücksichtigt wurden                                 |
| HEAT <sub>t</sub>       | EUR     | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugter Wärme  |
| COLD <sub>t</sub>       | EUR     | Einnahmen im Jahr t aus der Verwertung von durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugter Kälte  |
| Eenp <sub>t</sub>       | MWhe    | Nettoenergieerzeugung Jahr t   |

16. Das Referenzdatum für die Aktualisierung (t=0) entspricht dem ersten Tag des Verlängerungszeitraums. In den 12 Monaten vor diesem Datum getätigte förderfähige Investitionen gelten als 1 Jahr vor dem Referenzdatum getätigt (t = -1), diejenigen die zwischen 13 und 24 Monate davor getätigt wurden gelten als zwei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -2) und diejenigen die zwischen 25 und 36 Monate davor getätigt wurden gelten als drei Jahre vor dem Referenzdatum getätigt (t = -3).

#### VI. Jährliche Anpassung der Stromgestehungskosten (SGK)

17. Die jährliche Anpassung (Jahr t) der Stromgestehungskosten, SGK(t), ergibt sich aus der Anwendung der folgenden Formel:

$$[6] \quad [SGK(t) - SGK(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QKWK}(t) - V_{QKWK}(1)) \times \alpha_Q - (V_{FKWKK}(t) - V_{FKWKK}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Mit:

$\alpha_E$ , elektrischer Nettowirkungsgrad, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr t für den Referenzpreis des Brennstoffmix des Verlängerungsfalles;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , der Referenzwert bei Beantragung der Verlängerung für den Referenzpreis des Brennstoffmix des Verlängerungsfalles;



$a_Q$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzwärme, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$a_F$ , thermischer Nettowirkungsgrad Nutzkälte, wie in der in Artikel 9 des vorliegenden Erlasses genannten Messordnung definiert, der Referenzanlage, der zur Bestimmung des Wertes der SGK (1) verwendet wird;

$V_{Q_{KWK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr  $t$  für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 47 bis 49;

$V_{F_{KWKK}}(t)$ , der Referenzwert für das Jahr  $t$  für die durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugte Kälte, berechnet gemäß den Bestimmungen unter Punkt 50.

## VII. Verlängerungsfall

### a. Klassifizierungskriterium

18. Innerhalb einer Anlagenkategorie sind verschiedene Verlängerungsfälle definiert, und zwar auf Grundlage eines wirtschaftlichen Parameters „ $Ratio_{CAPEX}$ “, der dem Verhältnis zwischen der Höhe der Investitionen im Zusammenhang mit der Verlängerung und der Höhe der Investitionen bei einer neuen Referenzanlage der gleichen Kategorie entspricht.

19. Für jede Anlagenkategorie werden die verschiedenen Verlängerungsfälle in Form von Klassen definiert, wobei jede Klasse durch einen Minimalwert und einen Maximalwert definiert ist. Der Maximalwert darf nicht mehr als 100 % betragen. Zwischen diesen beiden Werten liegen die möglichen Werte des  $Ratio_{CAPEX}$  des betrachteten Verlängerungsfalles.

### b. Berechnung $Gewährungssatz_{Verlängerung}$

20. Für jede Klasse wird der pauschale  $Gewährungssatz_{Verlängerung}$  vom Minister erlassen, indem der entsprechende Medianwert des  $Ratio_{CAPEX}$  in die Berechnung der SGK einbezogen wird.

### c. Klassifizierung der Anträge

21. Um bestimmen zu können, unter welchem Verlängerungsfall ein Verlängerungsantrag fällt, wird der Wert des  $Ratio_{CAPEX}$  auf Grundlage des vom Erzeuger in seinem Verlängerungsantrag vorgelegten Investitionsprogramms mithilfe der folgenden Formel berechnet:

$$[7] \quad Ratio_{CAPEX} = \frac{\sum_{t=-3}^n \left( \frac{CAPEX_t}{(1+i)^t} \right)}{I_{ref,Kategorie}} \quad [%]$$

mit

| Symbol              | Einheit | Bedeutung  |
|---------------------|---------|--|
| $n$                 | Jahr    | Dauer der Verlängerung   |
| $t$                 | Jahr    | Jahr Analysezeitraum, $t = -3$ bis $n$   |
| $i$                 | %       |  |
| $CAPEX_t$           | EUR     | Investitionen Jahr $t$ außer diejenigen, die bereits im vorherigen Gewährungszeitraum zur Berechnung der Förderung berücksichtigt wurden |
| $I_{ref,Kategorie}$ | EUR     | Investitionen in eine neue Referenzanlage, die unter die gleiche Anlagenkategorie fällt  |

22. Je nach berechnetem Wert des  $Ratio_{CAPEX}$  wird der vom Erzeuger eingereichte Verlängerungsantrag einer der vom Minister erlassenen Klassen für die Anlagenkategorie, unter die der Verlängerungsantrag fällt, zugeordnet.

23. Die innerhalb von sechsunddreißig Monaten vor Beginn des Verlängerungszeitraums getätigten förderfähigen Investitionen können bei der Berechnung des  $Ratio_{CAPEX}$  berücksichtigt werden, vorausgesetzt, dass der Erzeuger nachweist, dass diese Ausgaben für eine Aufrechterhaltung der Grünstromerzeugung während des Verlängerungszeitraums erforderlich sind und dass sie, wie einer eidesstattlichen Erklärung erklärt, nicht während des vorausgehenden Gewährungszeitraums kompensiert wurden. Diese Investitionsausgaben

werden gemäß den für die Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) vorgesehenen Bestimmungen aktualisiert, vorausgesetzt, dass die von diesen Ausgaben betroffene Ausrüstung nicht vor Beginn des Verlängerungszeitraums in Betrieb genommen wird. Im Falle, dass die von diesen Ausgaben betroffene Ausrüstung vor Beginn des Verlängerungszeitraums in Betrieb genommen wird, werden die Ausgaben nicht aktualisiert und nur der am Ende des ersten Gewährungszeitraums der grünen Zertifikate nicht amortisierte Teil dieser Ausrüstung kann als Investition bei der Berechnung des  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  berücksichtigt werden.

24. Im Falle einer Verlängerung einer Erzeugereinheit, die Ausrüstung gemeinsam mit anderen Erzeugereinheiten für grünen Strom oder Gas aus erneuerbaren Rohstoffen verwendet, und wenn der Erzeuger nachweist, dass diese gemeinsame Ausrüstung zum Aufrechterhalten der Stromerzeugung während des Verlängerungszeitraums erforderlich ist, kann der zum Ende des ersten Gewährungszeitraums der grünen Zertifikate nicht amortisierte Teil dieser Ausrüstung als Investition bei der Berechnung des  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$  entsprechend der betreffenden Energieströme für diese gemeinsame Ausrüstung berücksichtigt werden.

### **VIII. Technische, wirtschaftliche, finanzielle und marktrelevante Parameter**

#### **a. Allgemeines**

25. Die Referenzwerte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter, die zur Charakterisierung eines Verlängerungsfalles dienen, werden vom Minister entsprechend den Bestimmungen der vorliegenden Methode erlassen.

26. Zur Bestimmung der Referenzwerte der technischen, wirtschaftlichen, finanziellen und marktrelevanten Parameter, die einen Verlängerungsfall charakterisieren, verwendet der Minister die ihm zur Verfügung stehenden Daten, insbesondere die von den Erzeugern und Projektentwicklern im Rahmen der Anträge auf Reservierung von grünen Zertifikaten bei der Verwaltung übermittelten Daten sowie die von den Behörden in angrenzenden oder mit der Wallonischen Region vergleichbaren Regionen und Ländern veröffentlichten Daten.

27. Die zum Austausch eines Generators, der innerhalb des Verlängerungszeitraums das Ende seiner Nutzungsdauer erreicht, erforderlichen Investitionen werden vollständig bei der Berechnung der Stromgestehungskosten berücksichtigt. Dieser Austausch hat keine Auswirkungen auf die in Artikel 15 ter/2, § 5 genannten %EE.

28. Nicht direkt mit der Grünstromerzeugung in Zusammenhang stehende Kostenposten sowie Rückbaukosten am Ende des vorhergehenden Gewährungszeitraums, wenn diese bereits in der Berechnung einer Förderung der Grünstromerzeugung berücksichtigt wurden, werden nicht berücksichtigt. Die Verwaltung veröffentlicht für jeden Sektor eine unvollständige Liste der nicht förderfähigen Kostenposten.

29. Mit der Bewirtschaftung von Abfällen, fest, flüssig, gasförmig, aus der Grünstromerzeugung verbundene Kosten- und Ertragsposten werden berücksichtigt. Erträge werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) von den Kostenposten abgezogen.

30. Steueraufwendungen werden bei der Berechnung der Stromgestehungskosten (SGK) nicht berücksichtigt.

#### **b. Aktualisierungsquote**

31. Die für jeden Verlängerungsfall angewendeten Aktualisierungsquoten sind nominale Quoten vor Steuern.

32. Die für einen Verlängerungsfall angewendete Aktualisierungsquote  $i$  entspricht dem Wert der WACC der für diesen Verlängerungsfall festgelegten Referenzanlage.

[8]  $i = \text{WACC}$

33. Die WACC werden auf Grundlage der folgenden Formel berechnet, die den relativen Anteil der verschiedenen möglichen Finanzierungsquellen (Eigenkapital und Fremdkapital), die Fremdkapitalkosten auf den Kapitalmärkten und die für jeden Verlängerungsfall spezifischen Risikoprämien berücksichtigt.

[9]  $\text{WACC} = \alpha \times r_E + (1 - \alpha) \times r_D$

Mit

- Anteil an für den entsprechenden Verlängerungsfall betrachtetem Eigenkapital;
- $r_E$  für den entsprechenden Verlängerungsfall betrachtete Eigenkapitalrendite unter Berücksichtigung der für den Verlängerungsfall spezifischen Risikoprämien;
- $r_D$  Zinssatz für den Anteil an Fremdkapital.

**c. Kosten für Brennstoffe**

34. Für jeden Verlängerungsfall, der unter eine Anlagenkategorie fällt, die Brennstoff verwendet, wird ein Brennstoffmix definiert.

35. Jeder Referenzbrennstoffmix wird so definiert, dass das Risiko von Nutzungskonflikten gering bleibt und die Hierarchie der Nutzung der Abfälle respektiert wird.

36. Für jeden Referenzbrennstoffmix wird ein Referenzpreis auf der Grundlage der Preise festgelegt, die in den vorangegangenen zwölf Monaten auf dem belgischen Markt beobachtet wurden.

37. Zur Verringerung des Risikos von Nutzungskonflikten, wenn diese Brennstoffe auch als Rohstoff verwertet werden können, dürfen die Referenzwerte die auf dem belgischen Markt beobachteten Preise für eine Verwertung als Rohstoff nach Anwendung eines Abschlags nicht überschreiten. Deshalb wird der Wert eines Brennstoffs, der zu einem in Punkt 34 beschriebenen Referenzbrennstoffmix gezählt werden soll, folgendermaßen berechnet:

$$[10] \quad V_{\text{Brennstoff}} = \min[V_{\text{Brennstoff Energie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{Brennstoff Rohstoff}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

mit

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{Brennstoff Energie}}$ :  | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Energieerzeugung  | [EUR/Tonne] |
| $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ : | Auf dem Markt beobachteter Preis des Brennstoffmaterials für die Nutzung als Rohstoff  | [EUR/Tonne] |
| Y                                  | Der für $V_{\text{Brennstoff Rohstoff}}$ angewendete Abschlag wird vom Minister festgelegt, um bei einer möglichen Nutzung als Rohstoff die Nutzung zur Energieerzeugung zu vermeiden. | %           |

38. Jeder Referenzbrennstoffmix, die entsprechenden Referenzpreise sowie die Abschläge werden vom Minister erlassen.

39. Die Referenzwerte für den Preis von fossilen Brennstoffen werden auf Grundlage der auf den belgischen Markt anwendbaren „Future-Preise“ und auf Grundlage der von EUROSTAT veröffentlichten Daten zu „All-in-Preisen“ für Verbraucher oder der von der wallonischen Kommission für Energie CWaPE oder der Regulierungskommission für Strom und Gas CREG veröffentlichten Daten festgelegt.

40. Der Minister gibt die festgelegten Modalitäten zur Bestimmung der für fossile Brennstoffe verwendeten Referenzwerte an, insbesondere Marktindizes und betrachtete Zeiträume.

**d. Wert der grünen Zertifikate**

41. Der Wert eines grünen Zertifikats ist das Maximum zwischen dem von der Regierung für die in Artikel 40 des Dekrets vorgesehene Abnahmepflicht des örtlichen Energielieferanten festgelegten Preis und dem Mittel der über einen Zeitraum von zwölf Monaten beobachteten in der aktuellsten Veröffentlichung der Verwaltung erschienenen Werte.

**e. Wert des erzeugten Grünstroms**

42. Der Referenzwert für den erzeugten Grünstrom kann je nach Verlängerungsfall variieren.

43. Der Referenzwert für den erzeugten Grünstrom wird mit der folgenden Formel berechnet:

$$[11] \quad V_{\text{GRÜNSTROM}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Mit

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , der Referenzwert für den Großhandelspreis in Belgien;
- $\square$ , der aufgrund der Merkmale der Anlagenkategorie, insbesondere Kapazität, Anschlussniveau und unregelmäßige Erzeugung, unter Berücksichtigung des sogenannten „Kannibalisierungseffekts“, anzuwendende Abschlag;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , Verkaufspreis des für die Einspeisung (INJ) von grünem Strom ins Netz verliehenen Herkunftsgarantielabels (LGO);
- $T_{\text{INJ}}$ , vom Netzbetreiber angewendeter Einspeisetarif.

44. Der Referenzwert für den Großhandelsverkaufspreis in Belgien ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) ist der auf den „Future-Märkten“ für eine Baseload-Stromversorgung im Elia-Netz („Belgian Power Base Load Futures“) beobachtete. Dieser Wert entspricht dem arithmetischen Mittel der Tagespreise (Schlusskurs) ICE Endex unter der Rubrik „Belgian Power Base Load Futures“ für Lieferungen von 1, 2 und 3 Jahren, beobachtet über einen Zeitraum von zwölf Monaten.

45. Der je Anlagenkategorie anzuwendende Abschlag  $\lambda$  entspricht dem Verhältnis zwischen dem für diese Kategorie beobachteten mittleren Preis und dem Großhandelsverkaufspreis in Belgien. Zu diesem Zweck senden die Grünstromerzeuger vierteljährlich die Rechnungen über ihre Stromabsätze an die Verwaltung.

46. Je nach den auf dem belgischen Markt beobachteten Entwicklungen kann der Minister die festgelegten Modalitäten zur Bestimmung der verwendeten Referenzwerte, insbesondere Marktindizes und betrachtete Zeiträume, ändern.

**f. Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme**

47. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Wärme ( $V_{\text{Q\_KWK}}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch einen Referenzheizkessel erzeugte Wärme unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem für den Verlängerungsfall verwendeten Referenzbrennstoffmix ähnlich ist, berechnet:

$$[12] \quad V_{\text{Q\_KWK}} = \min (P_{\text{Fuel Mix}} / \square_{\text{q Fuel Mix}}; P_{\text{Erdgas}} / \square_{\text{q Erdgas}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

- $P_{\text{Fuel Mix}}$ , Referenzpreis des Brennstoffmix des Verlängerungsfalles;
- $\square_{\text{q Fuel Mix}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für den entsprechenden Brennstoffmix;
- $P_{\text{Erdgas}}$ , Referenzpreis für Erdgas;
- $\square_{\text{q Erdgas}}$ , Wirkungsgrad des Referenzheizkessels für Erdgas.

48. Der Wert für den Preis für den Brennstoffmix ( $P_{\text{Fuel Mix}}$ ) ist identisch mit dem für den Referenzbrennstoffmix des Verlängerungsfalles.

49. Die Werte für den Wirkungsgrad der Referenzheizkessel ( $\square_{\text{q Fuel Mix}}$  und  $\square_{\text{q Erdgas}}$ ) können je nach Verlängerungsfall variieren. Der Minister erlässt die Werte für den Wirkungsgrad der Referenzheizkessel.

**g. Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte**

50. Der Wert der durch Kraft-Wärme-Kälte-Kopplung erzeugten Kälte ( $V_{\text{F\_KWKK}}$ ) wird auf Grundlage der vermiedenen Kosten für die durch eine Referenzabsorptionskältemaschine erzeugte Kälte unter Verwendung eines Brennstoffmix, der dem für die Anlagenkategorie verwendeten Referenzbrennstoffmix ähnlich ist, berechnet:

$$[13] \quad V_{\text{F\_KWKK}} = \min (V_{\text{Q\_KWK}} / \text{COP}_{\text{abs}}; V_{\text{GRÜNSTROM}} / \text{COP}_{\text{comp}}) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Mit

$V_{\text{Q\_KWK}}$ , der Wert für die durch Kraft-Wärme-Kopplung erzeugte Wärme, berechnet gemäß den Punkten 47 bis 49;

$V_{\text{GRÜNSTROM}}$ , der Wert des erzeugten Grünstroms, berechnet gemäß den Punkten 42 bis 46;

COP\_abs, Leistungszahl für eine Referenzabsorptionskältemaschine;  
COP\_comp, Leistungszahl für eine Referenzkompressionskältemaschine.

#### **h. Investitionsbeihilfen**

51. Sind zusätzliche für den Energiebereich spezifische Beihilfen vorgesehen, müssen diese berücksichtigt und von den Investitionen abgezogen werden.

52. Gegebenenfalls wird eine mittlere Wartefrist bis zur tatsächlichen Auszahlung der Beihilfe an den Erzeuger berücksichtigt. Diese mittlere Wartefrist kann je nach Anlagenkategorie variieren.

#### **IX. Indexierungsparameter**

53. Die Stromgestehungskosten (SGK) werden unter Berücksichtigung einer pauschalen Indexierung der Wartungskosten und anderer Betriebskosten außer Brennstoffen berechnet.

54. Diejenigen Parameter, die gemäß Punkt 8 der vorliegenden Methode einer jährlichen Anpassung unterliegen (Brennstoffpreis, Preis der grünen Zertifikate und Wert des erzeugten Stroms) unterliegen nicht der pauschalen Indexierung.

55. Die Werte der Indexierungsparameter werden als über die Verlängerungsdauer konstant angenommen.

56. Die Werte der Indexierungsparameter können je nach Anlagenkategorie variieren.

#### **X. Berechnung nach Aktenlage**

57. Im Falle, dass der Erzeuger wünscht, dass zur Berechnung seines Gewährungsatzes<sub>Verlängerung</sub> die spezifisch auf seinen Verlängerungsfall zutreffenden Werte verwendet werden, muss der Erzeuger bei der Verwaltung entweder nachweisen, dass seine Erzeugereinheit keinem Verlängerungsfall zuzuordnen ist, für den Referenzwerte festgelegt wurden, oder dass der auf Grundlage der spezifisch auf seine Erzeugereinheit zutreffenden Werte berechnete Wert für die SGK um mehr als zehn Prozent höher ist als der von der Verwaltung auf Grundlage der für den Verlängerungsfall, dem die Erzeugereinheit zuzuordnen ist, festgelegten Referenzwerte berechnete Wert.

58. Zu diesem Zweck stellt die Verwaltung den Erzeugern ein Simulationsprogramm zur Verfügung, mit dem sie die SGK auf Grundlage ihrer spezifischen Daten berechnen können.

59. Im Falle einer Berechnung nach Aktenlage gelten für die finanziellen Parameter, den Wert des erzeugten Grünstroms und den Preis des grünen Zertifikats die Referenzwerte.

60. Der Minister bestimmt für jeden Sektor die Liste der technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die ein spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffender Wert anstelle des Referenzwerts für die Berechnung des Gewährungsatzes<sub>Verlängerung</sub> verwendet werden kann.

61. Der Minister kann Schwellenwerte und Obergrenzen festlegen für die technischen und wirtschaftlichen Parameter, für die ein spezifisch auf die Erzeugereinheit zutreffender Wert anstelle des Referenzwerts für die Berechnung des Gewährungsatzes<sub>Verlängerung</sub> verwendet werden kann.

62. In Abwesenheit der im vorhergehenden Punkt beschriebenen Schwellenwerte und Obergrenzen kann die Verwaltung von den vom Antragsteller vorgeschlagenen und ordnungsgemäß begründeten Werten abweichen, wenn sie deren Abwegigkeit nachweist.

63. Der Minister kann eine Obergrenze für den nach Aktenlage berechneten Gewährungsatz festlegen, gegebenenfalls für einzelne Verlängerungsfälle.

64. Die unter den Punkten 60, 61 und 63 genannten Erlässe treten frühestens drei Monate nach Veröffentlichung in Kraft, außer sie werden gemeinsam mit dem in Artikel 15 ter/2, § 7, Absatz 2 genannten Erlass beschlossen.

#### **XI. Starke Abweichung**

65. In Anwendung des Artikels 15 ter/2, § 4, wird eine Abweichung von den im ausführlichen Dossier angegebenen Maßnahmen als starke Abweichung angesehen, wenn eine der folgenden Bedingungen von der Verwaltung festgestellt wird:

a. Verringerung des berechneten Werts des Ratio<sub>CAPEX</sub>, die zu einer Herabstufung in einen Verlängerungsfall mit einem niedrigeren Gewährungsatz<sub>Verlängerung</sub> führt. Die



Neuberechnung des Gewährungssatzes für grüne Zertifikate durch die Verwaltung bietet dem Erzeuger nicht die in Abschnitt X beschriebene Möglichkeit der Berechnung nach Aktenlage.

b. Eine Änderung der technischen oder wirtschaftlichen Merkmale führt zu einer Änderung der Anlagenkategorie.

66. Unbeschadet des Punktes 8 der vorliegenden Methode wird, im Falle, dass der Erzeuger einen unter Verwendung der spezifischen Werte seines Verlängerungsfalles berechneten Gewährungssatz<sup>Verlängerung</sup> erhält, eine Abweichung von den im ausführlichen Dossier angegebenen Maßnahmen als starke Abweichung angesehen, wenn diese Abweichung eine Verringerung der Stromgestehungskosten (SGK) um mehr als zehn Prozent beinhaltet.“

KAPITEL 2 - Änderungsbestimmung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, die den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung durch erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung ändert sowie den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014, der den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung durch erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung ändert

**Art. 15** - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, der den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung durch erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung ändert sowie den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014, der den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung der Stromerzeugung durch erneuerbare Energien oder Kraft-Wärme-Kopplung ändert, ist aufgehoben.

#### KAPITEL 3 - Schlussbestimmungen

**Art. 16** - Der Minister, in dessen Zuständigkeitsbereich der Bereich Energie fällt, legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses fest. Dieses Datum liegt nicht vor dem Genehmigungsbeschluss der Europäischen Kommission über die in den Artikeln 3 bis 7 beschriebene Beihilferegelung.

Abweichend von Absatz 1, treten die Artikel 2, 8 und 9 am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer Frist von zehn Tagen, die am Tag nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* beginnt, in Kraft.

Abweichend von Absatz 1, tritt Artikel 15 am ersten Tag des vierten Monats nach dem Monat der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 17** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. November 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/31153]

**24 NOVEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling met het oog op het vaststellen en de hervorming van de berekeningsmethodologie van toepassing op de gevallen van verlenging, uitbreiding en nieuwe productie-eenheden**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikelen 37, § 1, en 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op de rapporten van 10 december 2020 en 30 augustus 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 en 13 januari 2021 en 22 oktober 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 2022;

Gelet op advies nr. 72.017/4 van de Raad van State, gegeven op 28 september 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de raadpleging van de voornaamste actoren van de Waalse markt voor hernieuwbare energie, georganiseerd door de administratie op 17 oktober 2019;

Gelet op de raadpleging van de voornaamste actoren van de Waalse markt voor hernieuwbare energie, georganiseerd door het kabinet van de Minister van Energie op 15 december 2021;

Gelet op het advies van de Federatie van de hernieuwbare energiebronnen EDORA, gegeven op 23 februari 2021 en 31 januari 2022;

Gelet op de adviezen van de Belgische Interprofessionele Federatie van Hout-energie gegeven op 25 februari 2021 en 31 januari 2022;

Gelet op het advies van de Federatie van de Belgische Elektriciteits- en Gasbedrijven FEBEG, gegeven op 26 februari 2021 en 31 januari 2022;

Gelet op het advies van de "Fédération des biométhaniseurs agricoles" FEBA, gegeven op 18 februari 2022;

Gelet op de adviezen van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 26 februari 2021 en 31 januari 2022;

Gelet op de adviezen van de cel voor financiële informatie, gegeven op 11 januari en 3 mei 2021;

Gelet op advies LEGISA nr. 1980, gegeven op 08 november 2021;

Gelet op de ingebrekestelling van de Europese Commissie 2019/2116 van 27 november 2019 betreffende de omzetting van Richtlijn (EU) 2015/1513 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 tot wijziging van Richtlijn 98/70/EG betreffende de kwaliteit van benzine en dieselbrandstof en tot wijziging van Richtlijn 2009/28/EG ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen;

Overwegende dat het Waals Gewest de definitie van "afvalstoffen" nog niet had omgezet;

Overwegende dat het begrip afvalstoffen een nadere omschrijving heeft gekregen in Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, en dat dit eveneens dient te worden omgezet;

Gelet op het beperkt karakter van de enveloppes dienen de begunstigden van het recht op het verkrijgen van groene certificaten te worden aangemoedigd om ze daadwerkelijk te gebruiken;

Overwegende dat de boeking, bij wijze van proef, met name in het kader van een aanzienlijke afwijking ten opzichte van de maatregelen nader omschreven in het uiteenzettingsdossier, voorrang heeft op de factuur;

Overwegende dat de productie-eenheden vallend onder de fossiele warmtekrachtkoppelingssector enkel op grond van dit besluit steun krijgen in functie van het energie-aandeel voortgebracht uit hernieuwbare energiebronnen;

Overwegende dat de productie-eenheden die onder de fossiele warmtekrachtkoppelingssector vallen eveneens, in voorkomend geval, bijkomende groene certificaten moeten kunnen krijgen in geval van gebruik van LGO gas uit HEB;

Overwegende dat artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling het toepassingsgebied beperkt van met name de reservering in functie van de datum waarop de milieuvergunning of de bedrijfsvergunning verkregen wordt;

Overwegende dat deze beperking interpretatieproblemen stelt wat betreft de aanhangsels bij de vergunningen, de instandhouding van het vroegere stelsel oplegt en niet meer verantwoord is als overgangmaatregel;

Overwegende dat steun voor energieproductie, overeenkomstig punt 14 van de richtsnoeren van de Europese Commissie van 27 januari 2022 betreffende staatssteun voor klimaat, milieubescherming en energie voor 2022, niet toegekend kan worden aan ondernemingen in moeilijke omstandigheden;

Op de voordracht van de Minister van Energie;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

HOOFDSTUK 1. - Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

**Artikel 1.** Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen gedeeltelijk omgezet (omwerking).

**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022, wordt gewijzigd als volgt :

1° onder 9° worden de woorden “in de zin van artikel 15ter, § 1” vervangen door de woorden “in de zin van artikel 15ter” en de woorden “in de zin van artikel 15ter, § 3” worden vervangen door de woorden “in de zin van artikel 15ter/1”;

2° punt 27° wordt vervangen als volgt:

“27° “generator”: het geheel bestaande uit, enerzijds, de motor of turbine en, anderzijds, de elektriciteitsgenerator, de afstel- en bedieningsorganen. Uitgesloten worden de elementen als de verwarmingsketels, de gasgeneratoren, de gistingstanks en de aansluitingen op de gas-, elektriciteitsnetten en de netten voor warmtewinning door warmtekrachtkoppeling”;

3° artikel 2 wordt aangevuld met de punten 30°, 31°, 32° en 33°, luidend als volgt:

“30° “afvalstoffen”: iedere stof of ieder voorwerp die of dat de houder inlevert, wil inleveren of moet inleveren, onder uitsluiting van de stoffen die bewust werden gewijzigd of besmet om aan deze begripsomschrijving te beantwoorden;

31° “installatie”: één of meerdere eenheden voor de productie van elektriciteit uit éénzelfde keten voor elektriciteitsproductie of éénzelfde methode voor elektriciteitsproductie, die op de productiesite één of meerdere gemeenschappelijke uitrustingen of een gemeenschappelijke logistiek delen nodig voor de productie of de positieve verwerking van de voortgebrachte elektriciteit;

32° “uitbreiding”: regeling voor de toekenning van groene certificaten als bedoeld in artikel 15ter/1;

33° “verlenging”: regeling voor de toekenning van groene certificaten als bedoeld in artikel 15ter/2.”.

**Art. 3.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, paragraaf 2, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019, wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen leden 2 en 3:

“In afwijking van de leden 1 en 2 moet de groene producent wiens rekeningsaldo voor de toekenning van groene certificaten betreffende de betrokken productie-eenheid na afloop van de toekenningsperiode negatief is wegens de toepassing van punt 8 [3] van de methodologie als bedoeld in bijlage 10, van punt 4 [3] van de methodologie als bedoeld in bijlage 11 of van punt 8 [3] als bedoeld in bijlage 12, voor de steunregelingen als bedoeld in de artikelen 15, § 1bis/2, 15ter/1 en 15ter/2, zijn rekening niet regulariseren.”.

**Art. 4.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1bis wordt lid 1 gewijzigd als volgt:

a) de woorden “met inbegrip van de eenheden die in aanmerking komen voor uitbreiding” worden ingevoegd tussen de woorden “die nieuw zijn,” en de woorden “nooit in dienst zijn gesteld”;

b) de woorden “en andere dan de installaties die in aanmerking komen voor verlenging” worden ingevoegd tussen de woorden “netto-vermogen lager dan 10 kW” en de woorden “vastgesteld in aantal jaren”;

c) de woorden “tot reservatie” worden ingevoegd tussen de woorden “dossier betreffende de aanvraag” en de woorden “van groene certificaten”;

2° in paragraaf 1bis wordt lid 2 gewijzigd als volgt:

a) de volzin “De producent bedoeld in het eerste lid die vanaf een gegeven jaar groene certificaten wenst te verkrijgen voor zijn productie-eenheid moet vooraf bij de Administratie een aanvraagdossier indienen dat de volgende elementen bevat :” wordt vervangen door de volzin: “Voor de productie-eenheden bedoeld in lid 1 vereist het recht om groene certificaten te krijgen vanaf een gegeven jaar de vervroegde indiening van een dossier voor de aanvraag tot reservering van groene certificaten bij de administratie dat de volgende elementen bevat:”;

b) onder 1°, d), worden de woorden “van de aanvrager, evenals een verklaring op erewoord van de producent als laatste houder van het recht op het verkrijgen van groene certificaten aangevraagd in de aanvraag” ingevoegd tussen de woorden “verklaring op erewoord” en de woorden “waaruit blijkt dat”;

c) wordt aangevuld met de punten 7° en 8° luidend als volgt:

7° voor de eenheden die voor uitbreiding in aanmerking komen, de elementen bedoeld in artikel 15ter/1, § 2, lid 2;

8° de bewijsvoering dat de producent geen onderneming in moeilijkheden is overeenkomstig artikel 19, lid 2.”;

3° in paragraaf 1bis wordt lid 4 gewijzigd als volgt:

a) de volzin “De Administratie evalueert de ernst en de geloofwaardigheid van het aanvraagdossier op basis van de verschillende elementen bedoeld in het tweede lid” wordt vervangen door de volzin “Onverminderd lid 7 beoordeelt de Administratie de ernst en de geloofwaardigheid van het dossier voor de aanvraag tot reservering van groene certificaten als bedoeld in lid 2.”;

b) de volzin “De beslissing van de Administratie betreffende de opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten wordt binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie aan de producent meegedeeld die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig het tweede lid.” wordt vervangen door de volzin “De beslissing van de Administratie betreffende de ernst en de geloofwaardigheid van de aanvraag wordt door de Administratie aan de aanvrager en aan de producent medegedeeld als laatstgenoemde niet de aanvrager is, binnen de drie maanden te rekenen van de ontvangst van het dossier van aanvraag tot reservering van groene certificaten als bedoeld in lid 2. ”;

c) lid 4 wordt aangevuld met deze volzin: “Het recht, voor de eenheid, om groene certificaten te verkrijgen wordt verbonden aan de verplichting voor de aanvrager en, in voorkomend geval, de producent als laatstgenoemde niet de aanvrager is, om de nodige middelen in te zetten zodat de eenheid in bedrijf wordt genomen overeenkomstig de voorwaarden uiteengezet in het dossier van aanvraag tot reservering van groene certificaten als bedoeld in lid 2.”;

4° in paragraaf 1bis wordt het vijfde lid vervangen als volgt: “Onverminderd artikel 15ter/1, § 2, lid 2, van dit besluit licht de aanvrager te allen tijde de Administratie in over de eventuele wijzigingen aangebracht in het dossier voor de aanvraag van reservering van groene certificaten en met name de wijzigingen die het aantal groene certificaten zouden kunnen verminderen, betrokken bij de beslissing tot opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten als bedoeld in het vierde lid. Bij wijzigingen van het dossier door de aanvrager voor de vaste datum bedoeld in lid 2, 3°, of, in voorkomend geval, de datum van opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten als deze datum later valt dan de vaste datum bedoeld in lid 2, 3°, die het aantal groene certificaten verder zouden kunnen doen stijgen dan het recht op het verkrijgen van groene certificaten als bedoeld in het vierde lid, wordt een nieuw aanvraagdossier ingediend uit hoofde van deze paragraaf betreffende enkel deze bijkomende groene certificaten.”;

5° in paragraaf 1bis wordt het zesde lid vervangen als volgt: “Na er de Administratie over te hebben ingelicht, kan de aanvraag de productie-eenheid, betrokken bij de aanvraag voor reservering van groene certificaten op een vroegere datum dan de vaste datum bedoeld in lid 2, 3°, in bedrijf nemen. Deze datum mag niet vroeger vallen dan de beslissing van de



Administratie betreffende de ernst en de geloofwaardigheid van het dossier van aanvraag voor de reservering van groene certificaten, als bedoeld in het vierde lid. De productie die tot stand komt tussen de datum van inbedrijfname en de vaste datum als bedoeld in lid 2, 3°, of, in voorkomend geval, de datum van opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten als deze later valt dan de vaste datum bedoeld in lid 2, 3°, komt niet in aanmerking voor het toekennen van groene certificaten. Indien een producent de vaste datum die hij heeft voorgesteld overeenkomstig lid 2, 3°, niet in acht neemt, wordt de duur van de toekenning van de groene certificaten als bedoeld in het eerste lid van rechtswege verminderd met de duur van de opgelopen vertraging. Een dergelijke sanctie is evenwel niet van toepassing wanneer deze vertraging toe te schrijven valt aan externe oorzaken. De beoordeling daarvan wordt aan de Administratie overgelaten.”;

6° in paragraaf 1bis wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het zesde en het zevende lid: “Wanneer de Administratie op grond van de informatie verstrekt door de aanvrager uit hoofde van het vijfde lid of ieder ander objectief element vaststelt dat geen gebruik wordt of zal worden gemaakt van het recht op het verkrijgen van de groene certificaten overeenkomstig het vierde lid, licht zij de aanvrager in over haar voornemen om het recht op het verkrijgen van groene certificaten geheel of gedeeltelijk nietig te verklaren. Deze vaststelling komt niet tot stand voor de vaste datum als bedoeld in lid 2, 3°, behoudens schriftelijk akkoord van de aanvrager en, in voorkomend geval, van de producent. De aanvrager en, in voorkomend geval, de producent worden verzocht hun bemerkingen te laten gelden. De beslissing van de Administratie betreffende deze nietigverklaring wordt aan de aanvrager en, in voorkomend geval, aan de producent medegedeeld. De groene certificaten die als gevolg van deze nietigverklaring vrij worden gemaakt worden na beslissing van de Minister overgedragen over één of meerdere enveloppes, als bedoeld in bijlage 8, van het lopende jaar of een later jaar.”;

7° in paragraaf 1bis wordt het tiende lid vervangen als volgt:

“De bijkomende groene certificaten van de enveloppes als vastgesteld in bijlage 8 die niet werden gereserveerd worden na beslissing van de Minister over één of meerdere enveloppes, als bedoeld in bijlage 8, van het volgende jaar of een later jaar overgedragen. » ;

8° paragraaf 1bis/2 wordt vervangen als volgt :

“§ 1bis/2. Voor elke andere nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit dan de eenheden die in aanmerking komen voor uitbreiding of verlenging waarvoor een aanvraag voor reservering van groene certificaten werd ingediend krachtens artikel 15, § 1bis, wordt, vanaf 1 januari 2023, het aantal groene certificaten, toegekend tijdens de toekenningsduur bedoeld in bijlage 5, als volgt omschreven:

Toegekende groene certificaten = (%SER x Ee<sub>np</sub>) x toekenningspercentage x min (1 ; kCO<sub>2</sub>/kCO<sub>2</sub>\_REF)

Waarbij,

1° %SER = het aandeel energie opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, bepaald overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9.

2° Ee<sub>np</sub> = opgewekte netto-elektriciteit, uitgedrukt in MWh, die het plafond, vastgesteld bij artikel 38, § 8, van het decreet wanneer dit daarop van toepassing is, niet overschrijdt, uitgezonderd, voor elke installatie met een nominaal elektrisch bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400 kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals voor elke installatie met een nominaal elektrisch bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200 kW, in dienst genomen vanaf 1 januari 2026, de elektriciteit opgewekt en geïnjecteerd op het net wanneer zij tegen een negatieve prijs wordt verkocht en tijdens de periodes waarin de day-ahead prijzen op de Belgische spotmarkt negatief zijn gedurende minstens zes opeenvolgende uren;

3° toekenningspercentage = de waarde voortvloeiend uit de toepassing van de methodologie bepaald in bijlage 10;



4° kCO<sub>2</sub> : reële CO<sub>2</sub> performantie-coëfficiënt van de productie-eenheid voor groene elektriciteit, berekend overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9;

5° kCO<sub>2</sub>\_REF: referentiële CO<sub>2</sub> performantie-coëfficiënt, vastgesteld door de Minister, voor de categorie installaties waaronder de productie-eenheid valt.

Wat betreft de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200kW, in dienst genomen te rekenen van 1 januari 2026, wordt het verkoopcontract, indien de producent het verkoopcontract voor elektriciteit dat in werking is bij de driemaandelijke opneming van de metergegevens niet overmaakt, standaard beschouwd als een contract waarbij de verkoop van elektriciteit tegen een negatieve prijs toegelaten wordt.

De toekenningspercentages en de referentiewaarden voor de parameters die geïdentificeerd zijn in de methodologie bepaald in bijlage 10, wanneer van toepassing, worden jaarlijks door de Minister vastgesteld overeenkomstig de methodologie bepaald in bijlage 10 luidens de procedure als bepaald in het vijfde lid.

Voor 30 april van elk jaar legt de Administratie de Minister, op vraag van laatstgenoemde, een voorstel van nieuwe toekenningspercentages voor groene certificaten voor elke categorie overeenkomstig de in lid 10 bedoelde methodologie voor, waarbij voor de verschillende parameters referentiewaarden vastgesteld volgens dezelfde methodologie gebruikt worden. Binnen één maand na ontvangst van het voorstel van de Administratie legt de Minister een voorstel van toekenningspercentages, die in voorkomend geval naar beneden zijn gewijzigd, aan de vertegenwoordigers van de sector, de investeerders en de projectontwikkelaars voor raadpleging voor. De raadpleging wordt aan het einde van een periode van één maand afgesloten. Op basis van de verzochte raadpleging brengt de Minister verslag uit aan de Regering en motiveert hij desgevallend de redenen waarvoor hij toekenningspercentages voorstelt die verschillen van die voorgesteld door de Administratie. Het aan de Regering voorgelegde verslag bevat de antwoorden op de raadpleging, het voorstel voor nieuwe toekenningspercentages van groene certificaten voor elke categorie, overeenkomstig de methodologie bedoeld in bijlage 10 evenals, voor de verschillende parameters de referentiewaarden bepaald overeenkomstig deze zelfde methodologie. In voorkomend geval bevat het verslag de drempels en de maximumwaarden van de technische en economische parameters waarvoor overeenkomstig bijlage 10, punt 6, en bijlage 12, punt 6, een waarde eigen aan de productie-eenheid vastgelegd kan worden in plaats van de referentiewaarden. De Regering keurt het haar voorgelegde verslag geheel of gedeeltelijk goed.

Elk jaar na afloop van de in het vorige lid bedoelde procedure en op basis van het verslag goedgekeurd door de Regering bepaalt de Minister de toekenningspercentages die van toepassing zijn op de productie-eenheden die onder deze paragraaf vallen, evenals de referentiewaarden van de parameters die in aanmerking komen voor elke categorie overeenkomstig de methodologie bepaald in bijlage 10. Het in het eerste lid bedoelde besluit treedt in werking ten vroegste drie maanden na de bekendmaking ervan.

Ter informatie bevat het verslag aan de Regering bedoeld in het vierde lid de informatie met betrekking tot de toekenningspercentages die in het dossier worden vastgelegd overeenkomstig punt 6 en afdeling VIII van de methodologie bepaald in bijlage 10. Het bevat de lijst met de projecten waarvoor de dossiergerelateerde steun is berekend en de toekenningspercentages toegekend aan elk dossier.

Na verkrijgen van het certificaat van garantie van oorsprong verstrekt de producent in het kader van de periodieke controle van de installatie bedoeld in artikel 7, § 1, de bewijselementen van de verwezenlijking van de investeringen voor de betrokken eenheid overeenkomstig het technisch-financieel dossier bedoeld in artikel 15, § 1bis, lid 2, op de wijze bepaald door de Minister, aan de Administratie. Als de Administratie op basis van deze bewijselementen een aanzienlijke afwijking vaststelt als bedoeld in bijlage 10, herberekent ze

overeenkomstig deze methodologie het toekenningspercentage voor groene certificaten en, in voorkomend geval, vordert ze de onbehoorlijk toegekende groene certificaten weer in volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2. Indien de producent onvoldoende bewijzen kan leveren, krijgt de productie-eenheid voor de overblijvende toekenningsduur geen groene certificaten meer op grond van deze paragraaf.

De groene certificaten, reeds toegekend voor de periode waarop de verkeerde berekening betrekking heeft, worden volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2, terugbetaald.

**Art. 5.** In artikel 15ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “§1.” vervallen;

2° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15ter/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 15ter/1. § 1. Wanneer een andere installatie voor de productie van groene elektriciteit dan een installatie die onder de fotonvoltaïsche keten valt, wordt uitgebreid door toevoeging van een nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit waarbij uitrustingen worden gebruikt die gemeenschappelijk zijn met andere bestaande productie-eenheden op de productiesite voor groene elektriciteit of door toevoeging van een generator die samen met de uitrustingen die gemeenschappelijk zijn aan andere bestaande productie-eenheden op de productiesite voor groene elektriciteit, een nieuwe eenheid vormt, kan de nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit groene certificaten krijgen voor een periode waarvan de duur wordt vastgesteld volgens het productiekanaal voor groene elektriciteit overeenkomstig bijlage 5.

De Minister bepaalt voor elk productiekanaal de lijst gemeenschappelijke uitrustingen als bedoeld in vorig lid. Beoogd worden met name de elementaire technische bestanddelen zoals verwarmingsketels, gasgeneratoren, gistingstanks en de aansluitingen op elektriciteitsnetten en op netten voor de valorisering van de warmte geproduceerd door warmtekrachtkoppeling.

§ 2. Voor de productie-eenheden bedoeld in paragraaf 1 vereist het recht om groene certificaten te krijgen vanaf een gegeven jaar dat er een aanvraagdossier vervroegd bij de Administratie wordt ingediend overeenkomstig de procedure als bepaald in artikel 15, § 1bis. Naast de elementen bepaald in artikel 15, § 1bis, lid 2, bevat het aanvraagdossier een dossier dat de lijst van gemeenschappelijke uitrustingen omvat, waarmee aangetoond wordt dat de jaarlijks elektriciteitsproductie van de bestaande productie-eenheden van de installatie geen grotere impact naar boven of naar beneden zal ondervinden van de nieuwe productie-eenheid voor groene elektriciteit tijdens de overblijvende toekenningsperiode voor de groene certificaten van deze bestaande eenheden dan twintig percent ten opzichte van de gemiddelde jaarproductie van deze eenheden als waargenomen over de lopende toekenningsperiode van groene certificaten. De Minister kan het percentage bedoeld in dit lid wijzigen, in voorkomend geval door verschillende waarden per productiekanaal aan te nemen, overeenkomstig de dossiers ingediend één maand na bekendmaking ervan. De Administratie maakt de berekeningsmethode van de gemiddelde productie van de bestaande eenheden, als bedoeld in dit lid, bekend.

§ 3. Als de Administratie vaststelt dat de jaarlijkse elektriciteitsproductie van de bestaande eenheden van de installatie nog meer verminderd wordt dan het percentage bedoeld in § 2 zoals van toepassing op het tijdstip van indiening van het aanvraagdossier, schort zij, overeenkomstig artikel 19, de toekenning van groene certificaten aan de eenheid op, die het uitbreidingsstelsel krijgt voor het betrokken productiejaar, behoudens als de producent aantoonst dat het overschrijden van het percentage toe te schrijven is aan externe oorzaken. De beoordeling van die oorzaken wordt aan de Administratie overgelaten.

Als de Administratie vaststelt dat de jaarlijkse elektriciteitsproductie van de bestaande eenheden van de installatie het percentage bedoeld in § 2 overschrijdt zoals van toepassing op het tijdstip van indiening van het aanvraagdossier, houdt zij, voor de toekenning van groene

certificaten aan de bestaande eenheden, rekening met de productie die dat percentage overschrijdt, behoudens als de producent aantoont dat het overschrijden van het percentage toe te schrijven is aan externe oorzaken. De beoordeling van die oorzaken wordt aan de Administratie overgelaten.

§ 4. De berekening van de aan de betrokken productie-eenheden toegekende groene certificaten wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen:

Toegekende groene certificaten = (%SER x Eenp) x Toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> x min (1 ; kCO2/kCO2\_REF)

waarbij:

1° %SER = het aandeel energie opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, bepaald overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9;

2° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit, uitgedrukt in MWh, die het plafond vastgesteld bij artikel 38, § 8, van het decreet niet overschrijdt wanneer dit van toepassing is, uitgezonderd, voor elke installatie met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400 kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals voor iedere installatie met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200 kW, in bedrijf genomen vanaf 1 januari 2026, de elektriciteit opgewekt en geïnjecteerd op het net wanneer deze tegen een negatieve prijs wordt verkocht en tijdens de periodes waarin de day-ahead prijzen op de Belgische spotmarkt gedurende minstens zes opeenvolgende uren negatief zijn;

3° toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> = de waarde die voortvloeit uit de toepassing van de methodologie bedoeld in bijlage 11;

4° kCO2: reële CO2-performantiecoëfficiënt van de productie-eenheid voor groene elektriciteit, berekend overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9;

5° kCO2\_REF : referentiële CO2-performantiecoëfficiënt, vastgesteld door de Minister, voor de categorie installaties waaronder de productie-eenheid voor groene elektriciteit valt.

Wat betreft de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200 kW, in bedrijf genomen vanaf 1 januari 2026, wordt het verkoopcontract, indien de producent het elektriciteitsverkoopcontract dat in werking is bij de driemaandelijks opmeting van de berekeningsgegevens niet overmaakt, standaard beschouwd als een contract dat de elektriciteitsverkoop met een negatieve prijs toelaat.

§ 5. Het toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> wordt berekend onder gebruikmaking van enerzijds, wanneer zij van toepassing zijn, de technische, economische en marktgebonden parameters eigen aan de elektriciteitsproductie-eenheid en van anderzijds de referentiewaarden die van toepassing zijn op de categorie waaronder de productie-eenheid valt voor de financiële en indexeringsparameters. De referentiewaarden voor de parameters die geïdentificeerd zijn in de methodologie bepaald in bijlage 11, wanneer van toepassing, worden jaarlijks door de Minister vastgesteld overeenkomstig de methodologie bepaald in bijlage 14 luidens de procedure als bepaald in artikel 15, § 1bis/2, vijfde lid.

Het toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub>, berekend door de Administratie, overschrijdt niet het toekenningspercentage dat in werking is voor een nieuwe gelijkaardige productie-eenheid voor groene elektriciteit die zich gevestigd zou hebben op een nieuwe site voor de productie van groene elektriciteit.

§ 6. Na aanpassing van het certificaat van garantie van oorsprong van de installatie waaronder de eenheid waarvan sprake in dit artikel valt, verstrekt de producent in het kader van de periodieke controle van de installatie bedoeld in artikel 7, § 1, de bewijselementen van de verwezenlijking van de uitbreiding overeenkomstig het technisch-financieel dossier ingediend overeenkomstig § 2 volgens de nadere regels, vastgesteld door de Minister, aan de Administratie. Als de Administratie op basis van deze bewijselementen een aanzienlijke

afwijking vaststelt als bedoeld in bijlage 11, herberekent ze overeenkomstig deze methodologie het toekenningspercentage<sup>uitbreiding</sup> en, in voorkomend geval, vordert ze de onbehoorlijk toegekende groene certificaten weer in volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2. Indien de producent onvoldoende bewijzen kan leveren, krijgt de productie-eenheid die de uitbreidingsregeling geniet voor de overblijvende toekenningsduur geen groene certificaten meer op grond van dit artikel voor de overblijvende toekenningsduur als bedoeld in bijlage 5. De groene certificaten, reeds toegekend voor de periode waarvoor een onjuiste berekening is verwezenlijkt, worden volgens de procedure als bedoeld in artikel 13, § 2, terugbetaald.

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15ter/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 15ter/2. § 1. Vanaf 1 januari 2020 kunnen de productie-eenheden voor groene elektriciteit die niet onder het fotovoltaische productiekanaal vallen, als ze het einde van een toekenningsperiode voor groene certificaten hebben bereikt en verder onder dezelfde installatie willen vallen, een verlenging krijgen onder de toekenning van groene certificaten voor een nieuwe periode waarvan de duurtijd door de Minister wordt vastgelegd voor elk verlengingsgeval bedoeld in bijlage 12, zonder dat deze duur korter mag zijn dan vijf jaar of langer dan de duur bedoeld in bijlage 5 in het deel ervan dat van toepassing is vanaf 1 januari 2021 voor het productiekanaal waaronder de betrokken productie-eenheid valt.  
§ 2. Voor de eenheden bedoeld in paragraaf 1 wordt een aanvraagdossier ingediend volgens de procedure bepaald in lid 3, ten vroegste zesendertig maanden voor het einde van de toekenningsperiode van deze productie-eenheid voor groene elektriciteit en uiterlijk bij het verstrijken van deze toekenningsperiode. Na afloop van die termijn wordt de duur van de in dit artikel bedoelde verlenging van de toekenning van de groene certificaten van rechtswege verminderd met de duur van de vertraging. Het aanvraagdossier bevat met name een uiteenzettend dossier waarin de maatregelen, bepaald door de producent om een productie van groene elektriciteit op peil te houden gedurende de duur vastgesteld door de Minister overeenkomstig bijlage 12, omstandig wordt uiteengezet.

In afwijking van vorig lid kan de producent, voor de waterkrachtsector, het aanvraagdossier na de toekenningsperiode van de betrokken productie-eenheid indienen zonder dat de duur van de verlenging verminderd wordt. Hetzelfde geldt voor de producent wiens eenheid onder een andere productiekanaal valt dat krachtens paragraaf 1 in aanmerking voor de verlengingsregeling, voor zover de initiële verlengingsperiode van deze eenheid verstreken is uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van het ministerieel besluit dat voor de eerste keer de referentiewaarden bedoeld in § 5 vaststelt.

De Minister stelt de procedure voor het indienen en verwerken van verlengingsaanvragen vast. De procedure bevat de bewijsvoering dat de producent niet een onderneming in moeilijkheden is overeenkomstig artikel 19, lid 2.

Indien een verlengingsaanvraag de elementen niet bevat, geïdentificeerd in de procedure bedoeld in lid 3, verklaart de Administratie de aanvraag onontvankelijk.

De Administratie beoordeelt de ernst en de geloofwaardigheid van de verlengingsaanvraag ten opzichte van de verschillende elementen, geïdentificeerd in de procedure bedoeld in lid 3, en ieder ander nuttig element. De Administratie spreekt zich binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de ontvangst van zijn dossier voor de verlengingsaanvraag, uit. De beslissing van de Administratie stelt het toekenningspercentage<sup>verlenging</sup> vast.

§ 3. De periode waarin een productie-eenheid in aanmerking kan komen voor de groene certificaten op grond van de verlengingsregeling gaat in op de datum van verstrijken van de initiële toekenningsperiode, zonder dat deze vroeger mag vallen dan 1 januari 2020.

In afwijking van lid 1 gaat de periode waarin een productie-eenheid voor de groene certificaten in aanmerking kan komen op grond van de verlengingsregeling, wanneer de voorafgaande toekenningsperiode voor groene certificaten afgelopen is voor de datum van inwerkingtreding van het ministerieel besluit dat voor de eerste keer de referentiewaarden bedoeld in § 5 vastlegt, in op de datum voorgesteld door de producent. Deze datum mag niet



vroeger vallen dan 1 januari 2020 en kan niet later vallen dan twee jaar na inwerkingtreding van het ministerieel besluit dat voor de eerste keer de referentiewaarden bedoeld in § 5 vastlegt.

§ 4. De producent die het aanvraagdossier als bedoeld in § 2 heeft ingediend verstrekt in het kader van de periodieke controle van de installatie als bedoeld in artikel 7, § 1, het bewijs van de verwezenlijking van de maatregelen die omstandig uiteen zijn gezet in het uiteenzettend dossier bedoeld in dezelfde paragraaf, volgens de nadere regels bepaald door de Minister. Bij een aanzienlijke afwijking zoals bedoeld in bijlage 12 herberekent de Administratie, overeenkomstig deze methodologie, het toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> en, in voorkomend geval, vordert ze de onterecht toegekende groene certificaten in volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2. Indien de bewijsstukken verstrekt door de producent ontoereikend zijn, krijgt de productie-eenheid die onder de verlengingsregeling valt geen groene certificaten meer op grond van dit artikel voor de overblijvende toekenningsduur vastgesteld door de Minister overeenkomstig bijlage 12. De groene certificaten, wegens de onjuiste berekening reeds toegekend voor de betrokken periode, worden terugbetaald volgens de procedure bedoeld in artikel 13, § 2.

§ 5. Voor de productiekkanalen bedoeld in paragraaf 1 wordt het toekenningspercentage voor groene certificaten dat van toepassing is op de productie-eenheden voor groene elektriciteit die in aanmerking komen voor een verlenging door de Minister vastgesteld op grond van de methodologie bedoeld in bijlage 12 en van de referentiewaarden bepaald door de Minister. De berekening van de aan de betrokken productie-eenheden toegekende groene certificaten wordt uitgevoerd op basis van de volgende grondslagen:

Toegekende groene certificaten = (%SER x Eenp) x Toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> x min (1 ; kCO2/kCO2\_REF)

waarbij:

- 1° %SER = het aandeel energie opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, bepaald overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9;
- 2° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit, uitgedrukt in MWh, die het plafond vastgesteld bij artikel 38, § 8, van het decreet niet overschrijdt wanneer dit van toepassing is, uitgezonderd, voor elke installatie met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400 kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals voor iedere installatie met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200 kW, in bedrijf genomen vanaf 1 januari 2026, de elektriciteit opgewekt en geïnjecteerd op het net wanneer deze tegen een negatieve prijs wordt verkocht en tijdens de periodes waarin de day-ahead prijzen op de Belgische spotmarkt gedurende minstens zes opeenvolgende uren negatief zijn;
- 3° toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> = de waarde die voortvloeit uit de toepassing van de methodologie bedoeld in bijlage 12;
- 4° kCO2: reële CO2-performantiecoëfficiënt van de productie-eenheid voor groene elektriciteit die voor een verlenging in aanmerking komt, berekend overeenkomstig de bepalingen van de berekeningscode bedoeld in artikel 9;
- 5° kCO2\_REF : referentiële CO2-performantiecoëfficiënt, vastgesteld door de Minister, voor het verlengingsgeval bedoeld in bijlage 12 waaronder de productie-eenheid voor groene elektriciteit valt.

Wat betreft de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 400kW, in bedrijf genomen voor 1 januari 2026, evenals de installaties met een elektrisch nominaal bruto-vermogen hoger dan of gelijk aan 200 kW, in bedrijf genomen vanaf 1 januari 2026, wordt het verkoopcontract, indien de producent het elektriciteitsverkoopcontract dat in werking is bij de driemaandelijke opmeting van de berekeningsgegevens niet overmaakt, standaard beschouwd als een contract dat de elektriciteitsverkoop met een negatieve prijs toelaat.

§ 6. Het toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> en de referentiewaarden voor de parameters die geïdentificeerd zijn in de methodologie bepaald in bijlage 12, wanneer van toepassing,



worden jaarlijks door de Minister vastgesteld overeenkomstig de methodologie bepaald in bijlage 12 luidens de procedure als bepaald in artikel 15, § 1bis/2, vijfde lid.

§ 7. Voor 30 april van elk jaar legt de Administratie de Minister, op vraag van laatstgenoemde, een voorstel van nieuwe toekenningspercentages<sup>verlenging</sup> voor groene certificaten voor elke categorie overeenkomstig de in bijlage 12 bedoelde methodologie voor, waarbij voor de verschillende parameters referentiewaarden, indien van toepassing, vastgesteld volgens dezelfde methodologie gebruikt worden.

Binnen één maand na ontvangst van het voorstel van de Administratie legt de Minister een voorstel van toekenningspercentages<sup>verlenging</sup>, die in voorkomend geval naar beneden zijn gewijzigd, aan de vertegenwoordigers van de sector, de investeerders en de projectontwikkelaars voor raadpleging voor. De raadpleging wordt aan het einde van een periode van één maand afgesloten. Op basis van de verzochte raadpleging maakt de Minister verslag uit aan de Regering en motiveert hij desgevallend de redenen waarvoor hij toekenningspercentages voorstelt die verschillen van die voorgesteld door de Administratie. Het aan de Regering voorgelegde verslag bevat de antwoorden op de raadpleging, het voorstel voor nieuwe toekenningspercentages van groene certificaten voor elk verlengingsgeval, overeenkomstig de methodologie bedoeld in bijlage 12 evenals, voor de verschillende parameters de referentiewaarden bepaald overeenkomstig deze zelfde methodologie. Het verslag bevat de drempels en de maximumwaarden van de technische en economische parameters waarvoor overeenkomstig bijlage 12, punt 6, een waarde eigen aan de productie-eenheid vastgelegd kan worden in plaats van de referentiewaarden. De Regering keurt het haar voorgelegde verslag geheel of gedeeltelijk goed.

Elk jaar na afloop van de in het vorige lid bedoelde procedure en op basis van het verslag goedgekeurd door de Regering bepaalt de Minister de toekenningspercentages die, tot het volgend ministerieel besluit, van toepassing zijn op de productie-eenheden die het voorwerp uitmaken van een verlengingsaanvraag zoals bedoeld in § 2, evenals de referentiewaarden van de parameters die in aanmerking komen voor elke categorie overeenkomstig de methodologie bepaald in bijlage 12. Het in het eerste lid bedoelde besluit treedt in werking ten vroegste drie maanden na de bekendmaking ervan.

De toekenningspercentages<sup>verlenging</sup> voor groene certificaten vastgesteld door de Minister kunnen niet hoger zijn dan het toekenningspercentage dat van toepassing is op een vergelijkbare nieuwe productie-eenheid.

Ter informatie bevat het verslag aan de Regering bedoeld in het eerste lid eveneens de informatie met betrekking tot de toekenningspercentages die in het dossier worden vastgelegd overeenkomstig punt 6 en afdeling VIII van de methodologie bepaald in bijlage 12. Het bevat met name de lijst met de projecten die op inzage van het dossier worden aangenomen en de toekenningspercentages<sup>verlenging</sup> toegekend aan elk dossier.

**Art. 8.** In artikel 15decies, § 1, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “van het fossiele warmtekrachtkoppelingsskanaal die het in dit besluit bedoelde ondersteuningsmechanisme geniet” vervangen door de woorden “uit kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling”.

**Art. 9.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “, dat de producent een onderneming in moeilijkheden is” worden ingevoegd tussen de woorden “niet meer vervuld zijn” en de woorden “of dat de overgemaakte inlichtingen onjuist zijn”;

2° lid 1 wordt aangevuld met de woorden “, zonder dat deze opschorting het verlopen van de toekenningsperiode voor groene certificaten onderbreekt.”;

3° artikel 19 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Een onderneming is in moeilijkheden als één of meerdere volgende voorwaarden vervuld worden:

1° als het een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid betreft, indien meer dan de helft van haar ingetekend maatschappelijk kapitaal wegens opgebouwde verliezen verdwenen is. Dit is het geval wanneer de aftrek van de opgebouwde verliezen van de reserves en alle andere bestanddelen die in het algemeen beschouwd worden als vallend onder het eigen vermogen van de vennootschap resulteert in een samengeteld negatief bedrag dat de helft van het ingetekend maatschappelijk kapitaal overschrijdt;

2° als het een vennootschap betreft waarvan minstens sommige vennoten onbeperkt aansprakelijk zijn voor de schulden van de vennootschap wanneer meer dan de helft van het eigen vermogen, als dusdanig ingeschreven in de rekeningen van de vennootschap, wegens de opgebouwde verliezen verdwenen is;

3° wanneer tegen de onderneming een collectieve insolventieprocedure loopt of wanneer de vennootschap voldoet aan de voorwaarden om onderworpen te worden aan een collectieve insolventieprocedure op verzoek van haar schuldeisers;

4° in het geval van een andere onderneming dan een kmo, wanneer sinds de twee voorafgaande boekjaren:

- a) de verhouding tussen leningen en eigen kapitaal van de onderneming groter is dan 7,5; en
- b) de rentedekkingsgraad van de onderneming, berekend op basis van EBITDA, lager is dan 1,0.

Ten einde van het eerste lid, 4°, heeft het letterwoord “kmo” dezelfde betekenis als de betekenis die daaraan gegeven wordt in aanbeveling 2003/361/EG van de Europese Commissie van 6 mei 2003 betreffende de definitie van kleine, middelgrote en micro-onderneming. ».

**Art. 10.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld met de woorden “en de reële eenheidsprijs van de transactie”;

1° lid 2 wordt aangevuld met de woorden “, evenals de reële eenheidsprijs van de transactie”;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De reële eenheidsprijs van de transactie, opgegeven door de verkoper van groene certificaten en van labels van garantie van oorsprong wordt enkel door de Administratie gebruikt voor doeleinden inzake statistiek en marktcontrole. In voorkomend geval worden de bekendgemaakte gegevens samengevoegd en anoniem gemaakt.”.

**Art. 11.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 5, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019, vervangen door hetgeen volgt :

"Bijlage 5. Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanaal

| Kanalen  | Subkanalen                           | Vermogenssegmenten | Toekenningsduur<br>(aantal jaren) |
|--|--------------------------------------|--------------------|-----------------------------------|
| Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanaal tot en met 31 december 2020 |                                      |                    |                                   |
| Fotovoltaïsch  | Kleine PV                            | P ≤ 10 kW          | 10                                |
|  | Grote PV                             | 10kW < P ≤ 250kW   | 10                                |
|  |                                      | P > 250kW          | 10                                |
| Windkracht   |                                      | Ongeacht vermogen  | 15                                |
| Hydro-elektriciteit  |                                      | Ongeacht vermogen  | 15                                |
| Vaste en vloeibare biomassa  | Warmtekrachtkoppeling vaste biomassa | Ongeacht vermogen  | 15                                |
|  | Biomassa elektriciteit               |                    | 15                                |

|   |                                     |                   |         |
|---|-------------------------------------|-------------------|---------|
|   | Warmtekrachtkoppeling bio-vloeibaar | Ongeacht vermogen | 15      |
|   |                                     | Dierlijke vetten  | 15      |
| Biogas  | Warmtekrachtkoppeling biogas        | Ongeacht vermogen | 15      |
| Fossiele warmtekrachtkoppeling  |                                     | Ongeacht vermogen | 15      |
| Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanaal vanaf 1 januari 2021   |                                     |                   |         |
| Fotovoltaïsche installaties met een groot vermogen  |                                     | P > 10kW          | 10 jaar |
| Windkracht  |                                     | Ongeacht vermogen | 20 jaar |
| Hydro-elektriciteit   |                                     | Ongeacht vermogen | 25 jaar |
| Vaste biomassa  |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Biogas + biomethaan   |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Fossiele warmtekrachtkoppeling  |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Geothermie  |                                     | Ongeacht vermogen | 25 jaar |
| Aantal toekenningsjaren groene certificaten volgens het productiekanaal, vanaf de datum van inwerkingtreding van de methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage bedoeld in artikel 15, paragraaf 1bis/2 |                                     |                   |         |
| Fotovoltaïsche installaties met een groot vermogen  |                                     | P > 10kW          | 20 jaar |
| Windkracht  |                                     | Ongeacht vermogen | 20 jaar |
| Hydro-elektriciteit   |                                     | Ongeacht vermogen | 25 jaar |
| Vaste biomassa  |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Biogas + biomethaan   |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Fossiele warmtekrachtkoppeling  |                                     | Ongeacht vermogen | 15 jaar |
| Geothermie  |                                     | Ongeacht vermogen | 25 jaar |

”.

**Art. 12.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 10 ingevoegd, luidend als volgt :

“Bijlage 10 : Methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage als bedoeld in artikel 15, § 1bis/2

### **I. Begripsomschrijvingen**

Installatiecategorie:

Categorie, vastgesteld door de Minister, die zich baseert op een combinatie van volgende criteria:

1. Het productiekanaal voor groene elektriciteit, zoals vermeld in bijlage 5;
2. De productietechnologie voor groene elektriciteit;

|                           |  |
|---------------------------|--|
|                           | <ol style="list-style-type: none"><li>3. De energiebron/ de gebruikte brandstof;</li><li>4. De vermogensklasse van de betrokken installatie of van de betrokken productie-eenheid;</li><li>5. De categorie consument die geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor de geproduceerde groene elektriciteit.</li></ol>   |
| Consumentencategorie      | <p>Categorie, vastgesteld door de Minister, die zich baseert op een combinatie van volgende criteria:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Het totale jaarlijkse verbruiksvolume in eigenproductie en in aankoop;</li><li>2. Het vermogen of het aansluitingsniveau op het elektriciteitsnet;</li><li>3. Het openbaar net waarop de installatie is aangesloten;</li><li>4. De economische activiteitssector van de consument die geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor de geproduceerde groene elektriciteit.</li></ol> |
| Toekenningsduur           | Het aantal toekenningsjaren voor groene certificaten, als vastgesteld in bijlage 5, voor het productiekanaal voor groene elektriciteit waaronder de productie-eenheid valt.  |
| Toekenningspercentage     | Het toekenningspercentage van groene certificaten in het kader van de regeling bepaald in artikel 15, § 1bis/2, en van toepassing op een gegevens installatiecategorie.  |
| De referentie-installatie | De installatie omschreven via een geheel van referentiewaarden, toegekend aan de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage</i> en die een gegeven installatiecategorie kenmerken.   |
| Technische parameters     | Het geheel van technische parameters, met name de vermogens en rendementen, de CO <sub>2</sub> -emissiefactor en de gebruiksduur die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage</i> van een gegeven installatiecategorie.  |
| Economische parameters    | Het geheel van economische parameters, met name de in aanmerking komende investeringskost – CAPEX, en de in  |

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
|                                   | aanmerking komende bedrijfs- en instandhoudingskost – OPEX, die van invloed zijn op het <i>toekenningspercentage</i> van een gegeven installatiecategorie.  |
| Financiële parameters             | Het geheel van financiële parameters, met name de gewogen gemiddelde kostprijs van het kapitaal en de economische levensduur, die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage</i> van een gegeven installatiecategorie.  |
| Marktgebonden parameters          | Het geheel van marktgebonden parameters, met name de verkoopprijs van de opgewekte groene elektriciteit, de prijs van de productiemiddelen van de biomassa, de aankoopprijs van aardgas, de waarde van de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling, de waarde van door trigeneratie opgewekte koude en de waarde van de groene certificaten, die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage</i> van een gegeven installatiecategorie |
| Gewogen gemiddelde kapitaalkosten | De kapitaalkosten voor een investeringsproject van een gegeven installatiecategorie. Deze kostprijs houdt rekening met de verhoudingen van de verschillende mogelijke financieringsbronnen (eigen vermogen en leningen), van de kostprijs voor het aangaan van leningen op de markten en de specifieke risicopremies voor elke gegeven installatiecategorie.  |

## II. Voorwerp

1. Deze methodologie definieert de berekeningsprincipes voor de *toekenningspercentages* die voor elke beoogde installatiecategorie van toepassing zijn, evenals de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die van invloed zijn op deze berekening.

## III. Principes

2. De Minister legt de installatiecategorieën en de consumentencategorieën vast waaronder de verschillende productie-eenheden vallen, die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 15, § 1bis/2. Het ministerieel besluit dat voor de eerste keer de installatiecategorieën en de consumentencategorieën vastlegt, treedt in werking de tiende dag volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. Het ministerieel besluit dat een installatiecategorie of een consumentencategorie wijzigt treedt in werking drie maanden na bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. De Administratie publiceert ter informatie een tijdspad voor de herziening van de installatiecategorieën en de consumentencategorieën.
3. Er wordt door de Minister, voor elke *installatiecategorie* die hij omschrijft, een waarde van het toekenningspercentage vastgelegd.
4. Het *toekenningspercentage*, dat van toepassing is het eerste jaar (“toekenningspercentage (1)”) is het percentage dat in werking is bij de indiening van de



eerste aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit.

5. De waarde van het *toekenningspercentage* wordt forfaitair berekend op grond van een representatieve referentie-installatie die aangepast is aan de beoogde installatiecategorie waarbij de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters verbonden aan deze installatie in rekening worden gebracht.

6. In het geval waarin de producent in aanmerking wenst te komen voor een berekend *toekenningspercentage* onder gebruikmaking van de waarden van zijn eigen productie-eenheid, wordt het *toekenningspercentage* in afwijking van punt 3 door de Administratie vastgesteld op grond van huidige methodologie onder gebruikmaking, ter afwijking van vorig punt, voor sommige technische en economische parameters, van de waarden die eigen zijn aan de productie-eenheid in plaats van gebruik te maken van de referentiewaarden bedoeld in vorig punt. Krachtens punt 53 van huidige methodologie definieert de Minister de technische en economische parameters die aldus de eigen waarde van de productie-eenheid waarvoor het *toekenningspercentage* wordt berekend, als waarde kunnen nemen.

7. Het *toekenningspercentage* (1) wordt zo berekend dat het verschil tussen de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, berekend overeenkomstig afdeling IV, en de waarde, door de Minister vastgesteld overeenkomstig afdeling VI voor het eerste jaar van geproduceerde groene elektriciteit  $V(1)_{\text{groene elec}}$  tijdens de toekenningsduur gecompenseerd wordt. Het *toekenningspercentage* (1) wordt als volgt berekend:

$$[1] \quad \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) = \max(0; \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1) - V(1)_{\text{groene elec}}) / \text{Prijs}_{\text{groene cert}}(1) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

$$[2] \quad \text{toekenningspercentage}(1) = \min(\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1); P) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), de waarde berekend overeenkomstig afdeling IV bij de indiening van de aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit;

$V(1)_{\text{groene elec}}$ , de referentiewaarde voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister, overeenkomstig afdeling VI;

$\text{Prijs}_{\text{groene certif}}(1)$ , de waarde van het groene certificaat, voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister of diens afgevaardigde, overeenkomstig afdeling VI;

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

8. Het *toekenningspercentage* dat van toepassing is op een productie-eenheid wordt vervolgens te rekenen van de aanvang van de toekenningsperiode van groene certificaten op elke datum van de verjaardag als volgt aangepast in functie van de evolutie van de marktprijzen van de groene elektriciteit, van de groene certificaten en, in voorkomend geval, van de kostprijs van de brandstoffen:

$$[3] \quad \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(t) = \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) \times \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(1) / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t)$$

$$+ [V(1)_{\text{groene elec}} - V(t)_{\text{groene elec}}] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t)$$

$$+ [\text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(t) - \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1)] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

$t = 2$  tegen D ;

D, toekenningsduur;

$\text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t)$ ,  $V(t)_{\text{groene elec}}$ , de referentiewaarden vastgelegd door de Minister, overeenkomstig afdeling VI, voor de installatiecategorie waaronder de productie-eenheid valt, voor de dienovereenkomstige jaren;

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs ( $t$ ), de bijgewerkte eigen waarde van de productie-eenheid, geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), berekend overeenkomstig afdeling VI, voor de dienovereenkomstige jaren.

[4] toekenningspercentage ( $t$ ) = min (toekenningspercentage<sub>compensatie</sub> (1) ; P)  
[EUR/MWhe]

Met

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

#### IV. Berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs

9. Onverminderd afdeling VIII wordt de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs voor een aangepaste en representatieve referentie-installatie van de beoogde installatiecategorie berekend.

10. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt over de economische levensduur berekend, als door de Minister vastgelegd voor de beoogde installatiecategorie. De economische levensduur, vastgelegd door de Minister, mag niet korter zijn dan de *toekenningsduur*.

11. Voor de installatiecategorieën die brandstoffen gebruiken, stemt de economische levensduur overeen met de *toekenningsduur*.

12. De waarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die deze referentie-installatie kenmerken, worden door de Minister vastgelegd.

13. In voorkomend geval worden de inkomsten verband houdend met de valorisering van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte (of van de via trigeneratie opgewekte koude) opgenomen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs en worden ze in aftrek gebracht van de productiekosten.

14. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt als volgt berekend:

$$[5] \quad \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs} = \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{(CAPEX_t + OPEX_t + FUEL_t - HEAT_t - COLD_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{Eenp_t}{(1+i)^t}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

| Symbol   | Eenheid | Definitie   |
|--|---------|---|
| N  | Jaar    | Economische levensduur  |
| t  | Jaar    | Jaar analyseperiode, t = -5 tot N<br>t = -5 en -1: de in aanmerking komende investeringsperiode;<br>t = 0 : referentiejaar voor de actualisering<br>t = 1 tot N : periode met elektriciteitsproductie |
| i  | %       | Actualiseringspercentage  |
| <u>Voor t = -5 tot N</u><br>CAPEX <sub>t</sub>     | EUR     | Investering jaar t  |
| <u>Voor t</u><br><u>&gt;0</u><br>OPEX <sub>t</sub> | EUR     | Bedrijfskosten (kosten brandstoffenaankoop niet meegerekend), jaar t  |
| FUEL <sub>t</sub>                                  | EUR     | Kosten voor brandstoffenaankoop jaar t  |
| HEAT <sub>t</sub>                                  | EUR     | Inkomsten jaar t van de valorisering van de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling   |
| COLD <sub>t</sub>                                  | EUR     | Inkomsten jaar t van de valorisering van de koude opgewekt door trigeneratie  |
| Eenp <sub>t</sub>                                  | MWhe    | Netto-geproduceerde elektriciteit jaar t  |

15. De referentiedatum voor de actualisering (t=0) stemt overeen met de eerste dag van de toekenningsperiode. De in aanmerking komende investeringen, verwezenlijkt in de twaalf

maanden voorafgaand aan deze datum, worden verondersteld zich te hebben voorgedaan 1 jaar voor de referentiedatum ( $t = -1$ ), de investeringen verwezenlijkt tussen dertien en vierentwintig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan twee jaar voor de referentiedatum ( $t = -2$ ), de investeringen verwezenlijkt tussen vijftientwintig en zesentwintig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan drie jaar voor de referentiedatum ( $t = -3$ ), de investeringen verwezenlijkt tussen 37 en 48 maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan vier jaar voor de referentiedatum ( $t = -4$ ), en de investeringen verwezenlijkt tussen 49 en 60 maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan vijf jaar voor de referentiedatum ( $t = -5$ ).

#### V. Jaarlijkse aanpassing van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs

16. De jaarlijkse aanpassing (jaar  $t$ ) van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt bekomen door toepassing van volgende formule:

$$[6] \quad [\text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(t) - \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QCOGEN}(t) - V_{QCOGEN}(1)) \times \alpha_Q - (V_{FTRIGEN}(t) - V_{FTRIGEN}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met:

$\alpha_E$ , het elektrisch netto-rendement, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar  $t$  van de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van de installatiecategorie;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , de referentiewaarde, bij de indiening van de aanvraag tot reservering van de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van de installatiecategorie;

$\alpha_Q$ , het rendement in gevaloriseerde netto-warmte, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$\alpha_F$ , het rendement in gevaloriseerde netto-koude, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$V_{QCOGEN}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar  $t$  voor de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling, berekend overeenkomstig de punten 39 tot 41 ;

$V_{FTRIGEN}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar  $t$  voor de koude opgewekt via trigeneratie, berekend overeenkomstig de bepalingen van punt 42.

#### VI. Technische, economische, financiële en marktgebonden parameters

##### a. Algemeen

17. De referentiewaarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters worden door de Minister vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van deze methodologie.

18. Om de referentiewaarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters te bepalen waardoor een installatiecategorie van kenmerken kan worden voorzien, gebruikt de Minister de gegevens te zijner beschikking, met name de gegevens overgemaakt door de producenten en de projectontwikkelaars in het kader van de aanvragen tot reservatie van groene certificaten, bij de Administratie ingediend, evenals de gegevens die bekend zijn gemaakt in de regio's en de landen die aangrenzend zijn aan en vergelijkbaar zijn met het Waals Gewest.

19. De investeringen die nodig zijn wegens de vervanging van de generator die binnen de toekenningsduur zijn technische levenscyclus beëindigt, worden integraal in rekening gebracht bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs. Deze vervanging heeft geen impact op %SER als bedoeld in artikel 15, § 1bis/2, lid 1.

20. Kostenposten die niet rechtstreeks verband houden met groene elektriciteitsproductie komen niet in aanmerking. De Administratie maakt voor elk productiekanaal de niet-exhaustieve lijst van de niet in aanmerking komende kostenposten bekend.

21. De kostenposten of de inkomstenposten in verband met afvalbeheer (vast, vloeibaar en gasvormig afval) uit de groene elektriciteitsproductie komen in aanmerking. Gaat het om inkomsten, dan worden ze, bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, afgetrokken van de kostenposten.

22. Fiscale lasten worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs.

#### **b. Actualiseringspercentage**

23. De actualiseringspercentages die worden toegepast voor elke installatiecategorie zijn nominale percentages voor belasting.

24. Het actualiseringspercentage  $i$ , toegepast voor een installatiecategorie, stemt overeen met de waarde van de gewogen gemiddelde kapitaalkosten van de referentie-installatie die in aanmerking komt voor deze installatiecategorie.

[7]  $i$  = gewogen gemiddelde kapitaalkosten

25. De gewogen gemiddelde kapitaalkosten worden berekend aan de hand van volgende formule, die rekening houdt met de verhoudingen van de verschillende mogelijke financieringsbronnen (eigen vermogen en leningen), van de kostprijs voor het aangaan van leningen op de markten en de specifieke risicopremies voor elke gegeven installatiecategorie:

[8]  $CMPC = \square \times r_E + (1 - \square) \times r_D$

Met

- $\square$  Het aandeel eigen vermogen dat in overweging wordt genomen voor de beoogde installatiecategorie;
- $r_E$  Het rendabiliteitspercentage op eigen vermogen, in overweging genomen voor de beoogde installatiecategorie, rekening houdend met de risicopremies eigen voor deze installatiecategorie;
- $r_D$  De rentevoet die in overweging wordt genomen voor het aandeel geleend kapitaal.

#### **c. Brandstoffenkostprijs**

26. Voor elke installatiecategorie die brandstoffen gebruikt wordt er een mix referentiebrandstoffen vastgelegd.

27. De mix referentiebrandstoffen wordt zo vastgelegd dat het risico op gebruikskonflikten beperkt wordt en dat de hiërarchie in het gebruik van afvalstoffen nageleefd wordt.

28. Op grond van de prijzen, waargenomen op de Belgische markt gedurende de twaalf voorafgaande maanden, wordt een referentieprijs vastgelegd voor elke mix referentiebrandstoffen.

29. Om de risico's op gebruikskonflikten te beperken wanneer deze brandstoffen eveneens benut kunnen worden als grondstof, mogen de referentiewaarden de prijzen, waargenomen op de Belgische markt voor een benutting als grondstof na toepassing van een korting, niet te boven gaan. Daartoe wordt de waarde van een brandstof die eveneens benut kan worden als grondstof die deel uitmaakt van de samenstelling van een mix aan referentiebrandstoffen als bedoeld onder punt 26 als volgt berekend:

[9]  $V_{\text{brandstof}} = \min[V_{\text{brandstof energie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{brandstof grondstof}})]$  [EUR/T]

Met

$V_{\text{brandstof energie}}$  : Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, [EUR/ton]  
zoals waargenomen op de markt voor deze bouwstof met het oog op gebruik als energiebron

$V_{\text{brandstof grondstof}}$  : Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, [EUR/ton]  
zoals waargenomen op de markt voor deze

bouwstof met het oog op gebruik als grondstof

Y De op  $V_{\text{brandstof grondstof}}$  toegepaste korting die %  
bepaald wordt door de Minister om een  
gebruik als energiebron van de bouwstof, die  
als grondstof zou kunnen worden gebruikt, te  
ontraden

30. De mix aan referentiebrandstoffen, de samengebrachte referentieprijzen en de kortingen worden door de Minister vastgelegd.

31. De referentiewaarden voor de prijs van de fossiele brandstoffen worden bepaald op grond van de “future” prijzen, van toepassing op de Belgische markt, en op grond van de gegevens bekendgemaakt door EUROSTAT voor de “all-in” prijzen aan de consumenten of de gegevens bekendgemaakt door de CWaPE of de CREG.

32. De Minister bepaalt de nadere regels die in aanmerking worden genomen ter bepaling van de referentiewaarden die worden gebruikt voor de fossiele brandstoffen, met name de gebruikte marktindexen en de in aanmerking genomen periodes.

**d. Waarde van de groene certificaten**

33. De waarde van het betrokken groene certificaat is het maximum tussen de prijs, vastgesteld door de Regering voor de koopverplichting door de beheerder van het lokaal transmissienet, bepaald in artikel 40 van het decreet, en het gemiddelde van de over een periode van twaalf maanden waargenomen waarden die het voorwerp uitmaken van de meest recente publicatie door de Administratie.

**e. Waarde van de opgewekte groene elektriciteit**

34. De referentiewaarde voor de groene elektriciteit kan verschillen in functie van de betrokken installatiecategorie.

35. De referentiewaarde voor de opgewekte groene elektriciteit wordt berekend volgens deze formule:

$$[10] \quad V_{\text{GROENE STROOM}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , de referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België;
- $\square$ , de korting, van toepassing wegens de kenmerken van de installatiecategorie, met name de capaciteit, het aansluitingsniveau en de intermitterende kenmerken van de productie, rekening houdend met het zgn « *kannibaliseringseffect* » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , de LGO-verkoopprijs toegekend voor groene elektriciteit die op het net geïnjecteerd wordt;
- $T_{\text{INJ}}$ , het injectietarief, toegepast door de netbeheerder.

36. De referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België ( $P_{\text{BE-MARKET}}$ ) is de waarde, waargenomen op de “future” markt voor een baseload elektriciteitslevering op het Elia-net (“*Belgian Power Base Load Futures*”). Deze waarde stemt overeen met het rekenkundige gemiddelde van de dagprijzen (einde-dag notering) ICE Endex, vermeld onder de rubriek “*Belgian Power Base Load Futures*” voor leveringen op 1, 2 en 3 jaar, waargenomen over een periode van twaalf maanden.

37. De korting, toepasbaar  $\lambda$  per installatiecategorie, stemt overeen met de verhouding tussen de gemiddelde verkoopprijs voor deze categorie en de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België. Daartoe maken de producenten van groene elektriciteit op kwartaalbasis hun elektriciteitsverkoopsfacturen aan de Administratie over.

38. In functie van de evoluties die op de Belgische markt worden waargenomen, kan de Minister de in aanmerking genomen nadere berekeningsregels ter bepaling van de gebruikte referentiewaarden, met name de gebruikte marktindexen en de betrokken periodes, wijzigen.



**f. Waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte**

39. De waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte ( $V_{Q\_COGEN}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost voor warmte opgewekt door een referentieverwarmingsketel die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de betrokken mix aan referentiebrandstoffen voor de beoogde installatiecategorie:

$$[11] \quad V_{Q\_COGEN} = \min (P_{Fuel\ Mix} / \eta_{q\ Fuel\ Mix} ; P_{GN} / \eta_{q\ GN} ) \text{ [EUR/MWhe]}$$

Met

$P_{Fuel\ Mix}$ , de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van de installatiecategorie;

$\eta_{q\ Fuel\ Mix}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor de betrokken mix aan brandstoffen;

$P_{GN}$ , de referentieprij voor aardgas;

$\eta_{q\ GN}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor aardgas.

40. De waarde van de prijs van de mix aan brandstoffen ( $P_{Fuel\ Mix}$ ) is identiek aan de waarde die in aanmerking wordt genomen voor de mix aan referentiebrandstoffen van de installatiecategorie.

41. De rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels ( $\eta_{q\ Fuel\ Mix}$  en  $\eta_{q\ GN}$ ) kunnen variëren in functie van de installatiecategorie. De Minister legt de rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels vast.

**g. Waarde van via trigeneratie opgewekte koude**

42. De waarde van de via trigeneratie opgewekte koude ( $V_{F\_TRIGEN}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost voor koude opgewekt door een absorptiekoelmachine die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de betrokken mix aan referentiebrandstoffen voor de beoogde installatiecategorie:

$$[12] \quad V_{F\_TRIGEN} = \min (V_{Q\_COGEN} / COP_{abs} ; V_{ELEC\_VERTE} / COP_{comp}) \text{ [EUR/MWhe]}$$

Met

$V_{Q\_COGEN}$ , de waarde van de warmte opgewekt door warmtekrachtkoppeling, berekend overeenkomstig de punten 39 tot 41 ;

$V_{groene\_elek}$ , de waarde van de opgewekte groene elektriciteit, berekend overeenkomstig de punten 34 tot 38 ;

$COP_{abs}$ , de performantiecoëfficiënt voor een referentie-absorptiekoelmachine;

$COP_{comp}$ , de performantiecoëfficiënt voor een referentie-compressiekoelmachine.

**h. Investeringssteun**

43. Wanneer aanvullende specifieke energiesteun voorzien is, wordt deze in rekening genomen en van de investeringen afgetrokken.

44. In voorkomend geval wordt een gemiddelde termijn in rekening genomen voor de daadwerkelijke storting van de steun aan de producent. Deze gemiddelde termijn kan volgens de installatiecategorie verschillen.

**VII. Indexeringsparameters**

45. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt berekend, rekening houdend met een forfaitaire indexering van de onderhoudskosten en overige bedrijfskosten, brandstoffen niet meegerekend.

46. De parameters die jaarlijks worden aangepast, namelijk de brandstoffenprijs, de prijs voor groene certificaten en de waarde van de opgewekte elektriciteit, overeenkomstig punt 8 van deze methodologie, worden niet forfaitair geïndexeerd.

47. De waarden van de indexeringsparameters worden verondersteld, over de economische levensduur constant te zijn.

48. De waarden van de indexeringsparameters kunnen volgens de installatiecategorie verschillen.

**VIII. Berekening op dossierstukken**

49. Voor de productiekanalen die brandstoffen gebruiken, wordt het *toekenningspercentage*, in de gevallen waarin het ontwikkelbaar elektrisch netto-vermogen van de productie-eenheid hoger is dan 5MW, aan de hand van dossierstukken berekend.

50. In de overige gevallen waarin de producent in aanmerking wenst te komen voor een *toekenningspercentage* dat berekend wordt onder gebruikmaking van de waarden van de eigen productie-eenheid, toont de producent aan de Administratie aan, ofwel dat de productie-eenheid onder geen enkele installatiecategorie valt waarvoor referentiewaarden in aanmerking zijn genomen, ofwel dat de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, berekend op grond van de eigen gegevens, 10% hoger is dan de waarde die de Administratie berekend heeft op grond van de referentiewaarden voor de installatiecategorie waaronder de productie-eenheid valt.

51. Daartoe stelt de Administratie de producenten een simulatietool ter beschikking waarmee zij op grond van hun eigen gegevens de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs kunnen berekenen.

52. Bij berekening aan de hand van dossierstukken zijn de financiële parameters, de waarde van de opgewekte groene elektriciteit en de groene certificaatprijs die van toepassing zijn, de referentie-elementen.

53. Voor elk productiekanaal bepaalt de Minister de lijst met technische en economische parameters waarvoor een waarde, eigen aan de productie-eenheid, in aanmerking kan worden genomen, in plaats van de referentiewaarden voor de berekening van het *toekenningspercentage*.

54. Op grond van het, door de Regering overeenkomstig artikel 15, § 1bis/2, lid 5, goedgekeurde verslag kan de Minister de drempels en de plafonds vaststellen voor de technische en economische parameters waarvoor een waarde, eigen aan de productie-eenheid, in aanmerking kan worden genomen in plaats van de referentiewaarden voor de berekening van het *toekenningspercentage*.

55. De plafonds, in aanmerking genomen voor de brandstoffenprijzen, kunnen gegrond worden op de referentiewaarden die van toepassing zijn op andere brandstoffen of voor het niet-energetische gebruik van de brandstof.

56. Het toekenningspercentage dat van toepassing is op de productie-eenheid wordt vervolgens op elke verjaardag aangepast, te rekenen van de periode van toekenning van groene certificaten overeenkomstig punt 8 van deze methodologie.

57. Bij ontstentenis van drempels en plafonds als bedoeld onder punt 54 kan de Administratie afwijken van de waarden, voorgesteld en behoorlijk onderbouwd door de aanvrager, als ze aantoonbaar dat de voorgestelde voorwaarden hoogst afwijkend zijn.

58. De Minister kan een plafond vaststellen voor het, aan de hand van dossierstukken berekend, toekenningspercentage dat in voorkomend geval per installatiecategorie gedifferentieerd wordt.

59. De besluiten, bedoeld onder de punten 53, 54 en 58, treden in werking ten vroegste drie maanden te rekenen van bekendmaking ervan, tenzij zij samen zijn aangenomen met het besluit bedoeld in artikel 15, § 1bis/, lid 5.

#### **IX. Aanzienlijke afwijking**

60. Overeenkomstig artikel 15, § 1bis/2, lid 7, wordt een afwijking ten opzichte van de maatregelen, omstandig opgegeven in het dossier voor de reservatie van groene certificaten, als aanzienlijk beschouwd bij wijziging van de technische of economische kenmerken die leiden tot declassering naar een installatiecategorie met een lager toekenningspercentage. De herberekening van het toekenningspercentage voor groene certificaten door de Administratie opent voor de producent niet het voordeel van de berekening aan de hand van dossierstukken als bedoeld in afdeling VIII.

61. Onverminderd de punten 8 en 56 van deze methodologie wordt, indien de producent een toekenningspercentage geniet dat berekend is aan de hand van zijn dossier-eigen waarden, een afwijking ten opzichte van de maatregelen, omstandig omschreven in het uiteenzettend dossier, als aanzienlijk beschouwd indien deze afwijking een vermindering van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs met meer dan tien percent veroorzaakt.”

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 11 ingevoegd, luidend als volgt :

“Bijlage 11 : Methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> als bedoeld in artikel 15ter/1, § 1bis/2

**I. Begripsomschrijvingen**

|  |  |
|--|--|
| Installatiecategorie:                        | Installatiecategorie als omschreven in bijlage 10, waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.   |
| Toekenningsduur                              | Het aantal toekenningsjaren voor groene certificaten, als vastgesteld in bijlage 5, voor het productiekanaal voor opwekking van groene elektriciteit die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.   |
| Toekenningspercentage <sub>uitbreiding</sub> | Toekenningspercentage voor groene certificaten, toegepast op de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.  |
| Referentie-installatie                       | Installatie, omschreven door een geheel van referentiewaarden, overeenkomstig bijlage 10 toegekend aan de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die de installatiecategorie kenmerkt waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.   |
| Technische parameters                        | De gezamenlijke technische parameters eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen, met name de vermogens en de rendementen, de CO <sub>2</sub> -emissiefactor en de gebruiksduur, die van invloed zijn op de berekening van het toekenningspercentage <sub>uitbreiding</sub> .   |
| Economische parameters                       | De gezamenlijke economische parameters eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling genieten, zoals van toepassing op de uitbreidingen, met name de in aanmerking komende investeringskostprijs – CAPEX, en de in aanmerking komende bedrijfs- en onderhoudskosten – OPEX, die van invloed zijn op de berekening van het toekenningspercentage <sub>uitbreiding</sub> . |
| Financiële parameters                        | De financiële parameters van de referentie-installatie die de installatiecategorie   |
| Marktgerelateerde parameters                 | kenmerken waaronder de productie-eenheid   |

Gewogen gemiddelde kapitaalkosten

valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.

De marktgebonden parameters eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen wanneer deze parameters van toepassing zijn of van de referentie-installatie die de installatie-categorie kenmerkt waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen, met name de verkoopprijs van de opgewekte groene elektriciteit, de prijs van de productiemiddelen van de biomassa, de aankoopprijs van aardgas, de waarde van via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte, de waarde van via trigeneratie opgewekte koude en de waarde van de groene certificaten, die van invloed zijn op de berekening van het *toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub>*.

De kapitaalkosten voor een investeringsproject van een gegeven installatiecategorie. Deze kostprijs houdt rekening met de verhoudingen van de verschillende mogelijke financieringsbronnen (eigen vermogen en leningen), van de kostprijs voor het aangaan van leningen op de markten en de specifieke risicopremies voor elke gegeven installatiecategorie.

## II. Voorwerp

1. Deze methodologie definieert de rekenregels voor de berekening van het *toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub>*, zoals van toepassing op de productie-eenheid die de steunregeling geniet die van toepassing is op de uitbreidingen, evenals de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die van invloed zijn op deze berekening.

## III. Principes

2. Het *toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub>*, dat van toepassing is het eerste jaar (“*toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> (1)*”) is het percentage dat door de Administratie wordt bepaald bij de indiening van de aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit.

3. Het *toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> (1)* wordt zo berekend dat het verschil tussen de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), berekend overeenkomstig afdeling IV, en de waarde, door de Minister vastgesteld overeenkomstig afdeling VI voor het eerste jaar van geproduceerde groene elektriciteit  $V(1)_{\text{groene elek}}$  tijdens de *toekenningsduur* gecompenseerd wordt. Het *toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub> (1)* wordt als volgt berekend:

[1]  $\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) = \max \square 0$ ; geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs(1) –  $V(1)_{\text{groene elek}} \square / \text{Prijs}_{\text{CV}}(1)$  [EUR/MWhe]

[2]  $\text{toekenningspercentage}_{\text{uitbreiding}}(1) = \min(\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1); \text{toekenningspercentage}_{\text{nieuw}}; P)$  [EUR/MWhe]

Met

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), de waarde berekend overeenkomstig afdeling VI bij de indiening van de aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit;

$V(1)_{\text{groene elek}}$ , de waarde vastgesteld op grond van de gegevens eigen aan de eenheid die een uitbreiding vormt, rekening houdend met de marktprijs, vastgesteld door de Minister, overeenkomstig afdeling VI van bijlage 10, voor het eerste jaar;

Prijs<sub>groene certif.</sub> (1), de waarde van het groene certificaat, voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister of diens afgevaardigde, overeenkomstig afdeling VI van bijlage 10;

Toekenningspercentage<sub>nieuw</sub>, de waarde van het toekenningspercentage van toepassing bij de indiening van de aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit voor een nieuwe productie-eenheid die onder dezelfde installatiecategorie of de meest nabije installatiecategorie valt;

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

4. Het *toekenningspercentage* dat van toepassing is op een productie-eenheid wordt vervolgens te rekenen van de aanvang van de toekenningsperiode van groene certificaten op elke datum van de verjaardag als volgt aangepast in functie van de evolutie van de marktprijzen van de groene elektriciteit, van de groene certificaten en, in voorkomend geval, van de kostprijs van de brandstoffen:

$$[3] \quad \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(t) = \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) \times \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(1) / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) \\ + [V(1)_{\text{groene elek}} - V(t)_{\text{groene elek}}] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) \\ + [\text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(t) - \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1)] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

$t = 2$  tegen D ;

D, toekenningsduur;

Prijs<sub>groene certif</sub>(t)  $V(t)_{\text{groene elek}}$ , de waarden vastgesteld op grond van de gegevens eigen aan de eenheid die een uitbreiding vormt, rekening houdend met de referentiemarktprijzen, vastgesteld door de Minister, overeenkomstig afdeling VI van bijlage 10, voor de dienovereenkomstige jaren.

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (t), de bijgewerkte eigen waarde van de productie-eenheid, geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), berekend overeenkomstig afdeling IV, voor de dienovereenkomstige jaren.

$$[4] \quad \text{toekenningspercentage}_{\text{uitbreiding}}(1) = \min(\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1); \text{toekenningspercentage}_{\text{nieuw}}; P) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

Toekenningspercentage<sub>nieuw</sub>, de waarde van het toekenningspercentage van toepassing bij de indiening van de aanvraag tot reservatie van groene certificaten door de producent van groene elektriciteit voor een nieuwe productie-eenheid die onder dezelfde installatiecategorie of de meest nabije installatiecategorie valt;

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

#### **IV. Berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs**

5. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt berekend op de economische levensduur, overeenkomstig bijlage 10 door de Minister vastgesteld voor de installatiecategorie waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.

6. De waarden van de technische, economische, financiële, marktgebonden en indexeringsparameters die van invloed zijn op de berekening van de geactualiseerde



gemiddelde productiekostprijs worden vastgesteld overeenkomstig de afdelingen VI, VII en VIII.

7. In voorkomend geval worden de inkomsten verband houdend met de valorisering van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte (of van de via trigeneratie opgewekte koude) opgenomen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs en worden ze in aftrek gebracht van de productiekosten.

8. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt als volgt berekend:

$$[5] \quad \frac{\sum_{t=-5}^N \frac{CAPEX_t + OPEX_t + FUEL_t - HEAT_t - COLD_t}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{Eenp_t}{(1+i)^t}} \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

| Symbool                  | Eenheid | Definitie   |
|--------------------------|---------|---|
| N                        | Jaar    | Economische levensduur  |
| t                        | Jaar    | Jaar analyseperiode, t = -5 tot N<br>t = -5 en -1: de in aanmerking komende investeringsperiode;<br>t = 0 : referentiejaar voor de actualisering<br>t = 1 tot N : periode met elektriciteitsproductie |
| i                        | %       | Actualiseringspercentage  |
| <u>Voor t = -5 tot N</u> |         |   |
| CAPEX <sub>t</sub>       | EUR     | Investing jaar t  |
| <u>Voor t</u>            |         |   |
| <u>≥ 0</u>               |         |   |
| OPEX <sub>t</sub>        | EUR     | Bedrijfskosten (kosten brandstoffenaankoop niet meegerekend), jaar t  |
| FUEL <sub>t</sub>        | EUR     | Kosten voor brandstoffenaankoop jaar t  |
| HEAT <sub>t</sub>        | EUR     | Inkomsten jaar t van de valorisering van de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling   |
| COLD <sub>t</sub>        | EUR     | Inkomsten jaar t van de valorisering van de koude opgewekt door trigeneratie  |
| Eenp <sub>t</sub>        | MWhe    | Netto-geproduceerde elektriciteit jaar t  |

9. De referentiedatum voor de actualisering (t=0) stemt overeen met de eerste dag van de toekenningsperiode. De in aanmerking komende investeringen, verwezenlijkt in de twaalf maanden voorafgaand aan deze datum, worden verondersteld zich te hebben voorgedaan één jaar voor de referentiedatum (t = -1), de investeringen verwezenlijkt tussen dertien en vierentwintig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan twee jaar voor de referentiedatum (t = -2), de investeringen verwezenlijkt tussen vijftwintig en zesendertig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan drie jaar voor de referentiedatum (t = -3), de investeringen verwezenlijkt tussen 37 en 48 maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan vier jaar voor de referentiedatum (t = -4), en de investeringen verwezenlijkt tussen 49 en 60 maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan vijf jaar voor de referentiedatum (t = -5).

#### V. Jaarlijkse aanpassing van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs

10. De jaarlijkse aanpassing (jaar t) van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt bekomen door toepassing van volgende formule:

$$[6] \quad [Cp_{ma}(t) - Cp_{ma}(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QCOGEN}(t) - V_{QCOGEN}(1)) \times \alpha_Q - (V_{FTRIGEN}(t) - V_{FTRIGEN}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met:

$a_E$ , het elektrisch netto-rendement, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$P_{\text{Fuel Mix}}(t)$ , de prijs voor het jaar  $t$  van de mix aan brandstoffen eigen aan de productie-eenheid;

$P_{\text{Fuel Mix}}(1)$ , de prijs van de mix aan brandstoffen eigen aan de productie-eenheid, bij de indiening van de reservatie-aanvraag;

$a_Q$ , het rendement in gevaloriseerde netto-warmte, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$a_F$ , het rendement in gevaloriseerde netto-koude, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$V_{\text{QCOGEN}}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar  $t$  voor de warme opgewekt via warmtekrachtkoppeling, berekend overeenkomstig de punten 31 tot 34 ;

$V_{\text{FTRIGEN}}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar  $t$  voor de koude opgewekt via trigeneratie, berekend overeenkomstig de bepalingen van punt 35.

## **VI. Technische, economische en marktgebonden parameters**

### **a. Algemeen**

11. Op grond van het, door de Regering overeenkomstig artikel 15, § 1bis/2, lid 5, goedgekeurde verslag kan de Minister de drempels en de plafonds vaststellen voor de technische, economische en marktgebonden parameters waarvoor een waarde, eigen aan de productie-eenheid, in aanmerking wordt genomen.

12. Bij ontstentenis van drempels en plafonds als bedoeld onder vorig punt kan de Administratie afwijken van de waarden, voorgesteld en behoorlijk onderbouwd door de aanvrager, als ze aantoont dat de voorgestelde voorwaarden hoogst afwijkend zijn.

13. De Minister kan een plafond vaststellen voor het, aan de hand van dossierstukken berekend, toekenningspercentage dat in voorkomend geval per installatiecategorie gedifferentieerd wordt.

14. De besluiten, bedoeld onder de punten 11 en 13, treden in werking ten vroegste drie maanden te rekenen van bekendmaking ervan, tenzij zij samen zijn aangenomen met het besluit bedoeld in artikel 15, § 1bis/, lid 5.

### **b. Investerings**

15. De investeringen die nodig zijn wegens de vervanging van de generator die binnen de toekenningsduur zijn technische levenscyclus beëindigt worden integraal in rekening gebracht bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs. Deze vervanging heeft geen impact op %SER als bedoeld in artikel 15ter/1, § 4.

16. De kostenposten die niet rechtstreeks verband houden met de productie van groene elektriciteit, evenals de kosten voor de ontmanteling ervan wanneer zij reeds in rekening zijn genomen bij de berekening van een ondersteuning voor de productie van groene elektriciteit, worden niet in aanmerking genomen. De Administratie maakt voor elk productiekanaal de niet-exhaustieve lijst van de niet in aanmerking komende kostenposten bekend.

17. Wanneer aanvullende specifieke energiesteun voorzien is, wordt deze in rekening genomen en van de investeringen afgetrokken.

18. In voorkomend geval wordt een gemiddelde termijn in rekening genomen voor de daadwerkelijke storting van de steun aan de producent. Deze gemiddelde termijn kan volgens de installatiecategorie verschillen.

19. De investeringskosten voor een uitrusting die gedeeld wordt met andere, nog niet afgeschreven productie-eenheden en die nog niet in rekening is genomen in de berekening van het steunniveau dat van toepassing is op de andere productie-eenheden wordt in rekening genomen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs mits toepassing van een ratio die overeenstemt met de verhouding tussen de netto-

elektriciteitsproductie van de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen, samengeteld op de overblijvende duur van de afschrijving van de gemeenschappelijke uitrusting, en de samengetelde netto-elektriciteitsproductie van de installatie over deze zelfde periode.

### c. Bedrijfskosten

20. De kostenposten of de inkomstenposten in verband met afvalbeheer (vast, vloeibaar en gasvormig afval) uit de groene elektriciteitsproductie komen in aanmerking. Gaat het om inkomsten, dan worden ze, bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, afgetrokken van de kostenposten.

21. Fiscale lasten worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs.

22. De bedrijfskosten voor een uitrusting die gedeeld wordt met andere productie-eenheden en die nog niet in rekening is genomen in de berekening van het steunniveau dat van toepassing is op de andere productie-eenheden worden in rekening genomen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs mits toepassing van een ratio die overeenstemt met de verhouding tussen de netto-elektriciteitsproductie van de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen, samengeteld op de overblijvende duur van de afschrijving van de gemeenschappelijke uitrusting, en de samengetelde netto-elektriciteitsproductie van de installatie over deze zelfde periode.

### d. Brandstoffenkostprijs

23. De brandstoffenkostprijs wordt berekend op grond van de mix aan brandstoffen, eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.

24. Om de risico's op gebruikconflicten te beperken wanneer deze brandstoffen eveneens benut kunnen worden als grondstof, gaat de brandstofprijs de prijzen, waargenomen op de Belgische markt voor een benutting als grondstof na toepassing van een korting, niet te boven. Daartoe wordt de waarde van iedere brandstof die deel uitmaakt van de samenstelling van de mix aan brandstoffen, eigen aan de eenheid bedoeld onder punt 23, als volgt berekend:

$$[7] \quad V_{\text{brandstof}} = \min[V_{\text{brandstof energie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{brandstof grondstof}})] \quad [\text{EUR/T}]$$

Met

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{brandstof energie}}$ :   | Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, zoals waargenomen op de markt voor deze bouwstof met het oog op gebruik als energiebron  | [EUR/tonne] |
| $V_{\text{brandstof grondstof}}$ : | Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, zoals waargenomen op de markt voor deze bouwstof met het oog op gebruik als grondstof  | [EUR/tonne] |
| Y                                  | De op $V_{\text{brandstof grondstof}}$ toegepaste korting die bepaald wordt door de Minister om een gebruik als energiebron van de bouwstof, die als grondstof zou kunnen worden gebruikt, te ontraden | %           |

25. De plafonds die de Minister in aanmerking neemt voor de brandstoffenprijzen stemmen overeen met de referentiewaarden, vastgesteld voor de mix aan referentiebrandstoffen in toepassing van bijlage 10.

26. De plafonds die de Minister in aanmerking neemt voor de brandstoffenprijzen kunnen gegrond worden op de referentiewaarden die van toepassing zijn op andere brandstoffen of voor het niet-energetische gebruik van de brandstof.

**e. Waarde van de opgewekte groene elektriciteit**

27. De waarde voor de opgewekte groene elektriciteit kan voor elke productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen verschillen.

28. De waarde van de opgewekte groene elektriciteit wordt berekend volgens deze formule:

$$[8] \quad V_{\text{groene stroom}} = (1-\alpha) \times P_{\text{PBE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \text{ [EUR/MWhe]}$$

Met

- $P_{\text{PBE-MARKET}}$ , de referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België;
- $\alpha$ , de korting, van toepassing wegens de kenmerken eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen, met name de capaciteit, het aansluitingsniveau en de intermitterende kenmerken van de productie, rekening houdend met het zgn « kannibaliseringseffect » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , de LGO-verkoopprijs toegekend voor groene elektriciteit die op het net geïnjecteerd wordt door de productie-eenheid die een uitbreiding vormt ;
- $T_{\text{INJ}}$ , het injectietarief, toegepast door de netbeheerder voor de productie-eenheid die een uitbreiding vormt.

29. De referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België ( $P_{\text{PBE-MARKET}}$ ) is de waarde, waargenomen op de “future” markt voor een baseload elektriciteitslevering op het Elia-net (“Belgian Power Base Load Futures”). Deze waarde stemt overeen met het rekenkundige gemiddelde van de dagprijzen (einde-dag notering) ICE Endex, vermeld onder de rubriek “Belgian Power Base Load Futures” voor leveringen op 1, 2 en 3 jaar, waargenomen over een periode van twaalf maanden.

30. In functie van de evoluties die op de Belgische markt worden waargenomen, kan de Minister de in aanmerking genomen nadere berekeningsregels ter bepaling van de gebruikte referentiewaarden, met name de gebruikte marktindexen en de betrokken periodes, wijzigen.

**f. Waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte**

31. De waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte ( $V_{\text{Q\_COGEN}}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost van de warmte, geproduceerd door een referentieverwarmingsketel die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de mix aan grondstoffen eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen:

$$[9] \quad V_{\text{Q\_COGEN}} = \min (P_{\text{Fuel Mix}} / \eta_{\text{q Fuel Mix}} ; P_{\text{GN}} / \eta_{\text{q GN}} ) \quad \text{[EUR/MWhe]}$$

Met

$P_{\text{Fuel Mix}}$ , de prijs van de mix aan brandstoffen eigen aan de productie-eenheid;

$\eta_{\text{q Fuel Mix}}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor de betrokken mix aan brandstoffen eigen aan de productie-eenheid;

$P_{\text{GN}}$ , de referentieprijs voor aardgas;

$\eta_{\text{q GN}}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor aardgas.

32. De waarde van de prijs van de mix aan brandstoffen ( $P_{\text{Fuel Mix}}$ ) is de waarde, in aanmerking genomen overeenkomstig de punten 23 tot 26.

33. De rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels ( $\eta_{\text{q Fuel Mix}}$  en  $\eta_{\text{q GN}}$ ) kunnen variëren in functie van de installatiecategorie.

34. De rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels zijn de rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels vastgelegd door de Minister in toepassing van bijlage 10.

**g. Waarde van via trigeneratie opgewekte koude**

35. De waarde van de via trigeneratie opgewekte koude ( $V_{\text{F\_TRIGEN}}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost van de koude, geproduceerd door een absorptiekoelmachine die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de mix aan grondstoffen eigen aan de productie-eenheid die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen:

$$[10] \quad V_{\text{F\_TRIGEN}} = \min (V_{\text{Q\_COGEN}} / \text{COP}_{\text{abs}} ; V_{\text{ELEC\_VERTE}} / \text{COP}_{\text{comp}} ) \quad \text{[EUR/MWhe]}$$

Met

$V_{Q\_COGEN}$ , de waarde van de warmte opgewekt door warmtekrachtkoppeling, berekend overeenkomstig de punten 31 tot 34 ;

$V_{groene\_elek}$ , de waarde van de opgewekte groene elektriciteit, berekend overeenkomstig de punten 27 tot 30 ;

COP\_abs, de performantiecoëfficiënt voor een referentie-absorptiekoelmachine;

COP\_comp, de performantiecoëfficiënt voor een referentie-compressiekoelmachine.

#### **VII. Financiële parameters**

36. De waarden van de financiële parameters, met name de gewogen gemiddelde kapitaalkostprijs, zijn de waarden vastgesteld overeenkomstig bijlage 10 en van toepassing op de installatiecategorie waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.

#### **VIII. Indexeringsparameters**

37. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt berekend, rekening houdend met een forfaitaire indexering van de onderhoudskosten en overige bedrijfskosten, brandstoffen niet meegerekend.

38. De parameters die jaarlijks worden aangepast, namelijk de brandstoffenprijs, de prijs voor groene certificaten en de waarde van de opgewekte elektriciteit, overeenkomstig punt 4 van deze methodologie, worden niet forfaitair geïndexeerd.

39. De waarden van de indexeringsparameters worden verondersteld, over de economische levensduur constant te zijn.

40. De waarden van de indexeringsparameters kunnen volgens de installatiecategorie verschillen.

41. De waarden van de indexeringsparameters zijn de waarden vastgesteld overeenkomstig bijlage 10 en van toepassing op de installatiecategorie waaronder de productie-eenheid valt die de steunregeling geniet zoals van toepassing op de uitbreidingen.

#### **IX. Aanzienlijke afwijking**

42. Overeenkomstig artikel 15ter/1, § 6, wordt een afwijking ten opzichte van de maatregelen, omstandig uiteengezet in het aanvraagdossier voor de aanvraag van groene certificaten, in de volgende gevallen als aanzienlijk beschouwd:

- a) Een wijziging van de technische of economische kenmerken die leiden tot een declassering naar een installatiecategorie met een lager toekenningspercentage<sub>uitbreiding</sub>;
- b) Een afwijking die een vermindering van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs met meer dan tien percent veroorzaakt, onverminderd punt 4.”

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 12 ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage 12: Methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage verlenging als bedoeld in artikel 15ter/2

#### **I. Begripsomschrijvingen**

Installatiecategorie:

Categorie, vastgesteld door de Minister, die zich baseert op een combinatie van volgende criteria:

1. Het productiekanaal voor groene elektriciteit, zoals vermeld in bijlage 5;
2. De productietechnologie voor groene elektriciteit;
3. De energiebron/ de gebruikte brandstof;
4. De vermogensklasse van de betrokken installatie of van de betrokken productie-eenheid;



|   |   |
|---|---|
|   | <p>5. De categorie consument die geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor de geproduceerde groene elektriciteit;</p>  |
| Consumentencategorie                        | <p>Categorie, vastgesteld door de Minister, die zich baseert op een combinatie van volgende criteria:</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Het totale jaarlijkse verbruiksvolume in (eigenproductie en in aankoop);</li><li>2. Het vermogen en/of het aansluitingsniveau op het elektriciteitsnet;</li><li>3. Het openbaar net waarop de installatie is aangesloten;</li><li>4. De economische activiteitssector van de consument die geheel of gedeeltelijk in aanmerking komt voor de geproduceerde groene elektriciteit;</li></ol> |
| Het geval van verlenging                    | <p>Het geval bedoeld in artikel 15ter/2, § 1, en vastgelegd door de Minister op grond van de bepalingen van deze methodologie voor iedere installatiecategorie.</p>   |
| De duur van de verlenging (n)               | <p>De duur van de nieuwe toekenningsperiode van groene certificaten, vastgelegd door de Minister voor een bepaald geval van verlenging met inachtneming van de bepalingen van dit besluit.</p>  |
| Toekenningspercentage <sub>verlenging</sub> | <p>Het toekenningspercentage van groene certificaten in het kader van de verlengingsregeling bepaald in artikel 15ter/2, en van toepassing op een gegeven geval van verlenging.</p>   |
| Referentie-installatie                      | <p>De installatie omschreven via een geheel van referentiewaarden, toegekend aan de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage<sub>verlenging</sub></i> en die een gegeven geval van verlenging kenmerken.</p>  |
| Technische parameters                       | <p>Het geheel van technische parameters, met name de vermogens en rendementen, de CO<sub>2</sub>-emissiefactor en de gebruiksduur die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentage<sub>verlenging</sub></i> van een gegeven geval van verlenging.</p>   |
| Economische parameters                      | <p>Het geheel van economische parameters, met name de in aanmerking komende</p>   |

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
|                                   | <p>investeringskost – CAPEX, en de in aanmerking komende bedrijfs- en instandhoudingskosten – OPEX, die van invloed zijn op het <i>toekenningspercentageverlenging</i> van een gegeven geval van verlenging.</p>   |
| Financiële parameters             | <p>Het geheel van financiële parameters, met name de gewogen gemiddelde kostprijs van het kapitaal en de economische levensduur, gebruikt bij de berekening van het <i>toekenningspercentageverlenging</i> van een gegeven geval van verlenging.</p>   |
| Marktgerelateerde parameters      | <p>Het geheel van marktgebonden parameters, met name de verkoopprijs van de opgewekte groene elektriciteit, de prijs van de productiemiddelen van de biomassa, de aankoopprijs van aardgas, de waarde van de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling, de waarde van door trigeneratie opgewekte koude en de waarde van de groene certificaten, die van invloed zijn op de berekening van het <i>toekenningspercentageverlenging</i> van een gegeven geval van verlenging</p> |
| Gewogen gemiddelde kapitaalkosten | <p>De kapitaalkost voor een investeringsproject in een gegeven geval van verlenging. Deze kostprijs houdt rekening met de verhoudingen van de verschillende mogelijke financieringsbronnen (eigen vermogen en leningen), van de kostprijs voor het aangaan van leningen op de markten en de specifieke risicopremies voor elk gegeven geval van verlenging.</p>  |

## II. Voorwerp

1. Deze methodologie definieert de berekeningsprincipes voor de *toekenningspercentageverlenging* die voor elke beoogd geval van verlenging van toepassing zijn, evenals de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die van invloed zijn op deze berekening.

## III. Principes

2. De Minister legt de installatiecategorieën, de consumentencategorieën evenals de gevallen van verlenging vast waaronder de verschillende productie-eenheden vallen, die voldoen aan de voorwaarden van verlenging bepaald in artikel 15ter/2. Het ministerieel besluit dat voor de eerste keer de installatiecategorieën, de consumentencategorieën en de gevallen van verlenging vastlegt, treedt in werking de tiende dag volgend op de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. Het ministerieel besluit dat een installatiecategorie, een consumentencategorie of een geval van verlenging wijzigt treedt in werking drie maanden na bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. De Administratie publiceert ter informatie een tijdspad voor de herziening van de installatiecategorieën, de consumentencategorieën en de gevallen van verlenging.

3. Er wordt door de Minister, voor elk geval van verlenging dat hij vastlegt, een waarde van het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> vastgesteld.

4. Het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub>, dat van toepassing is het eerste jaar (“toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> (1)”) is het percentage dat in werking is bij de indiening van de eerste aanvraag tot verlenging door de producent van groene elektriciteit.

5. De waarde van het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> wordt forfaitair berekend op grond van een representatieve referentie-installatie die aangepast is aan het beoogde geval van verlenging waarbij de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters van de referentiewaarden verbonden aan deze installatie in rekening worden gebracht.

6. In het geval waarin de producent in aanmerking wenst te komen voor een berekend toekenningspercentage onder gebruikmaking van de waarden van zijn eigen productie-eenheid, wordt het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> in afwijking van punt 3 door de Administratie vastgesteld op grond van huidige methodologie onder gebruikmaking, ter afwijking van vorig punt, voor sommige technische en economische parameters, van de waarden die eigen zijn aan zijn installatie in plaats van gebruik te maken van de referentiewaarden bedoeld in vorig punt. Krachtens punt 60 van huidige methodologie definieert de Minister de technische en economische parameters die aldus de eigen waarde van de productie-eenheid waarvoor het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> wordt berekend, als waarde kunnen nemen.

7. Het *toekenningspercentage*<sub>uitbreiding</sub> (1) wordt zo berekend dat het verschil tussen de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, berekend overeenkomstig afdeling V, en de waarde, door de Minister vastgesteld overeenkomstig afdeling V voor het eerste jaar van geproduceerde groene elektriciteit  $V(1)_{\text{groene elek}}$  tijdens de toekenningsduur gecompenseerd wordt. Het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> (1) wordt als volgt berekend:

[1]  $\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) = \max [0 ; \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1) - V(1)_{\text{groene elek}} \square / \text{Prijs CV}(1) \quad \text{[EUR/MWhe]}$

[2]  $\text{toekenningspercentage}_{\text{verlenging}}(1) = \min (\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) ; \text{toekenningspercentage}_{\text{nieuw}}; P) \text{ [EUR/MWhe]}$

Met

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), de waarde berekend overeenkomstig afdeling V bij de indiening van de aanvraag tot verlenging door de producent van groene elektriciteit;

$V(1)_{\text{groene elek}}$ , de referentiewaarde voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister, overeenkomstig afdeling VIII;

Prijs<sub>groene certif.</sub> (1), de waarde van het groene certificaat, voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister of diens afgevaardigde, overeenkomstig afdeling VIII;

Toekenningspercentage<sub>nieuw</sub>, de waarde van het toekenningspercentage van toepassing bij de indiening van de aanvraag tot verlenging door de producent van groene elektriciteit voor een nieuwe productie-eenheid die onder dezelfde installatiecategorie of de meest nabije installatiecategorie valt;

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

8. Het *toekenningspercentage*<sub>verlenging</sub> dat van toepassing is op een productie-eenheid die in aanmerking komt voor de verlengingsregeling wordt vervolgens te rekenen van de aanvang van de verlengingsperiode als volgt aangepast in functie van de evolutie van de marktprijzen van de groene elektriciteit, van de groene certificaten en, in voorkomend geval, van de kostprijs van de brandstoffen:

[3]  $\text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(t) = \text{toekenningspercentage}_{\text{compensatie}}(1) \times \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(1) / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) + [V(1)_{\text{groene elek}} - V(t)_{\text{groene elek}}] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) + [\text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(t) - \text{geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs}(1)] / \text{Prijs}_{\text{groene certif}}(t) \quad \text{[EUR/MWhe]}$

Met

$t = 2$  tegen D ;

D, toekenningsduur;

Prijs<sub>groene cert</sub>( $t$ ),  $V(t)$ <sub>groene elek.</sub>, geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs ( $t$ ) en de referentiewaarde voor het eerste jaar vastgesteld door de Minister, overeenkomstig afdeling VIII, voor de dienovereenkomstige jaren;

geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs ( $t$ ), de bijgewerkte eigen waarde van de productie-eenheid, geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1), berekend overeenkomstig afdeling V, voor de dienovereenkomstige jaren.

[4] toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>(1) = min (toekenningspercentage<sub>compensatie</sub>( $t$ ) ; toekenningspercentage<sub>nieuw</sub>; P) [EUR/MWhe]

Met

Toekenningspercentage<sub>nieuw</sub>, de waarde van het toekenningspercentage van toepassing bij de indiening van de aanvraag tot verlenging door de producent van groene elektriciteit voor een nieuwe productie-eenheid die onder dezelfde installatiecategorie of de meest nabije installatiecategorie valt;

P, het plafond van 2,5 groene certificaten per MWh netto-geproduceerde elektriciteit als vastgelegd in artikel 38, § 6bis, van het decreet.

#### IV. Verlengingsduur

9. De duur van de nieuwe toekenningsperiode van groene certificaten wordt door de Minister vastgelegd voor elk geval van verlenging dat door hem is bepaald.

10. Onverminderd de beperkingen waarvan sprake in artikel 15ter/2, § 1, stemt de duur van de verlenging vastgesteld door de Minister overeen met de referentiële economische levensduur voor het betrokken geval van verlenging.

#### V. Berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs

11. Onverminderd afdeling X wordt de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs voor een aangepaste en representatieve referentie-installatie van het beoogde geval van verlenging berekend.

12. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt over de duur van de verlenging, vastgesteld door de Minister, berekend voor het beoogd geval van verlenging.

13. De waarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die deze referentie-installatie kenmerken, worden door de Minister vastgelegd.

14. In voorkomend geval worden de inkomsten verband houdend met de valorisering van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte (of van de via trigeneratie opgewekte koude) opgenomen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs en worden ze in aftrek gebracht van de productiekosten.

15. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt als volgt berekend:

$$[5] \quad C_{pma} = \frac{\sum_{t=-3}^N \frac{(CAPEX_t + OPEX_t + FUEL_t - HEAT_t - COLD_t)}{(1+i)^t}}{\sum_{t=0}^N \frac{Eenp_t}{(1+i)^t}} \quad [EUR/MWhe]$$

Met

| Symbool            | Eenheid | Definitie   |
|--------------------|---------|---|
| N                  | Jaar    | Verlengingsduur   |
| t                  | Jaar    | Jaar analyseperiode, $t = -3$ tot N<br>$t = -3$ en $-1$ : de in aanmerking komende investeringsperiode;<br>$t = 0$ : referentiejaar voor de actualisering<br>$t = 1$ tot N: periode met elektriciteitsproductie |
| i                  | %       | Actualiseringspercentage  |
| CAPEX <sub>t</sub> | EUR     | Investering in het jaar $t$ , onder uitsluiting van de reeds in rekening genomen investeringen voor de berekening van de steun tijdens de voorgaande toekenningsperiode   |

Voor t

$\geq 0$

|                   |      |   |
|-------------------|------|---|
| OPEX <sub>t</sub> | EUR  | Bedrijfskosten (brandstoffenaankoop niet meegerekend) in het jaar t, onder uitsluiting van de reeds in rekening genomen bedrijfskosten voor de berekening van de steun tijdens de voorgaande toekenningsperiode |
| FUEL <sub>t</sub> | EUR  | Brandstoffenaankoopkosten in het jaar t, onder uitsluiting van de reeds in rekening genomen brandstoffenaankoopkosten voor de berekening van de steun tijdens de voorgaande toekenningsperiode                  |
| HEAT <sub>t</sub> | EUR  | Inkomsten jaar t van de valorisering van de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling   |
| COLD <sub>t</sub> | EUR  | Inkomsten jaar t van de valorisering van de koude opgewekt door trigeneratie  |
| Eenpt             | MWhe | Netto-geproduceerde elektriciteit jaar t  |

16. De referentiedatum voor de actualisering (t=0) stemt overeen met de eerste dag van de verlengingsperiode. De in aanmerking komende investeringen, verwezenlijkt in de twaalf maanden voorafgaand aan deze datum, worden verondersteld zich te hebben voorgedaan één jaar voor de referentiedatum (t = -1), de investeringen verwezenlijkt tussen dertien en vierentwintig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan twee jaar voor de referentiedatum (t = -2) en de investeringen verwezenlijkt tussen vijftwintig en zesendertig maanden worden verondersteld zich te hebben voorgedaan drie jaar voor de referentiedatum (t = -3).

#### VI. Jaarlijkse aanpassing van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs

17. De jaarlijkse aanpassing (jaar t) van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt bekomen door toepassing van volgende formule:

$$[6] \quad [C_{pma}(t) - C_{pma}(1)] = \left(\frac{1}{\alpha_E}\right) \times \left[ (P_{Fuel\ Mix}(t) - P_{Fuel\ Mix}(1)) - (V_{QCOGEN}(t) - V_{QCOGEN}(1)) \times \alpha_Q - (V_{TRIGEN}(t) - V_{TRIGEN}(1)) \times \alpha_F \right] \quad [EUR/MWhe]$$

Met:

$\alpha_E$ , het elektrisch netto-rendement, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$P_{Fuel\ Mix}(t)$ , de referentiewaarde voor het jaar t van de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van het geval van verlenging ;

$P_{Fuel\ Mix}(1)$ , de referentiewaarde, bij de indiening van de verlengingsaanvraag, van de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van het geval van verlenging ;

$\alpha_Q$ , het rendement in gevaloriseerde netto-warmte, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$\alpha_F$ , het rendement in gevaloriseerde netto-koude, zoals omschreven in de berekeningscode als bedoeld in artikel 9 van dit besluit, van de referentie-installatie gebruikt voor de bepaling van de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs (1) ;

$V_{QCOGEN}(t)$ , referentiewaarde voor het jaar t voor de warmte opgewekt via warmtekrachtkoppeling berekend overeenkomstig de punten 47 tot 49 ;

$V_{TRIGEN}(t)$ , referentiewaarde voor het jaar t voor de koude opgewekt via trigeneratie, berekend overeenkomstig de bepalingen van punt 50.

#### VII. Geval van verlenging

##### a. Classificatiecriterium

18. Binnen in een installatiecategorie worden de verschillende gevallen van verlenging uitsluitend vastgesteld op grond van een economische parameter "Ratio<sub>CAPEX</sub>" die overeenstemt met de verhouding tussen het bedrag van de investeringen met het oog op



verlenging en het bedrag van de investeringen in een nieuwe referentie-installatie die onder dezelfde categorie valt.

19. Voor elke installatiecategorie worden de verschillende gevallen van verlenging in de vorm van klassen bepaald, elkeen gekenmerkt door een minimum- en een maximumwaarde, waarbij laatstgenoemde een waarde van 100% niet mag overschrijden en deze waarden tussen welke zich de toelaatbare waarden bevinden van de  $Ratio_{CAPEX}$  van het betrokken geval van verlenging.

**b. Berekening van het toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>**

20. Voor elke klasse wordt het forfaitaire *toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>* vastgesteld door de Minister door de dienovereenkomstige middenwaarde van  $Ratio_{CAPEX}$  te nemen in de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs.

**c. Classificatie van de aanvragen**

21. Om te kunnen bepalen welk geval van verlenging onder een verlengingsaanvraag valt, wordt de waarde van de  $Ratio_{CAPEX}$  berekend op grond van het investeringsprogramma voorgesteld door de producent in zijn verlengingsaanvraag, mits toepassing van volgende formule:

$$[7] \quad Ratio_{CAPEX} = \frac{\sum_{t=-3}^n \left( \frac{CAPEX_t}{(1+i)^t} \right)}{I_{ref,categorie}} \quad [%]$$

Met

| Symbol              | Eenheid | Definitie  |
|---------------------|---------|--|
| n                   | Jaar    | Verlengingsduur  |
| t                   | Jaar    | Jaar analyseperiode, t = -3 tot n  |
| i                   | %       |  |
| CAPEX <sub>t</sub>  | EUR     | Investering in het jaar t, onder uitsluiting van de reeds in rekening genomen investeringen voor de berekening van de steun tijdens de voorgaande toekenningsperiode |
| $I_{ref,categorie}$ | EUR     | Investeringen in een nieuwe referentie-installatie die onder dezelfde installatiecategorie valt  |

22. In functie van de berekende waarde van de  $Ratio_{CAPEX}$  wordt de verlengingsaanvraag, ingediend door de producent, ondergebracht bij één van de klassen vastgelegd door de Minister voor de installatiecategorie waaronder de verlengingsaanvraag valt.

23. De in aanmerking komende investeringsuitgaven, verricht binnen de zesendertig maanden voor aanvang van de verlengingsperiode, kunnen in rekening worden genomen in de berekening van de  $Ratio_{CAPEX}$ , voor zover de producent aantoont dat deze uitgaven vereist zijn om gedurende de verlengingsduur een productie van groene elektriciteit in stand te houden en ze niet tijdens de voorgaande toekenningsperiode gecompenseerd werden blijkens een verklaring op erewoord door de producent. Deze investeringsuitgaven worden geactualiseerd overeenkomstig de bepalingen als vastgesteld voor de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, voor zover de uitrustingen die met deze uitgaven verband houden niet in bedrijf zijn genomen voor aanvang van de verlengingsperiode. In het geval waarin de uitrustingen voor deze uitgaven in bedrijf zijn genomen voor aanvang van de verlengingsperiode worden de uitgaven niet geactualiseerd en enkel het deel van de uitrustingen dat niet afgeschreven is na afloop van de initiële toekenningsperiode van de groene certificaten kan als investering in rekening worden genomen in de berekening van de  $Ratio_{CAPEX}$ .

24. In het geval van een verlenging van een productie-eenheid die gebruik maakt van uitrustingen die gemeen zijn met andere productie-eenheden voor groene elektriciteit of hernieuwbaar gas kan, wanneer de producent aantoont dat de gemeenschappelijke uitrustingen onontbeerlijk zijn voor de instandhouding van de elektriciteitsproductie van de productie-eenheid over de verlengingsperiode, het niet-afgeschreven deel van deze

gemeenschappelijke uitrustingen na afloop van de initiële toekenningsperiode van de groene certificaten in rekening worden genomen als investering in de berekening van de  $\text{Ratio}_{\text{CAPEX}}$ , naar verhouding van de voor deze gemeenschappelijke uitrustingen relevante energiestromen.

### VIII. Technische, economische, financiële en marktgebonden parameters

#### a. Algemeen

25. De referentiewaarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters die een geval van verlenging kenmerken, worden door de Minister vastgelegd overeenkomstig de bepalingen van deze methodologie.

26. Om de referentiewaarden van de technische, economische, financiële en marktgebonden parameters te bepalen waardoor een verlengingsgeval van kenmerken kan worden voorzien, gebruikt de Minister de gegevens te zijner beschikking, met name de gegevens overgemaakt door de producenten en de projectontwikkelaars in het kader van de aanvragen tot reservatie van groene certificaten, bij de Administratie ingediend, evenals de gegevens die bekend zijn gemaakt in de regio's en de landen die aangrenzend zijn aan en vergelijkbaar zijn met het Waals Gewest.

27. De investeringen die nodig zijn wegens de vervanging van de generator die binnen de toekenningsduur zijn technische levenscyclus beëindigt worden integraal in rekening gebracht bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs. Deze vervanging heeft geen impact op %SER als bedoeld in artikel 15ter/2, § 5.

28. De kostenposten die niet rechtstreeks verband houden met de productie van groene elektriciteit, evenals de kosten voor de ontmanteling aan het einde van de voorgaande toekenningsperiode ervan wanneer zij reeds in rekening zijn genomen bij de berekening van een ondersteuning voor de productie van groene elektriciteit, worden niet in aanmerking genomen. De Administratie maakt voor elk productiekanaal de niet-exhaustieve lijst van de niet in aanmerking komende kostenposten bekend.

29. De kostenposten of de inkomstenposten in verband met afvalbeheer (vast, vloeibaar en gasvormig afval) uit de groene elektriciteitsproductie komen in aanmerking. Gaat het om inkomsten, dan worden ze, bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, afgetrokken van de kostenposten.

30. Fiscale lasten worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs.

#### b. Actualiseringspercentage

31. De actualiseringspercentages die worden toegepast voor elke installatiecategorie zijn nominale percentages voor belasting.

32. Het actualiseringspercentage  $i$ , toegepast voor een geval van verlenging, stemt overeen met de waarde van de gewogen gemiddelde kapitaalkosten van de referentie-installatie die in aanmerking is genomen voor het geval van verlenging.

[8]  $i$  = gewogen gemiddelde kapitaalkosten

33. De gewogen gemiddelde kapitaalkosten worden berekend aan de hand van volgende formule, die rekening houdt met de verhoudingen van de verschillende mogelijke financieringsbronnen (eigen vermogen en leningen), van de kostprijs voor het aangaan van leningen op de markten en de specifieke risicopremies voor elk geval van verlenging:

[9] gewogen gemiddelde kapitaalkosten =  $\square \times r_E + (1 - \square) \times r_D$

Met

- $\square$  Het betrokken aandeel van het eigen vermogen voor het beoogde geval van verlenging;
- $r_E$  Het betrokken rendabiliteitspercentage op eigen vermogen voor het beoogde verlengingsgeval rekening houdend met de risicopremies eigen aan het verlengingsgeval;
- $r_D$  De betrokken rentevoet voor het aandeel ontleend kapitaal.

#### c. Brandstoffenkostprijs

34. Voor elk geval van verlenging dat onder een installatiecategorie valt die brandstoffen verbruikt, wordt er een mix aan referentie-brandstoffen bepaald.

35. De mixen aan referentiebrandstoffen worden zodanig bepaald dat de risico's inzake gebruiksconflicten worden beperkt en dat de hiërarchie in het afvalstoffengebruik in acht wordt genomen.

36. Er wordt voor elke mix aan referentie-brandstoffen een referentieprijs vastgesteld op grond van de prijzen, tijdens de twaalf voorgaande maanden waargenomen op de Belgische markt.

37. Om de risico's op gebruiksconflicten in te perken wanneer deze brandstoffen eveneens benut worden als grondstof, kunnen de referentiewaarden de prijzen, waargenomen op de Belgische markt voor een benutting als grondstof na toepassing van een korting, niet te boven gaan. Daartoe wordt de waarde van een brandstof dat deel uitmaakt van een mix aan referentiebrandstoffen als bedoeld in punt 34 als volgt berekend:

$$[10] \quad V_{\text{brandstof}} = \min[V_{\text{brandstof energie}}; (100-Y)\% \times (V_{\text{brandstof grondstof}})] \text{ [EUR/T]}$$

Met

|                                    |  |             |
|------------------------------------|--|-------------|
| $V_{\text{brandstof energie}}$ :   | Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, zoals waargenomen op de markt voor deze bouwstof met het oog op gebruik als energiebron  | [EUR/tonne] |
| $V_{\text{brandstof grondstof}}$ : | Prijs van de bouwstof die de brandstof vormt, zoals waargenomen op de markt voor deze bouwstof met het oog op gebruik als grondstof  | [EUR/tonne] |
| Y                                  | De op $V_{\text{brandstof grondstof}}$ toegepaste korting die bepaald wordt door de Minister om een gebruik als energiebron van de bouwstof, die als grondstof zou kunnen worden gebruikt, te ontraden | %           |

38. De mix aan referentiebrandstoffen, de samengebrachte referentieprijzen en de kortingen worden door de Minister vastgelegd.

39. De referentiewaarden voor de prijs van de fossiele brandstoffen worden bepaald op grond van de "future" prijzen, van toepassing op de Belgische markt, en op grond van de gegevens bekendgemaakt door EUROSTAT voor de "all-in" prijzen aan de consumenten of de gegevens bekendgemaakt door de CWaPE of de CREG.

40. De Minister bepaalt de nadere regels die in aanmerking worden genomen ter bepaling van de referentiewaarden die worden gebruikt voor de fossiele brandstoffen, met name de gebruikte marktindexen en de in aanmerking genomen periodes.

**d. Waarde van de groene certificaten**

41. De waarde van het groene certificaat waarvan sprake is het maximum tussen de prijs, vastgesteld door de Regering voor de koopverplichting door de beheerder van het lokaal transmissienet, bepaald in artikel 40 van het decreet, en het gemiddelde van de over een periode van twaalf maanden waargenomen waarden die het voorwerp uitmaken van de meest recente publicatie door de Administratie.

**e. Waarde van de opgewekte groene elektriciteit**

42. De referentiewaarde voor de groene elektriciteit kan verschillen in functie van het betrokken verlengingsgeval.

43. De referentiewaarde voor de opgewekte groene elektriciteit wordt berekend volgens deze formule:

$$[11] \quad V_{\text{groene stroom}} = (1 - \square) \times P_{\text{BE-MARKET}} + P_{\text{LGO-INJ}} - T_{\text{INJ}} \quad \text{[EUR/MWhe]}$$

Met

- $P_{\text{BE-MARKET}}$ , de referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België;
- $\square$ , de korting, van toepassing wegens de kenmerken van de installatiecategorie, met name de capaciteit, het aansluitingsniveau en de intermitterende kenmerken van de productie, rekening houdend met het zgn « kannibaliseringseffect » ;
- $P_{\text{LGO-INJ}}$ , de LGO-verkoopprijs toegekend voor groene elektriciteit die op het net geïnjecteerd wordt;
- $T_{\text{INJ}}$ , het injectietarief, toegepast door de netbeheerder.

44. De referentiewaarde voor de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België (PBE-MARKET) is de waarde, waargenomen op de “future” markt voor een baseload elektriciteitslevering op het Elia-net (“*Belgian Power Base Load Futures*”). Deze waarde stemt overeen met het rekenkundige gemiddelde van de dagprijzen (einde-dag notering) ICE Endex, vermeld onder de rubriek “*Belgian Power Base Load Futures*” voor leveringen op 1, 2 en 3 jaar, waargenomen over een periode van twaalf maanden.

45. De korting, toepasbaar  $\lambda$  per installatiecategorie, stemt overeen met de verhouding tussen de gemiddelde verkoopprijs voor deze categorie en de verkoopprijs op de groothandelsmarkt in België. Daartoe maken de producenten van groene elektriciteit op kwartaalbasis hun elektriciteitsverkoopfacturen aan de Administratie over.

46. In functie van de evoluties die op de Belgische markt worden waargenomen, kan de Minister de in aanmerking genomen nadere berekeningsregels ter bepaling van de gebruikte referentiewaarden, met name de gebruikte marktindexen en de betrokken periodes, wijzigen.

**f. Waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte**

47. De waarde van de via warmtekrachtkoppeling opgewekte warmte ( $V_{\text{Q\_COGEN}}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost voor warmte opgewekt door een referentieverwarmingsketel die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de betrokken mix aan referentiebrandstoffen voor het verlengingsgeval:

$$[12] \quad V_{\text{Q\_COGEN}} = \min (P_{\text{Fuel Mix}} / \square_{\text{q Fuel Mix}} ; P_{\text{GN}} / \square_{\text{q GN}} ) \quad [\text{EUR/MWhe}]$$

Met

$P_{\text{Fuel Mix}}$ , de prijs van de mix aan referentiebrandstoffen van het verlengingsgeval;

$\square_{\text{q Fuel Mix}}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor de betrokken mix aan brandstoffen;

$P_{\text{GN}}$ , de referentieprijs voor aardgas;

$\square_{\text{q GN}}$ , het rendement van de referentieverwarmingsketel voor aardgas.

48. De waarde van de prijs van de mix aan brandstoffen ( $P_{\text{Fuel Mix}}$ ) is identiek aan de waarde die in aanmerking wordt genomen voor de mix aan referentiebrandstoffen van het verlengingsgeval.

49. De rendementswaarden van de referentie-verwarmingsketels ( $\square_{\text{q Fuel Mix}}$  et  $\square_{\text{q GN}}$ ) kunnen in functie van het betrokken geval van verlenging. De Minister legt de rendementswaarden van de referentieverwarmingsketels vast.

**g. Waarde van via trigeneratie opgewekte koude**

50. De waarde van de via trigeneratie opgewekte koude ( $V_{\text{F\_TRIGEN}}$ ) wordt bepaald op grond van de vermeden kost voor koude opgewekt door een absorptiekoelmachine die een mix aan brandstoffen gebruikt, vergelijkbaar met de betrokken mix aan referentiebrandstoffen voor de beoogde installatiecategorie:

$$[13] \quad V_{\text{F\_TRIGEN}} = \min (V_{\text{Q\_COGEN}} / \text{COP}_{\text{abs}} ; V_{\text{ELEC\_VERTE}} / \text{COP}_{\text{comp}} ) \quad [\text{EUR/MWhq}]$$

Met

$V_{\text{Q\_COGEN}}$ , de waarde van de warmte opgewekt door warmtekrachtkoppeling, berekend overeenkomstig de punten 47 tot 49 ;

$V_{\text{groene\_elek}}$ , de waarde van de opgewekte groene elektriciteit, berekend overeenkomstig de punten 42 tot 46 ;

$\text{COP}_{\text{abs}}$ , de performantiecoëfficiënt voor een referentie-absorptiekoelmachine;

$\text{COP}_{\text{comp}}$ , de performantiecoëfficiënt voor een referentie-compressiekoelmachine.

**h. Investeringssteun**

51. Wanneer aanvullende specifieke energiesteun voorzien is, moet deze in rekening genomen en van de investeringen worden afgetrokken.
52. In voorkomend geval wordt een gemiddelde termijn in rekening genomen voor de daadwerkelijke storting van de steun aan de producent. Deze gemiddelde termijn kan volgens de installatiecategorie verschillen.

**IX. Indexeringsparameters**

53. De geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs wordt berekend, rekening houdend met een forfaitaire indexering van de onderhoudskosten en overige bedrijfskosten, brandstoffen niet meegerekend.
54. De parameters die jaarlijks worden aangepast, namelijk de brandstoffenprijs, de prijs voor groene certificaten en de waarde van de opgewekte elektriciteit, overeenkomstig punt 8 van deze methodologie, worden niet forfaitair geïndexeerd.
55. De waarden van de indexeringsparameters worden verondersteld, over de verlengingsduur constant te zijn.
56. De waarden van de indexeringsparameters kunnen volgens de installatiecategorie verschillen.

**X. Berekening op dossierstukken**

57. In de gevallen waarin de producent in aanmerking wenst te komen voor een toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> dat berekend wordt onder gebruikmaking van de waarden van het verlengingsgeval, toont de producent aan de Administratie aan, ofwel dat de productie-eenheid onder geen enkel verlengingsgeval valt waarvoor referentiewaarden in aanmerking zijn genomen, ofwel dat de waarde van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs, berekend op grond van de eigen gegevens, 10% hoger is dan de waarde die de Administratie berekend heeft op grond van de referentiewaarden voor het verlengingsgeval waaronder de productie-eenheid valt.
58. Daartoe stelt de Administratie de producenten een simulatietool ter beschikking waarmee zij op grond van hun eigen gegevens de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs kunnen berekenen.
59. Bij berekening aan de hand van dossierstukken zijn de financiële parameters, de waarde van de opgewekte groene elektriciteit en de groene certificaatprijs die van toepassing zijn, de referentie-elementen.
60. Voor elk productiekanaal bepaalt de Minister de lijst met technische en economische parameters waarvoor een waarde, eigen aan de productie-eenheid, in aanmerking kan worden genomen, in plaats van de referentiewaarden voor de berekening van het toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>.
61. Voor elk productiekanaal bepaalt de Minister de drempels en de plafonds voor de technische en economische parameters waarvoor een waarde, eigen aan de productie-eenheid, in aanmerking kan worden genomen, in plaats van de referentiewaarden voor de berekening van het toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>.
62. Bij ontstentenis van drempels en plafonds als bedoeld onder vorig punt kan de Administratie afwijken van de waarden, voorgesteld en behoorlijk onderbouwd door de aanvrager, als ze aantoonbaar dat de voorgestelde voorwaarden hoogst afwijkend zijn.
63. De Minister kan een plafond vaststellen voor het, aan de hand van dossierstukken berekend, toekenningspercentage dat in voorkomend geval per verlengingsgeval gedifferentieerd wordt.
64. De besluiten, bedoeld onder de punten 60, 61 en 63, treden in werking uiterlijk drie maanden te rekenen van bekendmaking ervan, tenzij zij samen zijn aangenomen met het besluit bedoeld in artikel 15ter/2, § 7, lid 2.

**XI. Aanzienlijke afwijking**



65. Overeenkomstig artikel 15ter/2, § 4, wordt een afwijking ten opzichte van de maatregelen, omstandig uiteengezet in het uiteenzettend dossier, als aanzienlijk wordt beschouwd als één van volgende voorwaarden door de Administratie wordt vastgesteld:

a. Een vermindering van de berekende waarde van de  $Ratio_{CAPEX}$  leidend tot een declassering naar een verlengingsgeval met een lager toekenningspercentage<sub>verlenging</sub>. De herberekening van het toekenningspercentage voor groene certificaten door de Administratie opent voor de producent niet het voordeel van de berekening aan de hand van dossierstukken als bedoeld in afdeling X;

b. Een wijziging van de technische of economische kenmerken die leiden tot een verandering van installatiecategorie;

66. Onverminderd punt 8 van deze methodologie wordt, indien de producent een toekenningspercentage<sub>verlenging</sub> geniet dat berekend is aan de hand van zijn waarden eigen aan zijn verlengingsgeval, een afwijking ten opzichte van de maatregelen, omstandig omschreven in het uiteenzettend dossier, als aanzienlijk beschouwd indien deze afwijking een vermindering van de geactualiseerde gemiddelde productiekostprijs met meer dan tien percent veroorzaakt.”

HOOFDSTUK 2. – Wijzigingsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

**Art. 15.** Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK 3 - Slotbepalingen

**Art. 16.** De Minister bevoegd voor Energie stelt de datum van inwerkingtreding van dit besluit vast. Deze datum valt niet vroeger dan de beslissing tot goedkeuring van de Europese Commissie verband houdend met de steunregeling als beoogd in de artikelen 3 tot 7.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 2, 8 en 9 in werking de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen ingaand de dag volgens op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 15 in werking de eerste dag van de vierde maand volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 17.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 24 november 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY